

De Seraing à Londres
par le chemin
des écoliers

Joseph Bondas

Avant-propos

C'est avec plaisir que j'ai appris qu'un livre sur Joseph Bondas était en préparation. D'autant plus avec plaisir que cela était une initiative de « jeunes ».

Née en 1932, cinquième enfant d'immigrés italiens fuyant le fascisme, ma famille s'était installée au 85, rue des Pierres à Seraing, près du charbonnage Collard. En face, au numéro 75, un couple d'une cinquantaine d'années, sans enfant, se prit d'affection pour la petite « Fefeye » et très vite je m'installai chez eux. Je venais d'entrer chez Joseph Bondas que j'appelais « FiFi » .

Trop jeune pour comprendre la valeur de cet homme, de ce syndicaliste et des nombreux camarades qui fréquentaient la petite maison de la rue des Pierres, j'y ai connu amour, joie, tendresse, jusqu'à son départ pour Londres en 1942. Je ne pouvais comprendre à ce moment, les risques de ce long voyage ni ceux à rester en Belgique.

Joseph Bondas est décédé le 1er janvier 1957, son épouse Rosine, que nous appelions Mami, nous a quitté en septembre 1966.

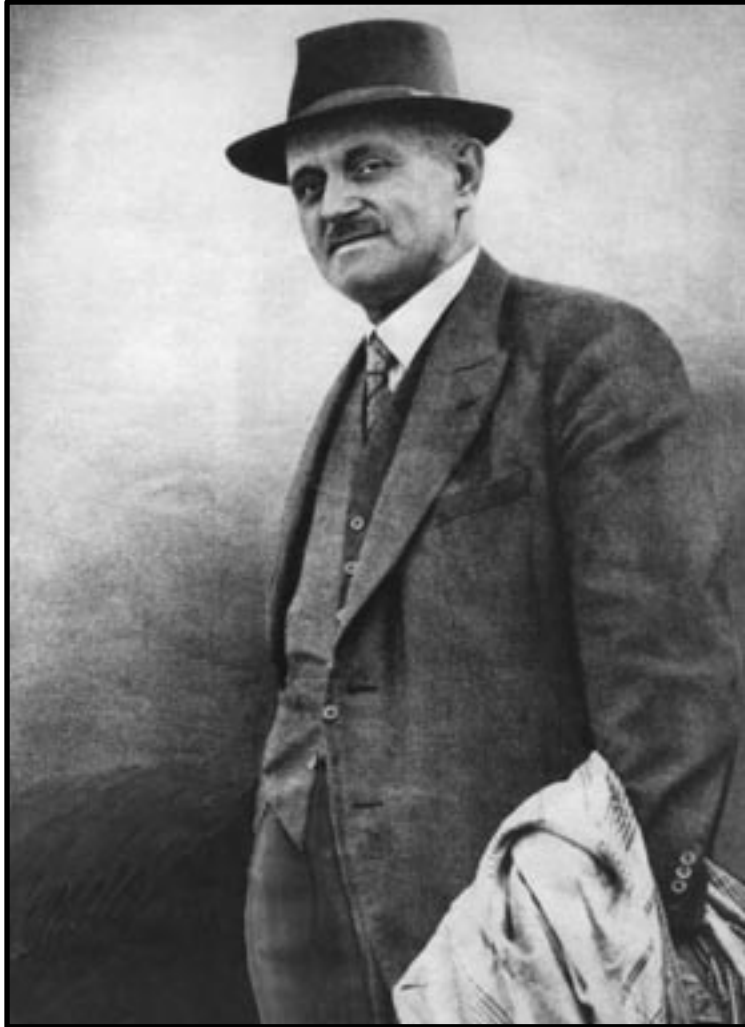
J'aurais souhaité les garder plus longtemps, les aimer davantage, mais dans mon cœur et mes pensées, il y aura toujours une grande place pour FiFi et Mami.

Augusta Brioli,
Seraing, le 30 août 2005

Remerciements

Je tiens à remercier Rik Hemerijkx pour avoir accepté d'écrire l'introduction historique de cette publication, ainsi que pour toutes ses remarques et suggestions. Tous mes remerciements à Augusta Brioli qui a mis à notre disposition les photos qui illustrent le livre et, enfin, le secrétariat de la FAR pour son aide précieuse à la réalisation de l'ouvrage.

Heinz EVERTZ



Joseph Bondas lors de la visite au Roi à Saint Wolfgang le 24 et 25 juin 1945.
Photo reproduite de l'hebdomadaire « La Face à Main » du 7 juillet 1945. (Archives privées)

Introduction

Des circonstances aussi particulières que la période d'occupation des années 1940-1944, période au cours de laquelle la vie quotidienne a été fortement perturbée et où le choix entre résistance, adaptation ou collaboration s'est posé avec acuité, sont en même temps une échelle pour mesurer le caractère et la persévérance de l'individu. En effet, l'écroulement des démocraties occidentales et la victoire écrasante de la machine de guerre allemande avait ébloui certaines personnes, et les possibilités qui se présentaient de jouer un rôle dans la société sous la coupe allemande les avaient même incitées à se détourner de l'esprit démocratique et à adopter le style autoritaire de l'ordre nouveau. Le domaine syndical, avec la destitution d'un certain nombre de leaders d'avant-guerre et la création d'une Nouvelle Confédération Générale du Travail de Belgique (CGTB) et de l'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels (UTMI), en a été un des exemples type.

Pourtant, dans ces mêmes circonstances, d'autres personnes ont fait preuve d'une fermeté remarquable et d'un attachement admirable à leurs principes et idéaux. Ils n'ont voulu s'adapter en aucune façon et, justement par leur fermeté, ils sont devenus des exemples pour les autres : les partisans se sont trouvés confortés, les sceptiques ont été rappelés à l'ordre, et les adversaires refoulés. C'est ce rôle que Joseph Bondas a joué, dans les années 1940-1944, en tant que secrétaire-général de la CGTB.

Agé de 59 ans, il n'était certes pas un des plus jeunes au moment de l'éclatement de la guerre en mai 1940. Pourtant, dans ces conditions particulièrement difficiles, Bondas s'est imposé comme une des figures clés de la résistance syndicale socialiste. Comme convenu avant la guerre, les dirigeants de la CGTB eurent d'abord l'intention de continuer le travail syndical en territoire français non-occupé, mais quand ce scénario s'écroula avec la capitulation des armées françaises lors de l'été 1940, ils furent confrontés à la question essentielle de savoir quoi faire.

Les persécutions des adversaires politiques et la nazification du mouvement syndical en Allemagne nazie n'annonçaient rien de bon, mais néanmoins Joseph Bondas décida de retourner en Belgique occupée. Il y fut immédiatement confronté à l'existence d'une Nouvelle CGTB. Celle-ci n'avait pas du tout l'intention de reconnaître l'autorité de la CGTB d'avant-guerre et s'était exprimée pour un ordre corporatiste et le rejet du principe de la lutte des classes. Le rôle d'Henri De Man, qui avait dissolu le Parti Ouvrier Belge et qui avait appelé à l'acceptation du fait accompli, c'est-à-dire l'occupation allemande, étaient pour beaucoup dans ces décisions.

Bondas avait compris quels étaient les enjeux – rien moins que l'avenir du mouvement syndical et du socialisme démocratique – et il réunit les membres présents du Bureau de la CGTB pour mettre les choses au clair. Convaincu de l'inopportunité d'une reprise syndicale sous le joug allemand, il appela tout le monde à se résigner à ce point de vue. Son intervention eut certes comme résultat de réunir autour de lui quelques partisans, mais cela n'empêcha pas qu'une UTMI se crée effectivement le 22 novembre 1940. Avec cette UTMI – une fusion de la Nouvelle CGTB et une majorité du syndicat chrétien et libéral – le syndicalisme belge était définitivement amené sur la pente glissante de la collaboration syndicale.

Mais d'autre part, la création de l'UTMI a été également le signal poussant les adhérents de la CGTB à commencer la résistance. Fin novembre, un premier pamphlet ronéotypé fut distribué pour dénoncer l'UTMI. D'autres numéros suivirent et bientôt ils apparurent comme des journaux clandestins sous des titres comme *Combattre* et *Vaincre*. Il n'est pas surprenant de trouver Joseph Bondas à la tête de l'équipe rédactionnelle de ces journaux. Il s'est en effet imposé comme la figure centrale de tout un réseau de syndicalistes, qu'on a dénommé par après la CGTB clandestine¹.

Cette CGTB clandestine ne s'est pas seulement axée sur la lutte contre l'UTMI, mais à partir de 1941, elle s'est également occupée de la préparation de l'après-guerre. Des manifestes sont écrits, des programmes élaborés et des restructurations proposées. Là où c'était possible, les militants

se réunissaient parfois dans les arrière-salles de café pour discuter de l'une et l'autre chose. Bondas ne voyait aucun inconvénient à assister à ces réunions locales ou régionales, incarnant ainsi l'esprit CGTB. Comme nul autre, il était convaincu que le mouvement syndical sortirait fortifié de la guerre, mais il était également d'avis que la période d'occupation offrait des opportunités pour introduire des changements profonds dans le monde syndical. Ainsi, il s'est manifesté comme un défenseur convaincu d'un dialogue avec le courant résistant du syndicat chrétien, et plus particulièrement avec son président Henri Pauwels. Dans cette même optique de dialogue et de concertation, il a pris part aux pourparlers avec quelques représentants du monde patronal ; pourparlers qui ont amené à un accord global sur la politique sociale de l'après-guerre, accord également connu sous le nom de Pacte Social. Bondas avait été obligé par les autorités occupantes de démissionner de ses fonctions officielles, mais dans la pratique il continuait à fonctionner comme le représentant du mouvement syndical socialiste.

Il était l'homme de la concertation avec les forces établies du monde du travail, mais en même temps il s'était affirmé comme un adversaire résolu des forces qui risquaient de saper les positions du mouvement syndical. Il n'était pas seulement un adversaire assidu de l'UTMI, mais également des communistes, qui se manifestaient de plus en plus depuis début 1941. Comme aucun autre dirigeant syndical, Bondas peut être considéré comme l'expression de ce courant réformiste socialiste, incarnant ainsi une grande continuité avec la période de l'avant-guerre.

« Leader de la CGTB clandestine », le titre résonne avec un certain héroïsme, mais la réalité quotidienne n'avait rien d'héroïque et était vraiment difficile. Avec le retrait de tous ses mandats officiels (CGTB nationale, CGTB liégeoise et SNCB), Bondas n'avait plus de revenus et comme la plupart des Belges, il avait du mal à entretenir sa famille. Surtout suite à l'adoption de deux enfants espagnols, Ramon et Gusta, il devait faire face à des responsabilités accrues sur ce plan-là. Mais il n'y avait pas seulement les préoccupations matérielles ou familiales, c'était surtout les problèmes au sein du mouvement syndical qui le tracassaient. Selon Carmen Coenen, sa secrétaire à la CGTB, sa situation était franchement alarmante. Dans une lettre à Jef Rens à Londres elle écrivait : « *De tous ceux que vous connaissez c'est Joseph qui a été le plus atteint moralement par la situation qui lui a été créée. Il a souffert atrocement et tous ses amis ont craint*

¹ Bondas (J.), *50 ans ! FGTB. Un demi siècle d'action syndicale, 1898-1948. Histoire de CS, de la CGTB et de la FGTB*, Anvers, Excelsior, 1953, pp. 286-329; Hemmerijckx (R.), *Van verzet tot koude oorlog, 1940-1949 : machtsstrijd om het ABVV*, Brussel/Gent, VUBPress/Amsab, 2003, pp. 37-81.

le pire. Il n'est plus que l'ombre de lui-même. Pourtant il a réagi et nous espérons qu'il pourra remonter le courant. Son courage est grand... »² Mais Bondas n'était pas homme à baisser les bras et finalement, alors qu'il était un ancien métallurgiste, il trouva un boulot comme... ouvrier agricole dans la ferme de son beau-frère à Amay : « Depuis l'été (notre ami Joseph) est devenu un véritable serrien (sic), un ouvrier agricole. Il était au service de son neveu (sic) Roger et il veillait toutes les nuits sur les récoltes ; ce n'était guère une tâche pour un homme de son âge surtout lorsque le mauvais temps et le froid sont venus. A présent encore il travaille à la ferme. Si le travail manuel est dur, du moins du point de moral, c'est une salutaire diversion à ses peines. »³ Les lettres écrites par Carmen Coenen eurent certainement un grand impact sur Jef Rens à Londres.

Comme secrétaire national de la CGTB Rens avait entrepris le voyage vers l'Angleterre en été 1940 à travers l'Espagne, le Portugal et les Etats-Unis. Arrivé Outre-manche, il avait immédiatement pris contact avec les syndicalistes belges présents et, à partir du début 1941, il avait commencé à mettre sur pied un Centre Syndical Belge, qui allait fonctionner jusqu'en septembre 1944 comme une sorte de CGTB en exil. A partir de Londres, Rens avait essayé de mettre sur pied une correspondance avec plusieurs personnes en Belgique occupée⁴.

Mais malgré l'assistance des services belges, la communication se faisait très difficilement. Des messages prenaient des mois pour arriver à leur destinataire et plusieurs d'entre eux se perdaient en route. Déjà fin décembre 1940, Bondas avait envoyé une première note, mais il fallut attendre août 1941 pour que son premier message arrive effectivement à Londres. La teneur de cette première lettre était particulièrement encourageante : « ...on ne désespère pas et avec les amis on songe à entreprendre d'autres (sic) et on prospecte le terrain pour être prêts, immédiatement après les hostilités qui finiront tout de même un jour. »⁵ L'enthousiasme fut grand quand les syndicalistes londoniens reçurent ce message. Rens réagit immédiatement avec plusieurs lettres, mais de nouveau il n'y eut

² Lettre de Carmen Coenen à Jef Rens, 23 juillet 1941, 1 p. Archives Générales du Royaume (AGR), Papiers Rens, correspondance C(2).

³ Lettre de Carmen Coenen à Jef Rens, 28 décembre 1941, 1 p. AGR, Papiers Rens, correspondance C(2).

⁴ Sur l'histoire du Centre Syndical Belge et les socialistes à Londres voir : Rens (J.) et Smets (D.), *Historique du Centre Syndical Belge à Londres, 1941-1944*, Bruxelles, FGTB, 1976, [s.p.] ; Gotovitch (J.), *De Belgische socialisten in Londen*, Antwerpen, Standaard, 1981, 227 p.

⁵ Lettre de J. Bondas à J. Rens, 16 juin 1941, 1 p., AGR, Rens, Correspondance B(2).

aucune réponse de Belgique. Entre temps, par d'autres messages, il était parvenu à se faire une idée de la situation en Belgique occupée et aussi de la situation précaire de Joseph Bondas. Ainsi, le 17 février 1942, Rens lui envoya une lettre pour lui demander de venir à Londres : « J'ai une invitation à t'adresser. Les gérants de notre firme,... et moi-même nous sommes tous d'avis qu'il faut absolument qu'un de nos amis belges nous rejoigne, tu nous parais l'homme le mieux indiqué pour faire ce voyage. Je sais que tu n'es plus des jeunes, mais ton âge même peut être de nature à rendre le voyage plus facile. »⁶

La demande de Rens, qui arriva chez Bondas fin mai 1942, tomba vraiment au bon moment. Juste avant, le 23 mars, le noyau clandestin liégeois avait subi un coup dur avec l'arrestation de six secrétaires de la CMB régionale. Par sa position de secrétaire-général de la CGTB et par ses multiples engagements dans la résistance, il était clair que Joseph Bondas pouvait aussi être un des personnages visés. Il fit le choix le plus sûr et après quelques concertations se décida à accepter la demande de Rens. Ainsi Bondas entama un voyage risqué vers l'Angleterre. La Sécurité de l'Etat se porta garante du bon déroulement du voyage, mais néanmoins le passage ne fut pas sans problèmes. Mentionnons seulement que Bondas resta bloqué deux mois à Lyon. Finalement, il arriva fin octobre 1942 à destination.

Avec l'arrivée de Bondas à Londres, la direction de la CGTB en exil fut considérablement renforcée. Comme secrétaire-général, la direction du Centre Syndical Belge lui fut immédiatement confiée. Ainsi il put s'investir dans la tâche qui le préoccupait déjà en Belgique occupée : la restructuration du mouvement syndical et la préparation de l'après-guerre. Ce travail de réflexion a trouvé sa finalité dans un rapport volumineux que Bondas rédigea en collaboration avec les deux autres secrétaires, Jef Rens et Paul Finet : *Réflexions sur la restauration du Mouvement Syndical*.⁷ Il s'avéra clairement que la question sociale était une des clés pour réussir la reconstruction après la guerre, un point de vue qui était également partagé par le gouvernement belge à Londres. Comme le gouvernement voulait se profiler plus clairement sur le plan social, et comme Bondas était l'homme tout indiqué pour accorder la politique du gouvernement aux nécessités de la Belgique occupée, il n'est pas si surprenant qu'on lui ait proposé une place au sein du gouvernement.

⁶ Lettre de J. Rens à J. Bondas, 17 février 1941, 1 p., AGR, Rens, Correspondance B(2).

⁷ Bondas (J.), Finet (P.), Rens (J.), *Réflexions sur la restauration du Syndicalisme Belge*, Londres, CSB, 1943, 69 p.

A partir de septembre 1943 il est nommé sous-secrétaire du Travail et de la Prévoyance Sociale et à l'aide aux réfugiés et c'est en cette qualité qu'il regagne la Belgique libérée en septembre 1944. Bondas relança la concertation sociale et réalisa les premières mesures sociales. Pourtant sa période gouvernementale ne sera que de courte durée. Fin septembre 1944, il regagne la CGTB pour la diriger à travers cette période mouvementée. C'est ainsi qu'il est parmi ceux qui ont fondé la FGTB en mai 1945.

De cette présentation il ressort que Joseph Bondas est une des figures-clés qui ont marqué le mouvement syndical et par-là la politique de la Belgique des années 1940. C'est donc une initiative particulièrement opportune qui a été prise en éditant quelques-uns de ses textes de la période de guerre.

Le premier document est un rapport confidentiel sur la situation du mouvement syndical pendant les deux premières années de l'occupation. Il y a plusieurs années, il a déjà été publié dans le travail de Jef Rens et Paul Finet sur le Centre Syndical Belge⁸, mais il a été décidé de le rééditer, parce qu'il s'agit d'un des rares textes originaux sur la vie syndicale sous l'occupation et qu'il complète le récit de voyage, repris comme deuxième texte.

Le *Rapport sur l'activité de la CGTB de septembre 1940 à juin 1942* a été rédigé par Bondas en septembre 1942 lors de son séjour à Lisbonne. Lors de sa traversée, il n'avait pu emmener aucun document. Ce rapport est donc le reflet de faits et d'événements comme il pensait qu'ils devaient être relatés. Néanmoins, son texte est assez détaillé et il n'hésite pas à y nommer certains personnages, d'où le caractère confidentiel du rapport. Il nous y donne une présentation sans fard de l'évolution du mouvement syndical, de la création de l'UTMI et des premières initiatives de la résistance syndicale : la presse clandestine, les discussions autour du programme et les pourparlers avec le monde chrétien et patronal. Ce qui frappe aussi, c'est le souci permanent de Bondas de gérer les fonds syndicaux comme un bon père de famille. Comme nul autre, il mit tout en oeuvre pour sauvegarder la caisse syndicale et assurer le financement des activités de résistance.

⁸ Rens (J.) et Smets (D.), op. cit., pp. 33-50.

Mais ce rapport n'est pas seulement intéressant pour les développements syndicaux, il nous renseigne aussi sur la mentalité de la population ouvrière, sur l'attitude envers le gouvernement de Londres, sur les conditions de vie et sur les activités du parti socialiste clandestin. Faut-il le mentionner : Bondas respectait un cloisonnement strict entre la politique et le syndical, mais cela ne l'a pas empêché de jouer un rôle actif comme militant du parti.

Le deuxième document présenté ici est le récit du voyage que Bondas entama en juin 1942 pour rejoindre ses camarades en Angleterre. Entreprendre un tel voyage n'était certes pas une sinécure. En fait, il fallait s'en remettre totalement aux services secrets qui devaient s'occuper des faux passeports, des contacts sur place et parfois même de l'argent nécessaire pour vivre. Mais dans les circonstances de l'occupation, le mot « organisation » était une notion tout à fait relative. Le passage de la ligne de démarcation se passa sans problème, mais à Lyon il apparut qu'il était impossible d'obtenir un autre passeport. Une période d'attente interminable commença et, pour tuer le temps, Joseph Bondas rédigea un journal dans lequel il nota ses observations et ses aventures. Son journal débute en Belgique, au moment de la réception de la lettre de Rens et relate toutes les péripéties du voyage jusqu'à l'arrivée de Bondas en Angleterre. Ce qui est intéressant dans son journal, c'est qu'il dépasse à plusieurs endroits son cas personnel et qu'il mène une sorte d'enquête sociale. Néanmoins, la partie la plus importante de son récit est consacrée à son souci quotidien de trouver la nourriture nécessaire. C'est surtout à Lyon, sous le régime de Vichy, que sa situation est vraiment pénible. Il ne peut plus compter sur une assistance quelconque et, avec les rationnements et la disette généralisée, Bondas doit se débrouiller par lui-même. Un œuf, un peu de fromage ou de saucisson avec du pain devient alors un festin de roi. Malgré le climat ensoleillé et les descriptions de quelques lieux touristiques – on a même droit à une description détaillée d'un calvaire, ô ironie ! – il s'avère que Bondas ne sait plus où il en est. L'ennui et la solitude le minent et par moments Bondas donne même l'impression qu'il commence à mettre en doute son entreprise. Avec une certaine nostalgie, il pense à sa femme et à ses enfants. Heureusement, il a encore quelques contacts dans le milieu syndical français. Ce sont surtout ses visites à Léon Jouhaux et à Antoine Krier, respectivement les dirigeants des CGT françaises et luxembour-

geoises, qui lui redonnèrent courage. Les anciennes solidarités avaient survécu.

Le 4 septembre 1942 – Bondas ne s’y attendait plus – arrive la nouvelle libératrice : le passeport ! Ainsi il peut continuer son voyage de Lyon à Narbonne, et par Port-Bou vers Barcelone et Madrid. Dans l’Espagne de Franco, il constate que les magasins sont pleins, mais cela ne l’empêche pas de formuler quelques remarques critiques. Il est clair que le cœur de Bondas était toujours du côté de la république espagnole. Sa traversée de l’Espagne n’est d’ailleurs que de courte durée, le 9 septembre il se trouve déjà à Lisbonne.

A ce moment, la partie la plus difficile du voyage est déjà passée : Lisbonne était considéré comme le tremplin vers la Grande-Bretagne et l’ambassade belge fut heureuse de pouvoir accueillir « l’invité du gouvernement » et de lui accorder l’argent nécessaire pour s’équiper et se restaurer. Bondas était un témoin primordial de la Belgique occupée et il n’est donc pas surprenant que les services de l’ambassade belge aient accordé une attention toute particulière à sa personne. On mit même une dactylo à sa disposition pour lui permettre de rédiger un rapport sur la situation en Belgique occupée. C’est d’ailleurs ce texte qui a été repris ici comme premier document. Mais malgré les promesses formelles que la traversée vers l’Angleterre était imminente, il fallut de nouvelles semaines d’attente. Toutefois, il n’était plus question d’un découragement quelconque et le récit de voyage put être complété de nouvelles observations.

Comparée à la France et à la Belgique, Lisbonne devait être une sorte de paradis sur terre : il y avait une abondance de toutes les marchandises désirables et on n’avait même pas besoin de carte de rationnement. Avec satisfaction, Bondas put noter « *que l’on y mange vraiment comme au temps de Pantagruel* ». Il put y jouir du climat portugais et même apprécier les curiosités touristiques. Mais son sens critique ne l’avait pas lâché : il n’était pas aveugle devant la pauvreté des gens – à un moment il sort même de son rôle d’observateur pour donner du pain à des enfants mendiants - et avait même été témoin de quelques grèves ouvrières. Cela confirmera ses opinions sur le régime corporatiste de Salazar ; il en profite d’ailleurs pour s’en informer abondamment.

Après que Spaak lui eut confirmé que tout était fait pour accélérer son arrivée, la dernière étape débuta effectivement le 22 octobre 1942. A par-

tir de ce moment, les choses commencent à bouger : par l’Irlande, Bondas gagne Londres quelques jours plus tard. Arrivé à ce point, le journal tenu très régulièrement jusque là devient beaucoup plus lacunaire. Il nous y donne encore quelques impressions sur la capitale britannique en temps de guerre, mais finalement ses derniers mots sont adressés à sa femme et à ses enfants. Au-delà d’un récit sur le syndicalisme de guerre et de l’observation critique, le journal de voyage de Joseph Bondas constitue surtout un document humain de premier ordre.

Rik Hemmerijckx



Joseph Bondas au Congrès de la Fédération des Syndicats de Liège le 16 juillet 1939. Orateur Isi Delvigne. Les deux enfants à la tribune sont Augusta et Ramon. (FAR)

Très confidentiel

**Rapport sur l'activité de la C.G.T.B.
de septembre 1940 à juin 1942**

Rentrée en Belgique

Inventaire des bureaux

Rentré de France à Seraing le samedi 26 ou 27 août 1940, je me rendis à Bruxelles le mardi suivant, où je pus constater que les bureaux de la C.G.T., qui ont été occupés quelques jours par les Allemands, avaient été pillés et bouleversés.

Des meubles avaient changé d'étage, d'autres avaient été enlevés. Des machines à écrire et les deux duplicateurs Ronéo étaient disparus.

Dans mon bureau, tous les tiroirs avaient été forcés ou les serrures arrachées.

Deux ou trois bouteilles de porto et les cigares qui se trouvaient dans une armoire avaient naturellement disparu.

Le sous-main et le tampon en cuir, souvenir de la Centrale des Métallurgistes, également.

Le livre offert à Mertens par la F.S.I. (on nous a laissé la page dédicacée) et la médaille aussi.

Carmen et Marcelle rentrèrent à Bruxelles à peu près en même temps que moi ; Engels et Cados, quelques jours après moi.

Avec Engels et les autres membres du personnel, je dressai un inventaire « grosso-modo » de ce qui restait.

Réunion du Bureau

Je convoquai les membres du bureau, que je savais être en Belgique, à

une réunion qui eut lieu le 4 septembre 1940.

Y assistèrent : Gryson, Jauniaux, Uytroever, Laroche, Lapaille, Paulis, Segier et Bondas.

Je fis rapport sur ce que nous avons fait en France et donnais connaissance de la résolution prise à Toulouse le 12 août précédent.

Les sieurs Paulis et Segier déclarèrent n'avoir pas à juger ce qui avait été fait à Toulouse, qu'ils ne voulaient ni critiquer, ni approuver la résolution intervenue et que je n'avais qu'à l'appliquer suivant le mandat que j'avais reçu.

Pour le reste, une autre organisation était née, ils (Paulis et Segier) n'avaient plus rien à voir avec l'ancienne C.G.T.

Je marquai nettement la position que je comptais prendre, en indiquant que je me refusais et que je me refuserais toujours à faire du syndicalisme suivant les conceptions hitlériennes.

Une seconde réunion du bureau eut lieu 8 ou 15 jours plus tard et Paulis et Segier n'y assistèrent point.

Major qui était rentré entre temps et qui avait eu des conversations avec certains « ralliés » exposa qu'il vaudrait peut-être mieux voir les anciens amis, discuter.

Je refis les mêmes déclarations qu'à la première réunion et elles furent unanimement approuvées.

Dans l' « Ordre Nouveau »

A ce moment, avaient adhéré à l'organisation projetée par les Allemands, dont De Man et Grauls étaient les porte-paroles, les Centrales :

- du Bâtiment et Ind. Div. (sauf la province de Liège)
- des Employés (sauf la province de Liège et Charleroi)
- du Livre

- des Cuirs et Peaux (sauf Verviers)
- du Vêtement
- des Diamantaires
- du Tabac
- des Tramways (sauf la province de Liège)
- du Textile (sauf Verviers)
- des C.P.T.T.M.A.
- de la Défense Nationale
- les Sections régionales des mineurs (du Centre et du Borinage)
- les Sections régionales des Métallurgistes du Centre⁹, du Borinage⁹, des Flandres.

Il est à peine besoin de dire que l'adhésion de ces Centrales ou Sections ne fût pas décidée par les membres, mais par les secrétaires et quelques comparses, qui voyaient la possibilité, soit de jouer un rôle important, soit de se hisser à une place à laquelle ils n'auraient jamais osé prétendre.

Gestion financière

Avec les fonds que Finet m'avait remis à Toulouse et ceux retrouvés au C.C. Postaux, à Coop.-Dépôt et M.P. et les affiliations reçues, j'avais adressé une circulaire à toutes les Centrales, réclamant le paiement des affiliations dues jusqu'à la fin du 1er trimestre 1940 – des Métallurgistes et des Cuirs et Peaux, j'ai liquidé :

- le préavis au personnel resté en Belgique (traducteur – Anna – Mariette – Marcelle – Clément)
- les factures en souffrance
- les primes d'assurance à la P.S.
- les cotisations dues pour la pension des employés jusqu'à la fin du préavis
- etc.

⁹ Ces deux Sections retirèrent leur adhésion, dès qu'elles se rendirent compte – début de novembre 1940 – que la nouvelle organisation étaient véritablement boche et que les Belges n'auraient qu'à exécuter les ordres de l'occupant.

D'autre part, lorsque j'ai vu comment les choses allaient tourner, j'ai fait deux livres de caisse, ce qui m'a permis de ne pas laisser apparaître les 50.000 frs rapportés de France par Major, ni le produit de la plupart des objets (matériel) vendus.

De telle sorte qu'avec les subsides reçus :

- des métallurgistes de Liège et de Charleroi
- des mineurs de Liège et de Charleroi
- des employés de Liège
- de la Centrale de la Pierre
- de l'Union Nationale des Mutualités
- et diverses souscriptions

j'ai disposé jusqu'à mon départ de 100 à 120.000 francs. 60 ou 70.000 francs ont été dépensés pour l'impression des circulaires, des journaux et pour la propagande.

Entretien avec les boches

Vers la mi-octobre 1940, le Dr. Voss, chef pour la Belgique de la Dienststelle du Dr. Hellwig, me fit appeler à l'Hôtel Métropole à Bruxelles.

Il me posa de nombreuses questions sur l'organisation et le fonctionnement de la C.G.T.B., sur les Centrales affiliées, sur les secrétaires et les membres du bureau, s'ils étaient en Belgique ou à l'étranger, sur les fonds, etc...

A la fin de l'entretien, il me remit une série de questions, avec prière de lui répondre par écrit et de lui remettre un exemplaire français et un exemplaire flamand des derniers rapports de gestion de la C.G.T. et des Centrales affiliées.

Le Dr. Voss m'appella une seconde fois et la conversation se concentra sur les ressources et les avoirs de la C.G.T.

Devant mon obstination à ne rien préciser, il m'invita à écrire une lettre à Finet, que j'avais indiqué comme étant le trésorier et qu'il se chargerait de la lui faire parvenir à Toulouse.

J'ai fait la lettre de telle manière que Finet put comprendre que les boches se préparaient à nous voler tout.

Je ne sais pas si la lettre a été expédiée en France, ni si Finet l'a reçue, mais on n'a plus insisté pour obtenir des précisions sur nos finances.

En décembre, nouvel entretien, et le Dr. Voss me signifie que l'U.T.M.I. étant désormais la seule organisation autorisée pour parler et agir au nom des travailleurs, je ne pouvais, par conséquent, plus m'occuper des questions syndicales ou ouvrières et que je devais remettre les comptes et l'avoir de la C.G.T. au sieur Bytebier (ancien secrétaire de la Fédération bruxelloise du P.O.B.), qui avait servi d'interprète dès le second entretien.

En janvier 1941, le Dr Voss me fit appeler pour la quatrième fois, pour préciser que ce n'était pas seulement le livre de caisse et les fonds liquides que je devais remettre à Bytebier, mais également les clefs des bureaux et tout le matériel (meubles, machines, etc...).

Au cours du second ou du troisième entretien, le Dr Voss me demande pourquoi je n'adhérais pas à l'U.T.M.I., si j'avais connaissance de la circulaire répandue dans le pays – elle l'avait été pour nous – contre le nouvel organisme, pour conclure que si cela continuait, les auteurs pourraient le payer cher.

En mars 1941, sur ordre des Allemands, on m'interdit de siéger au Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer, et en août le Secrétaire Général Claeys, qui avait été désigné en remplacement de Castiaux, nomma un autre administrateur pour me remplacer.

Notre action

A. Publications

Je ne manquai pas de tenir un certain nombre de camarades : Lapaille, Major, Fuss, Uytroever, Van Wallegem, Duchesne et Delsinne, au courant de ce qui se passait et la résistance s'organisa.

Notre première circulaire (ronéotypée) parut le 1er novembre 1940.

Six autres suivirent dont une consacrée à Neerinckx d'Anvers et qui fut envoyée à toutes les sections du Bâtiment sous enveloppe portant la firme de la Centrale.

En mai 1941, parut le premier numéro de « Combattre », journal imprimé, qui eut 15 ou 16 numéros.

En septembre 1941, pour des raisons de tactique, nous créâmes « fictivement » la Confédération Générale des Syndicats libres de Belgique et « Combattre » disparut pour faire place à « Vaincre », organe officiel de la C.G.T.B. qui a eu, jusqu'à mon départ, 13 ou 14 numéros. Nos circulaires ronéotypées, certaines parurent sur 6 et 8 pages, furent tirées à 500 exemplaires ; « Combattre » tira d'abord à 2.000, puis à 3.000, puis à 5.000 ; « Vaincre » tira également à 5.000 et deux ou trois fois à six ou sept mille exemplaires.

Par nos publications, nous avons voulu mettre dans l'esprit des travailleurs que la nouvelle organisation qu'on leur offrait, était une organisation asservie aux intérêts boches, qu'ils devaient la rejeter et à ce point de vue nous avons parfaitement réussi.

Non seulement les traîtres du mouvement ouvrier n'ont convaincu personne, mais beaucoup de ceux qui ont trahi – je vise les dirigeants – ont par la suite quitté l'U.T.M.I. ou ont été jetés dehors.

Des centrales adhérentes à l'U.T.M.I. indiquées tout à l'heure, il ne reste

que des bribes des Centrales :

– du Bâtiment et Industries Diverses

– du Livre

– du Transport

– des Diamantaires

– de la Défense Nationale

– des Mineurs du Centre et du Borinage, qu'on rejoint quelques douzaines de mineurs de Charleroi, entraînés par le sieur Coppée.

Aucune de ces organisations n'a, au surplus, jamais donné d'indications concernant le nombre de membres qui payaient effectivement leurs cotisations.

Probablement, parce qu'ils étaient plutôt clairsemés et c'est ce qui explique, du reste, qu'alors que les dirigeants (?) de l'U.T.M.I. prétendaient, par la plume du sieur Garin, chef pour la Wallonie, faire du véritable syndicalisme, c'est-à-dire du syndicalisme débarrassé de toutes questions d'assurances, les Allemands ont mis la main sur les mutualités en nommant des commissaires spéciaux avec des pouvoirs limités d'abord, illimités ensuite, pour les nazifier complètement et « étoffer » en quelque sorte l'U.T.M.I., que personne ne prend au sérieux.

Mais sous peine de s'estomper et de tomber finalement dans le vide notre action ne pouvait pas être que négative.

Elle devait aussi se manifester constructive et dans le premier numéro de « Combattre » parurent ce que nous avons appelé, peut-être un peu pompeusement, les « Mots d'ordre Syndicaux » et qui ont été incorporés par la suite dans le « Programme d'Action et de Revendications ».

Nous en parlerons, tout à l'heure, mais il convient d'indiquer tout de suite qu'il n'est jamais entré dans la pensée de ceux qui ont collaboré à la rédaction des textes, que ceux-ci étaient définitifs et qu'ils devaient être acceptés ne varietur.



Tract de la Confédération générale des syndicats libres de Belgique, 19 septembre 1941 (FAR)

La preuve, c'est qu'ils ont été plusieurs fois modifiés suivant les réactions qui nous parvenaient de l'un ou l'autre endroit.

Ce que nous voulions, en ordre principal, c'était donner aux travailleurs un aliment de discussion et si nous n'avons pas réussi dans toute la mesure que nous l'aurions voulu, cela tient plus aux difficultés des circonstances dans lesquelles on vit en Belgique, à l'esprit de méfiance qui règne à l'état aigu, à la crainte qu'on a toujours d'être dénoncé, qu'à l'indifférence des salariés.

B. Réunions

Les réunions sont interdites, mais on ne se fit pas faute d'en tenir. J'ai réuni, cinq ou six fois, les 30 ou 40 permanents de Liège et de Verviers dans des assemblées communes pour discuter des questions d'ordre syndical, politique, social ou économique. J'ai également réuni les militants à Bruxelles, à Anvers, à Namur, à Charleroi, à La Hestre et à Mons.

Nous avons réuni plusieurs fois en différents endroits à Bruxelles, ce qui tenait lieu de Comité National de la C.G.T.B. : Duchesne, Uytroever, Laroche, Van Wallegghem, Delsinne, Jauniaux, Van Acker, Fuss, Major et Bondas.

A la réunion tenue, le 5 juin 1942¹⁰ – quelques jours avant mon départ – on avait décidé d'élargir ces réunions pour permettre à toutes les Centrales de s'y faire représenter.

Les principaux problèmes examinés portaient sur :
– La réorganisation du mouvement syndical

¹⁰ A l'issue de cette réunion, je retins Van Wallegghem, Duchesne, Delsinne, Jauniaux, Fuss, Lapaille et Major, pour les mettre officiellement au courant de mon départ et sur ma proposition on désigna Lapaille pour me remplacer au secrétariat et pour assurer l'édition du journal. Je lui remis 9.000 frs, je crois, en lui indiquant que s'il avait besoin d'argent il pouvait s'adresser à ma femme, à laquelle j'ai donné des instructions sur l'endroit où se trouvent les valeurs appartenant à la C.G.T.



Carte de Résistant de Joseph Bondas, n°4 (archives privés)

- Les revendications d'ordre social et économique
- Les salaires
- La participation ou la collaboration des organisations ouvrières à la direction de l'économie du pays
- L'organisation des rapports entre les associations d'employeurs et de travailleurs.

Sur ce dernier point, de nombreux entretiens eurent lieu à Bruxelles, avec des représentants du Comité Central Industriel, MM. Goldschmidt et Velter, et Pauwels des syndicats chrétiens.

Il y eut également des réunions avec les dirigeants chrétiens pour l'étude et l'élaboration d'un programme d'action commune.

Enfin, à Liège se tinrent plusieurs réunions provoquées par M. De Launoy, Administrateur-Directeur-Général d'Ougrée-Marihaye et M. Dewande, avec les représentants politiques de la région et auxquelles on me demanda de participer.

Signalons encore, pour terminer ce chapitre, que les dirigeants – à part quelques rares exceptions – du Syndicat National des C.P.T.T.M.A. ont été les premiers à se rallier à l'ordre nouveau. Navez du Nord-Belge a d'abord résisté, mais par la suite, ayant obtenu une « haute » fonction dans les sphères de la Société Nationale, il devint aussi « ordre nouveau ».

Sollicité par de nombreux éléments des Chemins de Fer, j'ai aidé à lancer un journal « Le Ralliement » - en payant notamment le 1er numéro qui fut tiré à 2.000 exemplaires – et nous avons eu plusieurs réunions à Liège pour jeter les bases d'une nouvelle Centrale qui grouperait les agents de tous les organismes d'Etat ou parastataux et de toutes les administrations publiques.

Un projet de statuts était en voie d'élaboration, lorsque je suis parti.

C. Programme d'action et de revendications

En partant, je n'ai emporté aucun document, et les notes qui précèdent et celles qui suivent, que j'ai mises sur le papier à Lisbonne, de même que le Programme d'action et de revendications, ne sont peut-être pas absolument exacts dans les termes, les dates et les chiffres, mais ils le sont certainement dans le fonds.

Sous le bénéfice de cette remarque, voici ce programme que nous avons placé sous les termes symboliques de :

Liberté – Bien-être – Sécurité

1. Réorganisation du Mouvement syndical. Simplification du système administratif. Maximum de démocratie à la base, d'autorité au sommet.
2. a) Suppression des organismes et fonctions créés depuis le 10 mai 1940.
- b) Remboursement des fonds et des biens extorqués aux anciennes organisations.
- c) Mise en jugement des traîtres du mouvement ouvrier.
3. Liberté syndicale. Suppression des caisses d'usines.

4. Rétablissement de la législation d'avant la guerre et des commissions paritaires.
5. Fixation de salaires minima (salaire anglais).
6. Participation des salariés à l'organisation du travail : embauchage et débauchage ; fixation des prix ; hygiène ; moralité ; inspection.
7. Extension de l'enseignement professionnel et réglementation de l'apprentissage avec la participation des organisations ouvrières.
8. Revision de la loi sur les congés payés qui s'appellera désormais « Loi sur les Vacances ouvrières » et fixation à 8 jours minimum de la durée du congé, avec salaire correspondant.
9. Relèvement immédiat du taux des pensions de vieillesse (de 3.200 frs à 6 ou 7.000 frs à la valeur du franc en mai 1940).
10. Réalisation d'un système général d'assurances comprenant :
 - chômage
 - accident
 - maladie
 - invalidité
 - vieillesse et décès
 - maternité
 - allocations familiales
 - vacances ouvrières
 avec intervention des salariés et appointés (10% de retenues sur les salaires) des employeurs (15%¹¹ des salaires payés) et de l'état.

Soutien des Militants

En juillet ou août 1941, je fus invité par le bourgmestre de Liège à une réunion qui se tint dans son cabinet et où je rencontrai François Van Belle, MM. De Launoy, Perot et Herling, respectivement Administrateur-Directeur-Général, Directeur et Secrétaire Général d'Ougrée-Marihaye.

Après avoir discuté de la question des « experts sociaux » soulevée par M. De Launoy, Bologne rappela que pendant la guerre 1914-1918, l'ancien

¹¹ La différence d'intervention de 5% se justifie du fait que les salariés n'ont pas à intervenir pour les allocations familiales et les vacances qui restent à la charge exclusive des employeurs.

bourgmestre M. Digneffe, avait créé une banque de prêts pour aider tous ceux qui résistaient aux boches.

Il demanda s'il ne conviendrait pas de reprendre l'idée dans le même but et dans l'affirmative, s'il pouvait compter sur le concours des industriels et des banquiers.

N'ayant pas été averti, je ne dis rien et M. De Launoy déclara qu'il était prêt à faire ce qu'on lui demanderait et que, sans doute ses collègues de la grande industrie feraient de même.

Je ne sais pas exactement comment la chose s'arrangea mais ce que je sais, c'est que Bologne disposa de sommes assez considérables et que le Comité qu'il constitua, accordait généralement 50 ou 75% du traitement de 1940, à ceux qui en étaient privés du fait des Allemands.

A Gand, un groupe d'industriels avaient déjà pris une initiative semblable et en septembre ou octobre, M. Van de Rest (qui a succédé à M. Graux, comme président du C.C.I.) m'invita à un entretien à Bruxelles pour me demander s'il ne conviendrait pas de faire pour tout le pays, ce qu'on avait fait à Gand et à Liège.

Je lui répondis que je n'y voyais pas d'inconvénient quitte à examiner les conditions de financement et d'intervention.

En janvier 1942, je fus appelé à Bruxelles par M. Lampe, directeur à la Caisse d'Epargne et directeur de la Caisse d'Assistance et de Prêts (C.A.P.) pour discuter de la même question.

Par la suite, ce fut M. Galopin, gouverneur de la Société Générale, qui me convoqua à une réunion où je rencontrai MM. Lampe, Van de Rest et Velge. M. Galopin nous fit part de son intention d'aider – discrètement ça va de soi – au soutien des militants ouvriers privés de leurs ressources et qu'il tenait à ma disposition un million.



Journal clandestin Combattre, n°17 (FAR)

Pour me rassurer sur son geste, dont il avait discuté avec ses amis, il ajouta immédiatement que les bénéficiaires n'auraient aucune espèce d'engagement à prendre et qu'ils seraient absolument libres, après comme avant, d'agir suivant leurs convictions.

Finalement, il fut convenu que je constituerais un comité et je le composai, si je me souviens bien de : Huysens et Decoster de la M. P. (Maison du Peuple) de Bruxelles, Fuss, Major et Bondas.

Les mesures de recensement et d'organisation furent prises et on paya.

Les « Dépêches Belges » n° 40 (Informations de la Légation de Belgique à Lisbonne) ont publié sous la date du 10 septembre 1942, la note suivante :

LA RESISTANCE

Une amende de 65 millions

L'autorité militaire a imposé à la « Caisse d'Avances et de Prêts » à Bruxelles, une amende de 65 millions de francs et a ordonné la liquidation immédiate de cet organisme.

Celui-ci avait été créé par divers banquiers et industriels en juin 1940 en vue de prêter une aide financière aux entreprises qui se trouvaient en difficultés par suite de l'état de guerre. L'occupant ne pouvait qu'accueillir avec sympathie une initiative qui semblait viser avant tout à la reprise des affaires et au rétablissement d'une situation économique normale.

Dans la réalité, selon l'accusation, la C.A.P. aurait favorisé ces derniers temps la résistance en mettant de l'argent à la disposition des personnes et des entreprises qui par leur attitude négative ont accru les difficultés économiques et à ceux qui ont fait de l'opposition dans les questions judiciaires ».

D'autre part, un journal de Lisbonne a signalé la semaine dernière, que les Allemands avaient mis fin à l'activité de la C.A.P. et que les dirigeants avaient été condamnés à une amende de 5 millions.

Qu'est-il advenu de « notre » caisse ?

Quel est l'état d'esprit des travailleurs ?

En toute sincérité, je crois pouvoir répondre qu'il est excellent et que l'immense majorité des travailleurs ont confiance dans les anciennes organisations.

Sans doute, dans les premiers moments qui suivirent la débâcle militaire de 1940, ceux des militants qui s'apprêtaient à trahir eurent beau jeu de hurler avec les loups et de mettre au compte de ceux qui étaient en France, les difficultés de tous genres qui assaillaient les travailleurs restés en Belgique.

Ils firent chorus aux communistes et à de Man qui dénonçaient jésuitiquement « ceux qui avaient fui, en emportant les caisses syndicales et qui s'étaient payés des préavis de deux ans et plus ».

Mais ces âneries n'ont pas fait long feu et dès que nous fûmes rentrés, qu'on nous revit à la tâche, qu'on soupçonna notre action souterraine, mais efficace, la confiance revint et si on émet encore parfois des regrets, c'est pour dire qu'on aurait dû laisser tous les fonds à l'étranger.

Cependant, il ne faudrait pas conclure de ceci que les choses iront toutes seules au lendemain de la guerre.

Il faut compter sur la détente qui agira sur tout le monde, sur le besoin qu'on aura de crier après des années de silence forcé, sur la somme des misères accumulées, des souffrances subies et, enfin, sur les mouvements en sens divers que certains groupements ou formations pourraient tenter de provoquer.

Il faut donc que nous puissions nous rendre maître de la rue et nous ne le pourrons que si nous avons un programme concret, précis, non

pas un programme qu'on offre de faire aboutir dans 25 ou 40 ans, mais un programme de réalisation immédiate, qui répond à ce qu'attend la masse ouvrière honnête et laborieuse.

L'influence communiste s'est-elle accrue ?

Oui, aussi bien à la campagne, que dans certains centres industriels mais seulement dans la mesure où les événements militaires ont, en quelque sorte, fait une obligation aux alliés, à leurs organes et à la Radio de Londres, de monter en épingle les exploits des armées de Timoschenko et de l'esprit de résistance du gouvernement de Staline.

Je sais bien qu'il y a là une tactique politique, mais l'homme de la rue ne fait pas toujours des « distingos » qui s'imposent et en entendant ces éloges, parfois dithyrambiques et si souvent répétés, il se dit qu'il est tout de même heureux pour le monde qu'on ait eu les Soviets ! De là à croire que le bolchevisme est supérieur à tout, il n'y a qu'un pas pour beaucoup de gens.

Sans doute on peut, on doit même en toute justice reconnaître l'effort considérable qu'ont fait les Russes, comme on doit s'incliner devant les sacrifices immenses qu'ils consentent, mais nous ne devons pas perdre de vue que nos communistes sont aujourd'hui ce qu'ils étaient hier, c'est-à-dire fourbes ou démagogues, suivant le cas.

Dans nos journaux clandestins, nous nous sommes toujours abstenus de polémiques. Ces messieurs de la faucille et du marteau n'ont pas toujours eu la même retenue et à différentes reprises nos noms ont été cités dans leurs feuilles, ce qui équivalait, somme toute, à des dénonciations que les boches pouvaient utiliser.

Il y a des mises au point qu'il faudra faire en temps utile et il ne sera pas sans intérêt de demander ce que valent des gens qui veulent la guerre à tout prix, lorsqu'on essaye de l'éviter – Munich -, qui la sabotent lorsqu'on le fait à l'Allemagne et qui l'étendraient à toutes les planètes, dès que Hitler s'en prend à la Russie.

Que pense-t-on dans les milieux ouvriers en Belgique :

A. Du Gouvernement belge à Londres ?

1. Qu'il ne parle pas toujours avec l'énergie qu'il conviendrait ;
2. Que les condamnations qu'il prononce au sujet, notamment des Secrétaires Généraux et des fonctionnaires embochés, sont souvent trop réticentes (l'allocution de Spaak que j'ai lue dans « La Belgique Indépendante » du 27 août 1942, à Lisbonne, tranche assez sérieusement, me paraît-il, avec les précédentes).
3. Que certaines déclarations faites par Pierlot et Spaak, d'une part, et Gutt, d'autre part, paraissent révéler un état de friction assez déplorable dans les circonstances que nous vivons ;
4. Qu'il donne aussi l'impression de ne pas être uni, comme il devrait l'être dans des moments aussi tragiques que la Nation traverse ;
5. Qu'il se met le doigt dans l'œil, jusqu'au coude, comme on dit vulgairement, s'il croit répondre au sentiment général en manifestant à chaque occasion – et même hors d'occasion – son désir de « repêcher » le Roi dont l'attitude et la conduite sont sévèrement jugées dans les diverses classes de la Société ;
6. Qu'il devrait s'employer par tous les moyens, s'il ne l'a pas déjà fait et pour autant que la chose soit possible, sans que les Allemands n'en soient les premiers bénéficiaires, à obtenir par le canal des pays neutres, un meilleur ravitaillement pour les enfants et les adolescents ;
7. Qu'il ne devrait pas être aussi discret sur ce qu'il compte faire après la guerre, en faveur de ceux qui souffrent dans le pays envahi depuis plus de 2 ans.
8. Qu'alors que les organisations syndicales étaient reconnues de fait et habilitées pour parler et agir au nom des travailleurs, qu'elles représentaient dans de nombreux organismes et commissions officiels, il n'ait pas encore condamné catégoriquement tous ceux qui ont participé à leur dislocation et à leur pillage et à la création de l'U.T.M.I.

B. Des militants qui sont à Londres ou en Angleterre ?

1. Qu'il est très regrettable qu'ils n'aient pas été en mesure d'établir, depuis longtemps, un contact permanent avec les dirigeants du mouvement ouvrier en Belgique ;
2. Qu'il n'est pas moins regrettable que les militants de Belgique aient été laissés dans l'abandon le plus complet, alors qu'on sait que la F.S.I. et probablement les organisations anglaises aident les Français par exemple ;
3. Qu'il est déplorable, qu'ils n'aient pas trouvé la possibilité d'organiser un service « d'évasion » - comme on l'a fait pour les officiers, sous-officiers et les agents des services de renseignements – de manière à soustraire nos camarade à la persécution des Allemands, à leur emprisonnement ou à l'envoi dans les camps en Allemagne ;
4. Qu'ils parlent trop souvent à la Radio de choses qui se passent en Belgique, que l'on connaît mieux qu'eux, et pas assez, ou même pas du tout, de ce que projette, pour l'avenir le syndicalisme britannique et américain, par exemple, et que nous ignorons absolument ;
5. Qu'il conviendrait d'adopter un ton infiniment moins personnel pour certaines allocutions ;
6. Qu'il est inconvenable que des rivalités existent en ce moment, rivalités qui semblent révéler certains faits. Un seul exemple : on aurait remarqué que Buset qui parlait – sans qu'on s'en félicitât toujours – les 10, 20 et 30 du mois, aurait cessé dès l'apparition de « Sambre et Meuse ».

Il me reste à parler de quatre ou cinq questions, mais je peux être bref, parce qu'on les connaît, je pense, aussi bien ici qu'en Belgique.

En ce qui concerne les conditions de vie, elles sont des plus misérables : 225 grammes par jour d'un pain souvent in mangeable, pas ou peu de pommes de terre, trois ou quatre cents grammes de beurre ou de margarine par mois, 15 ou 20 grammes de viande par jour, pas de lard, pas de lait, pas d'œufs, on se rend facilement compte de ce que doit être l'existence de la grosse majorité des ménages ouvriers.

Sans doute, les ouvriers de certaines industries et entreprises sont-ils favorisés de rations supplémentaires et même de produits totalement ex-



Journal clandestin Vaincre, n°4 (EAR)

clus du ravitaillement officiel, - du fromage, par exemple - mais quoi que fassent les autorités d'occupation d'une part en faveur des mineurs et quelques autres catégories d'ouvriers dont la production est d'un intérêt vital pour la guerre d'Hitler, et les grands employeurs d'autre part, seuls ceux qui travaillent dans les entreprises visées profitent des avantages et en regard de la masse de la population, ils ne représentent qu'une assez faible minorité.

Il faut donc absolument recourir à ce qu'on appelle le marché noir, mais pour y aller, il faut disposer de moyens assez larges, car les prix sont très élevés :

35 à 40 frs	pour un pain de 900 grammes du ravitaillement
30 à 50 frs	suivant les époques pour un kilo de froment
10 à 18 frs	suivant les époques pour un kilo de pommes de terre
150 à 225 frs	suivant les époques pour un kilo de beurre
150 à 175 frs	suivant les époques pour un kilo de lard
80 à 100 frs	suivant les époques pour un kilo de viande
6 à 10 frs	suivant les époques pour un œuf, etc.

Peut-être dira-t-on que si tous les produits qui fournissent le marché noir étaient livrés aux autorités, le ravitaillement serait plus abondant et la vie un peu plus facile pour les pauvres gens.

Erreur, cela permettrait uniquement aux Allemands de voler davantage, car le rationnement est fixé par eux, de même que les prix et ceux-ci étant généralement en-dessous de ce qu'ils devraient être pour rémunérer justement les producteurs, ceux-ci soustraient naturellement tout ce qu'ils peuvent, pour le vendre - il y a des exceptions - aux plus hauts prix possibles.

A la vérité, il n'y a que deux moyens de combattre officiellement le marché noir, c'est :

1. de fixer des prix qui paient les producteurs de leurs peines ;
2. de donner aux Belges l'assurance et la garantie que tout ce qu'ils produisent servira aux Belges.

Pour ce qui est des conditions de travail, elles sont ce qu'elles étaient généralement avant le 10 mai 1940, avec cette différence que le travailleur mal nourri, sevré de toutes libertés et sachant que la plus grande partie de ce qu'il produit servira à prolonger son esclavage, n'est nullement tenté de faire un gros effort.

D'autre part, malgré l'augmentation considérable du prix de la vie, les salaires n'ont été majorés qu'une seule fois, en mai 1941 de 8%, et encore a-t-il fallu la grève qui s'étendit à plus de 100.000 travailleurs de toute la province de Liège - et qui dura deux semaines - pour décider les Allemands à donner l'autorisation d'augmentation.

Dès lors, on comprend sans peine le « ralentissement » et c'est ainsi que nonobstant l'augmentation du nombre des ouvriers occupés, la production de charbon est en régression assez sensible.

Avec un personnel identique, la sidérurgie ne produit que 30 à 40% de ce qu'elle produisait en 1940.

Dans la mécanique on ne fait rien pour hâter la production. Cockerill par exemple, qui a reçu une importante commande de locomotives pour le Reich et qui devait sortir les premières en septembre 1941, n'en avait encore sorti aucune en mai 1942.

Ces « anomalies » n'ont pas échappé aux Allemands et en juin 1942 une délégation boche était en Belgique pour étudier la suppression de certaines usines, pour ne maintenir que les mieux outillées.

Par ce procédé, ils arriveraient :

1. à obtenir un meilleur rendement et une production plus forte ;
2. à libérer, ou plutôt à mettre une quantité d'ouvriers en chômage qui deviendraient ainsi disponibles pour être envoyés dans les usines d'outre Rhin.

L'attitude des patrons

Si parmi ces derniers, il y en a quelques uns qui sont farouchement hitlériens et d'autres qui, sans se manifester ne verraient pas d'un mauvais œil, l'instauration en Belgique d'un régime qui ne laisserait aucune espèce de liberté aux travailleurs, il y en a par contre beaucoup qui n'ont pas perdu le sens de la dignité et qui résistent admirablement à toutes les manœuvres d'envoûtement des Allemands.

C'est ainsi qu'en avril ou mai dernier, ayant été mis dans l'obligation de fournir à l'O.C.P., c'est-à-dire aux boches la liste nominative de leur personnel, le plus grand nombre m'a-t-on assuré s'y sont carrément refusé. Certains ont été, pour ce fait, frappés de fortes amendes.

D'autre part, toutes les grandes entreprises ont maintenu, malgré une production diminuée assez considérablement, tout leur personnel au travail, afin de ne pas les obliger à s'inscrire au Secours civil où ils deviennent forcément candidats pour les usines d'Allemagne.

Enfin, beaucoup ont fait un réel effort personnel pour ravitailler leurs ouvriers et rendre ainsi moins pénible leur existence.

Quand aux ouvriers envoyés de Belgique en Allemagne, par les soins des bureaux de l'O.C.P., ils se chiffraient en mai 1942 à 300.000 environ, dont 55 à 60.000 provenaient des provinces wallonnes.

Parmi ces 300.000 il n'y a pas que des Belges, il y a une quantité d'étrangers (Italiens, Polonais, Yougoslaves, etc.) qui travaillaient en Belgique ; comme il y a des chômeurs professionnels qui n'ont retrouvé le courage de travailler que pour Hitler, des timbrés de l'ordre nouveau et beaucoup qui se laissent entraîner dans l'espoir de se soustraire en même temps que les leurs à la misère.

La répression s'est manifestée et continue à se manifester de différentes manières, depuis la prise d'otages - qui est certainement la plus ignoble

– l'emprisonnement, ou la détention dans les camps en Belgique, ou l'envoi dans les camps en Allemagne.

Il n'est pas besoin de dire que tout se fait sans la moindre règle et très souvent sans raison.

On s'arrête, on condamne ou on retient, sans qu'on puisse le plus souvent obtenir la moindre explication.

Parmi nos camarades détenus depuis de nombreux mois citons notamment : Vaneukem, Haulot et De Troyer, Noppens, Gonda, Jason, Demoitelle, Lejeune et Bourdon de la Fédération des Métallurgistes de Liège.

Et depuis mon départ, j'ai appris l'arrestation de nos camarades Van Wallegem et Desomberg de Charleroi.

Il y en a encore certainement beaucoup d'autres.

Le parti

Il est à peine besoin de dire que le P.O.B. a encore été plus fortement handicapé par les événements que les organisations syndicales.

En effet, son vice-Président, Henri de Man qui se voyait déjà Führer de Belgique avait, dès juillet 1940, prononcé son oraison funèbre et les hommes politiques ont été les premiers visés par les interdictions boches.

D'autre part, la plupart des chefs et les deux Secrétaires Généraux étant à l'étranger, il apparaissait assez malaisé de faire revivre le parti assassiné. Certains camarades s'y attachèrent cependant et ce fut René Delbrouck, député de Liège – arrêté par les allemands en juin 1941 et mort en avril ou mai 1942 dans un camp à Hambourg – qui en prit l'initiative et qui fonda au surplus, un des premiers journaux clandestins « Le Monde du Travail ».

Delbrouck était connu avant la guerre pour ses idées plus ou moins

extrémistes, mais les événements l'avaient rapidement mûri et les conceptions qu'il avait sur l'organisation, le fonctionnement et l'action du parti étaient très acceptables.

Dès qu'il eut connaissance de ma rentrée, il vint me trouver pour m'exposer ses vues et demander ma collaboration en même temps que celle des camarades s'occupant plus spécialement des syndicats.

Je lui accordai la mienne tout de suite. On se mit à l'œuvre et la preuve du changement d'orientation, c'est que le comité qui fut désigné était composé en grande majorité – suivant les tendances d'avant guerre – de « réformistes ».

Tout l'effort se porta en premier lieu sur le journal qui s'imposa rapidement tant par ce qu'il contenait, que par sa présentation, et cinq à six mille exemplaires étaient vendus chaque semaine.

De nombreuses réunions furent tenues, on constitua dans un certain nombre de localités des petits comités ou des cellules et on créa même une carte d'affiliation – à l'effigie de de Brouckère – qui se payait cinq francs, mais qui ne pouvait être accordée qu'à des personnes absolument sûres.

Par la suite, l'activité déborda les frontières de l'arrondissement de Liège pour s'étendre aux régions hutoises et verviétoises et enfin, Piot étant rentré, il se mit également au travail pour prospecter les différentes régions du pays.

A Bruxelles, à Anvers, à Gand et ailleurs on se mit aussi à la tâche et au « Monde du Travail », dont la diffusion se limitait à la province de Liège, s'ajouta d'abord « l'Espoir », journal qui s'adressait plutôt aux petits bourgeois, aux commerçants et aux intellectuels, qui n'affichait pas nettement sa tendance, mais qui était rédigé par tous les camarades socialistes, et en dernier lieu « Le Peuple ».

A Vilvorde et à Anvers, Engels et Major éditaient également des feuilles socialistes flamandes.

Au moment de mon départ, le « Monde du Travail » se tirait à 8000 exemplaires et paraissait deux fois par mois ; « l'Espoir » et « Le Peuple » - répandus dans tout le pays mensuellement - tiraient entre 15 à 20.000 exemplaires et ils se vendaient tous un franc l'exemplaire.

Tous nos journaux ont naturellement eu de nombreuses alertes - « Vaincre » par exemple en était à son septième imprimeur - et le 3 juillet, le camarade Destroyer qui assurait la composition de « l'Espoir », du « Peuple » et de « Vaincre » était arrêté par les Allemands et depuis lors, je ne sais ce qu'il est advenu de nos journaux.

Signalons enfin qu'une des grosses questions d'organisation intérieure qui a été fortement discutée, c'est celle de l'affiliation collective des syndicats au Parti.

Dans les réunions syndicales et politiques tenues à Liège, on fut unanimement d'accord - seuls les frères Van Belle étaient d'un avis opposé - pour dire que le Parti devait vivre de ses propres ressources et que le Parti et les syndicats devaient être tout à fait indépendant vis-à-vis de l'un et des autres.

Cette opinion rencontra de nombreux partisans à Bruxelles et à Charleroi, moins dans le Centre et le Borinage et paraît-il, encore moins chez nos camarades d'expression flamande.

Piot qui continue ses fonctions de secrétaire est également partisan de la séparation et Delattre qui préside aux destinées du Parti est contre.

Lisbonne, le 24 septembre 1942.
J. BONDAS.

De Seraing à Londres 1942...

De Seraing à Londres par le chemin des écoliers

**Seraing – Liège – Amay – Angleur – Bruxelles- Lille – Paris – Dijon
– Le Creusot – Lyon – Narbonne – Barcelonne – Madrid – Lisbonne
– Limerick – Bristol ... et Londres**

Le jeudi 28 mai 1942 un Monsieur qui refusa de se faire connaître, apporta chez moi une lettre de Jef Rens datée de Londres du 17 février précédent.

Dans cette lettre, Rens disait notamment qu'après examen sérieux de la situation, entre les amis qui se trouvaient à Londres, ils avaient estimé qu'il fallait absolument établir un contact entre les militants de la C.G.T. restés en Belgique et ceux actuellement en Angleterre, que j'étais l'homme le mieux indiqué et que je devais par conséquent les rejoindre au plus tôt dans la capitale britannique.

Rens insistait particulièrement et disait avoir obtenu toutes les facilités pour le voyage !

Je n'étais pas à la maison lorsqu'on apporta la lettre et le messenger déclara à mon épouse qu'il reviendrait le lendemain soir pour prendre éventuellement la réponse.

Je consultai immédiatement quelques amis qui furent unanimes pour dire qu'il fallait répondre à l'invitation et ma femme ayant également marqué son accord, j'étais résolu à donner suite à la proposition.

Le vendredi soir, - 29 mai - , le messenger revint à la maison. Je ne le connaissais pas et à ma question de savoir qu'il était, il répondit qu'il me connaissait parfaitement mais que du moment où je ne pouvais l'identifier, le service auquel il appartenait lui interdisait de donner son nom.

J'écrivis une brève réponse à Rens disant notamment : « J'ai reçu hier soir ta lettre du 17 février dernier et être d'avis pour donner suite à la proposition. Prière de me donner d'urgence toutes indications utiles concernant le voyage ».

Je remis cette lettre au messenger qui me promet qu'elle parviendrait à Londres plus rapidement que ne m'était parvenue celle de Rens.

Le lundi 1er juin, on rapporta chez moi - ce n'était plus le même messenger - la lettre que j'avais remise le vendredi précédent, en disant que « tout était arrangé » et demandant deux photos pour la préparation de mes « papiers » ! De plus, on me pria de me présenter le mercredi 3 juin à Liège, rue d'Amercoeur, 15, pour recevoir les instructions !

Par souci de sécurité, je fis dire par ma femme, à la personne qui devait venir prendre les photos le mardi 2 juin, que je n'irais pas à Liège le mercredi mais que je me tiendrais à Seraing à la disposition de la ou des personnes qui désiraient me voir.

Le mercredi 3 juin à 15 heures, une femme se présenta chez moi - de la même façon que s'était présenté le messenger la semaine précédente - pour m'informer que je devais partir le lendemain jeudi ! Je lui répondis que cela était tout à fait impossible, que j'avais de nombreuses dispositions à prendre, que j'avais convoqué des réunions à Bruxelles pour le vendredi 5 juin et à Liège pour le dimanche 7 juin où ma présence était absolument indispensable.

Elle répondit que c'était regrettable mais qu'elle comprenait très bien et qu'on essaierait d'arranger le départ pour la semaine suivante, sur quoi je marquai mon accord.

Le jeudi soir en rentrant d'Amay, je trouvai le premier messenger à la maison qui venait me prier de me rendre le samedi 6 juin à 16 heures rue d'Amercoeur.

Je m'y rendis et j'y trouvais un Monsieur qui me parut, à sa façon de parler, être un des chefs de l'organisation. Après conversation, il regretta également que je n'aie pu partir le jeudi 4 juin et il me déclara aussi que je partirais très probablement dans quelques jours, peut être mardi matin et il m'invita à venir loger rue d'Amercoeur le lundi soir 8 juin !

Premier accroc

Je m'y présentais comme convenu à 21 heures mais le « chef » me dit tout de suite que le départ qu'il avait envisagé pour le lendemain n'aurait pas lieu et que je devrais par conséquent patienter encore quelques jours.

Je logeais à Liège - ne pouvant rentrer à Seraing après 20 heures - et le lendemain, j'allais à la ferme d'Amay pour attendre les événements.

J'écrivis cependant deux fois à la dame de Liège et je lui téléphonai deux ou trois fois pour savoir où on en était. J'étais, en effet, dans une position assez ridicule du fait que j'avais dû infirmer un certain nombre de personnes de mon départ et que j'étais toujours sur place et d'autre part, je craignais des indiscretions qui auraient pu amener les Allemands à s'occuper de moi davantage qu'ils ne l'avaient fait jusqu'à ce moment.

Le samedi 27 juin, j'étais parti à Bruxelles lorsque la dame de Liège téléphona à la ferme une première fois pour dire que le départ aurait lieu le mercredi ou le jeudi de la semaine suivante et une deuxième fois - une heure après - pour signaler que le départ était fixé au lundi 29 juin et me priant d'aller encore loger chez elle, le dimanche soir.

Je me présentai à son domicile vers 22 heures et j'y trouvais le « chef » dont question plus haut et une autre femme. On parla de chose et autres, ensuite on alla se coucher.

Le lundi 29 juin à 10 heures moins le quart la dame me conduisit rue des Champs où je retrouvai le « Chef » qui me conduisit à son tour rue Sohet. Il n'entra pas avec moi en disant qu'il n'avait que juste le temps d'arriver à la gare d'Ans où il avait rendez-vous à 11 heures trente.

Un nouveau chef

Après quelques minutes d'attente, je fus reçu par un Monsieur très haut de taille qui m'aborda en ces termes : « Eh bien vous voulez aller à Londres, vous ». Je lui rétorquai que ce n'était pas tout à fait cela, qu'on m'avait invité à Londres et qu'on m'avait offert de me faire parvenir



Le départ de Londres du gouvernement belge, le 6 septembre 1944. Joseph Bondas en retrait, deuxième à gauche (archives privés).



Joseph Bondas à Lisbonne le 20 octobre 1942 (au milieu). (archives privés)

aussi rapidement que possible. Sur quoi le Monsieur me répondit que cela n'allait pas ainsi, qu'à Londres on ne voulait ni ceci, ni cela, que le voyage était difficile, que les trains étaient encombrés, qu'il fallait faire de longs trajets à pied, etc....

Je lui fis remarquer que si on m'avait d'abord parlé ainsi je n'aurais pas songé à entreprendre ce voyage. Que je n'étais plus à un âge pour me lancer dans des aventures, que je ne voulais et que je ne pourrais faire ni de l'alpinisme, ni des courses à pied, ni des traversées à la nage et que je ne regrettais qu'une chose, c'est que toute cette histoire aurait vraisemblablement pour résultat de me créer des ennuis de la part des Allemands.

« Alors, vous croyez que vous êtes brûlé », dit-il ? « Je ne crois rien », répondis-je, mais il est possible que le bruit de mon départ pour Londres soit venu aux oreilles de l'occupant et que ce fait l'incite à prendre contre moi des mesures auxquelles il ne songeait peut-être pas auparavant.

« Donnez-moi votre adresse, dit encore le monsieur, et je verrai d'ici la fin de la semaine si je peux faire quelque chose ».

Je lui répliquai que je ne donnerais pas d'adresse parce que je ne savais pas ce que j'allais faire en sortant. Allais-je retourner chez moi, à la ferme ou aller à Bruxelles, je n'en savais rien et je lui demandai quel jour il croyait avoir éventuellement des indications, que je viendrais le voir ?

« Jeudi 2 juillet à 10 heures » répondit-il.

« Entendu » et je sortis.

Qu'allais-je faire ? Je téléphonai à Maurice Franck de venir à la gare des Guillemins et je rencontrai en même temps nos amis Rahier, Parys et Destroyer.

Je leur résumai les événements depuis le 7 juin et finalement ils furent unanimes pour dire qu'il fallait encore attendre l'entrevue de jeudi avant de prendre une décision définitive.

En parlant avec Franck de la situation de la Fédération des Métallurgistes, je songeai à Paffen et, dans l'après-midi, je me rendis chez lui à Angleur pour lui demander l'hospitalité jusqu'à jeudi ce que sa femme et lui acceptèrent avec empressement.

Notons en passant que je restai chez eux jusqu'au vendredi matin 3 juillet et que j'y fus traité et soigné comme un prince. Ils avaient sans doute le pressentiment des misères au-devant desquelles j'allais et de tout ce qui allait me manquer pendant les semaines où je resterais bloqué en France Libre !

Le jeudi 2 juillet, je me présentai rue Sohét et j'y fus reçu mieux que la première fois.

Le monsieur que j'y avais déjà vu me déclara tout de suite que l'affaire était arrangée et que je devais prendre mes dispositions pour être à Lille, Hôtel de l'Abondance, rue du Priez, 42, samedi, 4 juillet à 19 heures. En ce lieu, on me donnerait les indications nécessaires pour poursuivre mon voyage. Il me signala le danger qu'il pouvait y avoir à passer la frontière belgo française avec plus de 150 à 200 francs et il me dit que si je voulais lui confier les 5 000 francs belges dont j'étais porteur, il me signerait deux chèques sur papier libre et que je retrouverais, par exemple, 1 500 francs à Lille et 3 500 francs à Montpellier.

J'acceptai sa proposition et il m'indiqua encore que si j'étais arrêté ou interrogé en cours de route par des autorités belges officielles ou officieuses, je n'avais qu'à répondre que j'étais en mission pour M. le Ministre Spaak !

Sur ce bonne chance et au revoir... !

À la sortie, je vis Rahier, Franck, Claes et Paffen et tous furent d'avis pour dire que dans les conditions où le voyage se présenterait, il fallait l'entreprendre.

On retourna dîner chez Paffen et l'après-midi, j'eus un long entretien avec Merlot qui ne vit, non plus, nulle raison de ne pas partir.

En route

Le vendredi 3 juillet, je me rendis chez Fuss à Bruxelles auquel je racontai ce qui s'était passé et lui non plus ne vit aucun obstacle au départ.

Je logeai chez lui et je quittai Bruxelles le samedi 4 juillet à 7h50 pour Lille où j'arrivai à 10h35. J'avais fixé rendez-vous à Marcel Sonnevillie de Mouscron que je trouvai à la gare et ensemble nous allâmes voir quelques camarades.

Au sujet de la grande ville du Nord, rien de particulier à signaler si ce n'est qu'à l'instar de ce qui se passe en Belgique, tout est rationné, réglementé et que s'il faut des cartes et des timbres chez nous pour toutes les choses essentielles, ici il faut des cartes et des tickets.

Ce n'est évidemment plus le Paris d'avant 1940 et l'absence presque totale de taxis et de voitures a pour conséquence de faire affluer le public dans le métro et de rendre la circulation dans les rues infiniment plus aisée qu'auparavant.

Les terrasses des grands cafés sont aussi beaucoup moins animées qu'autrefois et cela provient sans doute de la rareté des boissons. Le café crème n'est plus qu'un souvenir. Les célèbres apéritifs ont complètement disparu. On ne sert plus que des ersatz qui coûtent deux ou trois fois plus que les véritables d'avant 1940. Les liqueurs ou ce qui en reste sont également à un prix prohibitif (16 frs un porto, près de la gare de Lyon, 14 frs un armagnac, rue du Faubourg Saint-Martin !).

Le commerce noir y sévit-il ? Probablement puisqu'il est la conséquence naturelle de la pénurie des produits mis en vente. En tout cas, j'ai mangé au restaurant de l'excellente viande, sans ticket ad hoc, moyennant le prix fort, cela va de soi !

Suivant les indications reçues à Lille, je rencontrai à 19 heures, dans le grand hall de la gare de Lyon, une femme que je pus assez facilement identifier d'après le « portrait » qu'on m'en avait fait et qui me pria de l'accompagner pour causer. Nous prîmes place à la terrasse d'un café. Elle me donna les instructions pour le voyage et les personnes que je

devais voir au Creusot d'abord et à Lyon ensuite.

Comme je voyageais sous un faux nom, avec une carte d'identité française, je lui remis ma carte belge d'identité et ma carte (permis de circulation) de la Société Nationale des Chemins de fer belges, qu'elle promit de faire suivre à Lyon. Elles ne sont jamais arrivées....

Le train pour Dijon - ligne de Marseille part à 8 heures du matin -. J'étais à la gare de Lyon le lundi à 6h45 et une demi-heure après que je montais dans le train où toutes les places assises étaient louées ! Je m'installai comme je pus au bout d'un couloir, au milieu de valises et d'autres voyageurs et je restai dans cette position aussi instable que fatigante, jusqu'à Dijon où le convoi s'arrêta à midi 45'.

J'avais cependant trouvé à m'asseoir pendant trois quarts d'heures, le temps de déjeuner, plutôt mal que bien, dans le wagon-restaurant pour le prix de 52,50 frs.

À midi 57', je repartais avec un autre train, non moins bondé, vers le Creusot où j'arrivai à 14h53.

J'allai au restaurant qu'on m'avait indiqué - 77, rue Clémenceau - et le soir, j'y mangeai assez bien. À 20h25, on se mit en route, nous étions 12 conduits par 2 guides, pour traverser la ligne de démarcation vers une heure du matin. On marcha pour atteindre la première maison et à une heure 30 nous avions parcouru 16 kilomètres ! Il avait plu pendant deux grosses heures et à marcher dans les chemins de terre, dans les bois et les prairies, nous étions trempés et arrangés comme des cochons.

On se coucha quelques heures dans une étable et à 5h30 on se remit en route pour parcourir les 7 kilomètres qui nous séparaient de Genouilly où nous trouvâmes, à 8h30, un autobus qui nous déposa à Macon à 11 heures.

Je ne crus pas devoir m'attarder au chef-lieu du département de Saône et Loire et après un rapide déjeuner au buffet de la gare, je partis avec le train de 13 heures qui me conduisit à Lyon à 14h30.

En résumé, parti de Bruxelles le samedi 4 à 7h50, j'étais à Lyon le mercredi 7 juillet. Par le temps qui court ce n'est pas mal mais, nous le verrons plus loin, la suite allait démontrer une fois de plus la véracité de l'adage qui dit qu'il ne suffit pas de courir, mais qu'il faut partir à point.

L'impression qu'on ressent après avoir parcouru quelques heures la célèbre ville qui fut pendant si longtemps « Herriotiste », est une impression de contrainte, de malaise, de méfiance et de suspicion.

On est en France « Libre », mais on sent que la liberté dont on jouit est une liberté qui pèse, une liberté qui ne ressemble en rien à celle que nous connaissions avant la guerre...

À Lyon paraissent plusieurs journaux quotidiens, mais lorsque vous en avez lu un, vous les avez lus tous car la presse est merveilleusement synchronisée.

Ils donnent tous les communiqués : allemand, italien et britannique, mais on sent la partialité et les sentiments anglophobes qui les animent.

Sur la devanture de la plupart des magasins, la photo de Pétain - en militaire, en civil, de face, de profil, assis, debout, souriant, sévère - et à de rares endroits, celle de Darlan, comme en Allemagne et en Italie où l'on trouve partout les photos de Hitler et de Mussolini.

Des affiches nombreuses reproduisant des extraits de discours du chef de l'Etat (Pétain) et du Chef du Gouvernement (Laval).

Encore des affiches pour la Grande « relève », c'est-à-dire pour entraîner les travailleurs à s'embaucher pour l'Allemagne. Duperie car Hitler lâche infiniment moins de prisonniers qu'il ne reçoit d'ouvriers, mais Laval est dans l'engrenage et il ne peut plus reculer.

Des affiches encore, dénonçant les crimes commis par l'Angleterre contre la France depuis cinq ou six siècles ! Je ne sais qui est à la tête du service officiel de propagande de l'Etat français, mais il ne me paraît pas

beaucoup se tracasser pour trouver des moyens neufs et il copie servilement la propagande allemande de Goebels.

Nous avons signalé plus haut que la presse est synchronisée et comme on le pense bien, dans le plus mauvais sens du terme.

Un exemple : à l'occasion du 14 juillet, des manifestations et des incidents se sont produits aux alentours des monuments Carnot et République. Toute la police était sur pied et l'on appela même la troupe à cheval. Il eut de nombreuses arrestations.

Les journaux n'en soufflèrent mot, mais quelques jours plus tard, ils publiaient tous une note disant en substance :

« À la suite de récents incidents, la Xème Chambre du Tribunal correctionnel de Lyon a condamné 48 personnes à des peines de prison variant de ... ».

C'étaient les manifestations du 14 juillet, mais aucun journal ne le précisa.

À part cela, le 14 juillet n'a été marqué par aucune cérémonie officielle, mais de grandes fêtes avaient eu lieu les 11 et 12 juillet à l'occasion de la cérémonie d'investiture des S.O.L. (Service d'Ordre Légionnaire), formations fascistes auxquelles les autorités officielles avaient naturellement participé !!!

Rationnement et pénurie de produits

Comme partout ailleurs, tout est rationné, réglementé et l'on a même l'impression qu'on est plus serré ici au point de vue ravitaillement, que dans la zone occupée.

Les cafés sont dépourvus de tout et, à 14 heures, il est impossible de trouver ce qu'on sert, avant cette heure, comme étant du café et sans sucre ni lait, cela va de soi.

Le vin d'appellation est plus cher qu'il ne l'était en Belgique avant 1940. Les apéritifs de marque n'existent plus, ni les fameuses liqueurs non plus. Trois jours sur sept, il est interdit de servir de l'alcool et d'ailleurs au prix qu'on le paie il n'y a plus guère d'amateurs...

Le nombre de produits dont la vente est libre est infime et aucun de ces produits n'est de consommation courante.

Pour tout ce qui est nécessaire à la vie et à l'entretien – manger, boire, se laver, s'habiller – il faut des tickets, des bons ou des cartes.

Les marchés du matin des bords de la Saône et du Rhône sont abondamment pourvus de pêches, des milliers, sinon des dizaines de milliers de caisses couvrent les quais mais du fait qu'il manque trop de choses indispensables, tout le monde se jette sur les fruits et il n'y en a pas toujours pour tous.

Comment vit-on ? Il faudrait fréquenter les ménages ouvriers pour s'en rendre compte, mais ce que je peux dire c'est que les menus de restaurants sont invraisemblables d'inconsistance.

Les restaurants sont classés en quatre catégories :

Catégorie A de 40 à 50 frs

Catégorie B de 25 à 40 frs

Catégorie C de 18 à 25 frs

Catégorie D jusqu'à 18 frs.

Voici à titre d'exemple, quelques menus pris au hasard :

Catégorie A :

Salade de tomates, macaronis, épinards, fromage, pêche avec 100 gr. de pain, un verre de vin et 12 % pour le service. Vous en avez pour 38 frs.

Catégorie B :

Salade de concombres, haricots verts, purée de choux avec 100 gr. de

pain, un verre de vin et 12 % pour le service. Vous en avez pour 35,50 frs.

Catégorie C :

Potage fermière, croquettes napolitaines, laitue, vin et pain : 25 frs.

Catégorie D :

Pain et couverts 2 frs, salade 3 frs, choux braisés 4,50 frs, purée de légumes 4,50 frs, dessert 2,50 frs, total 15,50 frs.

Avec des menus aussi maigres, – je les ai essayés tous - la vie au restaurant n'a rien désagréable et l'on ne court aucun risque d'engraisser ni de mourir d'indigestion. Ajoutons cependant que certains jours, il y a de la viande et qu'on en sert généralement le midi, les vendredis, samedis et dimanches dans les restaurants. Mais si le vin est rare, les pommes de terre le sont encore plus et le tabac encore davantage. J'avais passé la frontière avec 100 gr, et j'ai fumé, le 14 juillet, ma dernière pipe !

Permis de séjour et carte alimentaire

En temps normal, il est toujours agréable de séjourner dans une grande ville que l'on ne connaît pas ou guère – je n'avais vu Lyon que pendant 24 heures il y a 10 ou 15 ans -, mais actuellement il n'en est plus du tout de même.

Quel que soit le but du voyage qu'on poursuit et à moins de disposer de fonds considérables, tout le monde est soumis à des règles de contrôle, de réglementation et de rationnement qui vous font bien vite regretter la tranquillité du foyer.

L'étranger qui arrive en Belgique ne mangera pas ou peu s'il ne trouve pas des amis pour le recevoir et lui fournir les timbres indispensables à l'achat des denrées alimentaires. L'étranger qui arrive en France se trouve dans les mêmes conditions si on ne lui fournit pas les tickets nécessaires à l'alimentation.

Arrivé à Lyon le 7 juillet avec quelques tickets de pain, de matières grasses et de viande, j'ai pu manger sans trop de difficultés pendant deux jours. Ayant de nouveau reçu quelques tickets d'autres amis, pour les mêmes produits, j'ai pu continuer à me sustenter pendant quelques jours encore. Mais on était constamment aux abois ne sachant pas ce qui arriverait le lendemain ou le surlendemain.

Pour avoir une carte alimentaire il faut avoir un permis de séjour et pour obtenir celui-ci on court de droite à gauche sans jamais savoir si on est dans la bonne voie.

Je suis donc à Lyon depuis le 7 juillet et le vendredi 17 juillet, je reçois à l'Office Belge de la Place Raspail deux papiers : un en vue d'obtenir un passeport... Lorsqu'on en fera, l'autre pour obtenir éventuellement des tickets de ravitaillement.

Muni de ces papiers et d'une attestation de l'hôtelier où je loge, je me rends le 18 à la Mairie du 5ème arrondissement où l'on me délivre des tickets de ravitaillement pour dix jours, soit :

- 2,750 gr de pain,
- 300 gr de viande et charcuterie,
- 150 gr de fromage,
- 1 bon spécial pour 2 litres de vin,
- une carte passagère pour fruits et légumes,
- une carte pour denrées diverses.

Pour les quatre premiers produits c'est plus que ce que l'on reçoit officiellement en Belgique mais lorsqu'on doit prendre tous ses repas au restaurant, ce n'est pas grand chose : 250 gr de pain par jour pour trois repas cela fait moins de 100 gr par repas ! lorsque le restaurant donne de la viande, il réclame 90 gr de telle sorte que vous pouvez manger cette quantité trois fois en dix jours ! Pour les matières grasses, il réclame 10 gr pour le repas de midi et 5 pour celui du soir et lorsqu'il y a du fromage, c'est 20 gr que vous devez donner de manière que pour trente repas, vous avez du fromage assuré pour cinq.

Le bon pour le vin et la carte pour denrées diverses n'ont aucune importance car pour en avoir il faut en tout premier lieu être inscrit chez un épicier et pour se faire inscrire il faut avoir la carte alimentaire ! Alors on se jette sur les fruits, ou plutôt sur les pêches car pendant les 15 premiers jours de mon séjour, il n'y avait pas d'autres fruits aux marchés. C'est seulement le 19 juillet qu'on y trouvera du raisin qui était du reste excellent et ensuite des abricots, des reines-claudes, des poires, etc....

Et puis ce qui est crispant c'est qu'on est à la merci de la bonne ou mauvaise humeur des agents des services du ravitaillement. C'est ainsi que deux Belges logeant également dans le 5ème arrondissement se sont présentés à la Mairie dans les mêmes conditions que je m'y étais présenté deux jours avant et à eux on leur refusa les tickets !!!

J'avais des tickets pour dix jours, mais après ?

Le 22 juillet, je suis reçu par le délégué belge au consulat américain, M. Lagrange, qui prend note de ma situation et me délivre une recommandation pour un abbé Glassberg qui s'occupe du ravitaillement et des permis de séjour des étrangers – Amélie Chrétienne, 12, rues Constantine -. Je me présente au local indiqué, l'après-midi du même jour, muni d'un papier timbré à 6 francs. Je suis reçu par un délégué de l'abbé qui perd mon identité et me prie de revenir le 24 juillet.

J'y vais. On me réclame une photo et l'on me dit de revenir le 25, vers la fin de la matinée. J'y vais derechef et je reçois un papier jaune tapé à la machine, libellé comme suit :

Monsieur le Préfet,

Je soussigné Bondas Henri Joseph, né à Seraing le 25 novembre 1881, de nationalité belge, domicilié à Lyon, Hôtel Celtic, 10, rue François Vernay, sollicite de votre haute bienveillance l'autorisation de résider à Lyon.

Espérant que ma demande pourra recevoir un accueil favorable, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma haute considération.

(s) Bondas Jos.

Fait à Lyon le 23 juillet 1942.

Et à la marge, ces apostilles écrites à la main :

<i>Demande reçue à la Préfecture le 24 juillet 1942</i>	<i>Vu la Sûreté contrôle des étrangers</i>
<i>Lyon le 24 juillet 1942</i>	<i>Situation à l'étude</i>
<i>Pr le Chef de Service des Etrangers</i>	<i>À ne pas inquiéter</i>
<i>(s) illisible</i>	<i>Lyon le 24 juillet 1942</i>
<i>Cachet de la Préfecture</i>	<i>Cachet du commissariat de la Sûreté</i>

C'est une manière un peu compliquée de délivrer le permis de séjour, mais enfin c'en est un et la preuve c'est qu'avec ce papier et l'attestation de l'hôtel où je loge, apostillée par le commissaire de police du quartier, j'ai obtenu, le lundi 27 juillet, la carte alimentaire me donnant le droit d'obtenir, pour autant qu'il y en ait, tous les produits qu'on distribue.

Je me suis immédiatement fait inscrire à l'épicerie la plus proche de l'hôtel et le mardi 28 je fis mes premiers achats :

- 250 gr de sucre scié,
- 250 gr de haricots secs,
- 150 gr de mélange (45 gr de café et 105 gr de succédanés),
- 1 fromage et 1 litre de vin.

Le même jour je me rendis au bureau des contributions indirectes où l'on me délivra une autorisation à me faire inscrire dans un débit de tabac et j'obtins immédiatement – au débit de la gare Perrache – un paquet de 40 gr pour le prix de 10 frs.

Le lendemain, j'achetais 320 gr de beurre pour tous les tickets dont je disposais, pour 14,40 frs que je partageai avec un ingénieur bruxellois en compagnie duquel je prenais le café à midi et le soir.

Voilà donc deux choses – le permis de séjour et la carte alimentaire - parfaitement réglées, ce qui ne veut pas dire que toutes les difficultés du séjour à Lyon sont levées et qu'on n'a plus qu'à se laisser vivre ! Il faut, en effet, qu'on se souvienne qu'on n'a pas quitté la Belgique spécialement pour visiter Lyon, que le séjour coûte relativement cher – du 04 juillet (date de mon départ de Bruxelles) au 27 juillet, donc, en 24 jours-, – j'ai dépensé, tout compris, 2 931, 70 frs, soit une moyenne journalière de 122,15 frs et que les 5 300 frs belge dont j'étais pourvu au départ seront assez rapidement épuisés.

Il convient donc de ne rien négliger pour atteindre le plus rapidement possible, ou renoncer et rentrer chez soi, le but que l'on s'est assigné.

Poursuite du Voyage

Mais à cet égard, personnellement, on ne peut pas grand-chose.
Récapitulations

Mardi 7 juillet :

Je suis à Lyon et à 18h, je rencontre M. Roger qui m'invite à voir M. Georges – tous deux de l'Office Belge, installé au Consulat belge, place Raspail.

Mercredi 8 juillet :

A midi, après un bref entretien avec ce dernier, il fixe un nouveau rendez-vous pour le samedi 11 juillet à midi, puis pour 15h. Ce jour, on ne le voit pas.

Lundi 13 juillet :

Il entend une nouvelle explication et conseille de passer au consulat américain (Place de la Bourse, 2). J'y vais immédiatement. On prend mon inscription et l'on réclame 10 photos..., que je vais faire sur le champ !

Mardi 14 juillet :

Les Bureaux sont fermés.

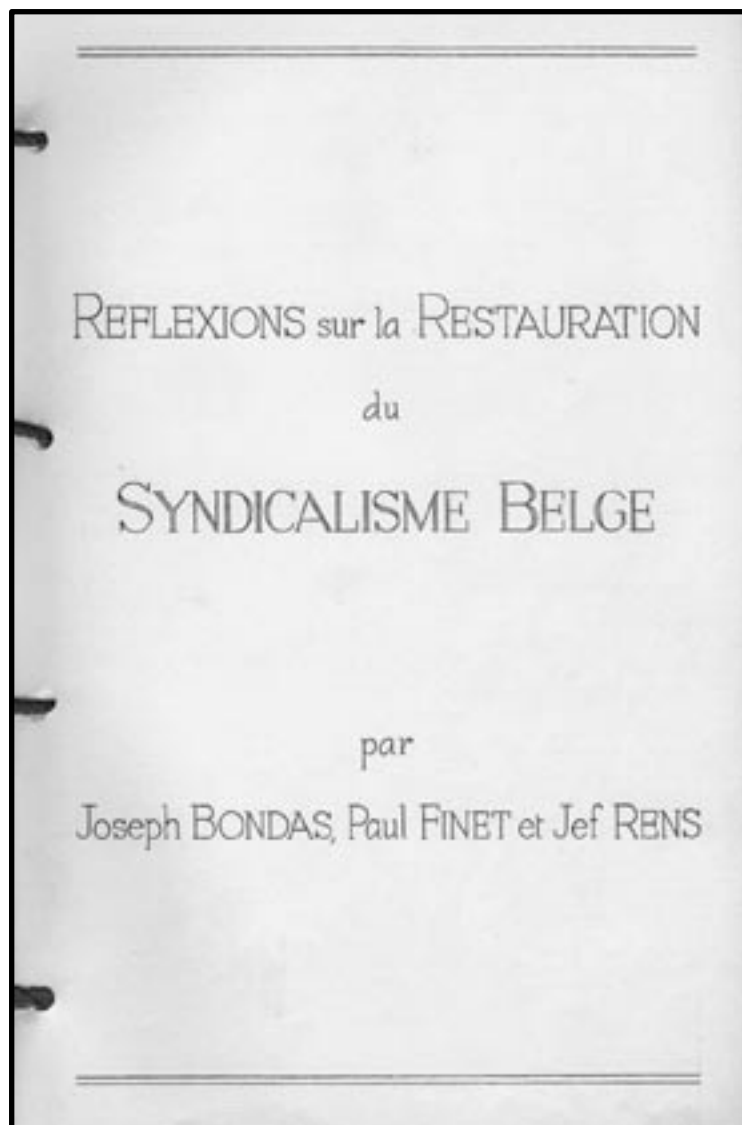
Mercredi 15 juillet :

Je revois M. Georges et M. Roger prend identité complète et deux photos en me priant de revenir place Raspail le jeudi 16 juillet à 9h30.

Jeudi 16 juillet :

M. Georges dit de revenir le lundi 20 juillet. L'après-midi du 16, je me rends de nouveau au consulat américain où je rencontre M. Delfosse qui a quitté Liège avec son fils le 1er juillet et qui est à Lyon depuis la veille. Cette rencontre me sera peut-être d'un certain appoint pour la suite du voyage et en tout cas M. Delfosse, que j'ai revu par la suite, m'a assuré que je pouvais compter entièrement sur lui.

D'autre part, il y a à Lyon de nombreux Belges arrivés avant et après moi.



*Réflexions sur la restauration du syndicalisme Belge, par Joseph Bondas, Paul Finet et Jef Rens
publié en mai 1943. (FAR)*

Et l'on s'imagine que dans l'état de désœuvrement dans lequel on se trouve, les bruits les plus divers circulent.

Ce que l'on sait d'une façon certaine c'est que l'on n'a plus délivré de passeport après le 30 juin et que tous ceux qui n'étaient pas à Lyon à cette date ou qui se sont mis en route après sont en panne.

Ce qu'on paraît savoir aussi c'est que le consulat américain qui s'occupait des intérêts des Belges à Lyon n'est plus autorisé à le faire et que ces derniers dépendent uniquement des services de Vichy ! De telle manière qu'il n'y ait rien d'autre à faire, pour le moment, que d'attendre avec patience, avec le plus de patience possible.

Le malheur c'est qu'on ne peut et qu'on ne sait pas correspondre avec sa famille, qu'on ne peut pas avoir des nouvelles de sa femme, de ses enfants et que les correspondances avec n'importe quel pays sont extrêmement lentes.

En ce qui me concerne, j'ai écrit dès le 12 juillet à Albert Rivière - ma correspondance ? Je l'ignore, mais au moment où j'écris - 28 juillet-, je n'ai reçu de réponse ni de l'une ni de l'autre.

J'ai écrit plusieurs fois à Amay, à Angleur, à Bruxelles, mais a-t-on reçu mes cartes ? Je l'espère, mais ici il est impossible de recevoir quoi que ce soit de Belgique.

Alors on comprend que certains se laissent gagner par le cafard, qu'ils abandonnent la partie et qu'ils prennent le chemin du retour. On le comprend d'autant mieux que la plupart des Belges qui sont à Lyon sont arrivés sans vêtements, ni linge, ni chaussures de rechange, qu'on ne peut acheter ni l'un ni l'autre qu'au prix de difficultés véritablement insurmontables.

Exemple : un de nos compatriotes a fait le tour des tailleurs pour avoir un costume. Partout, il a été rebuté et finalement il est tombé dans une maison où on lui a conseillé de se procurer deux vieux costumes contre la remise desquels on lui en fournirait un nouveau ! Moi-même j'avais

en cours de route déchiré mon pantalon en plusieurs endroits. Je me suis mis en quête d'en acheter un – n'importe lequel – mais je n'ai rien trouvé. J'ai cherché un « marché aux puces » du genre de celui de la Place Delcour à Liège, mais les vieux habits ont disparu depuis longtemps et au marché en question on n'y trouve plus que des vieilles ferrailles !

Ce qu'il faudrait, ce qu'il aurait fallu à Lyon, puisque c'est une étape importante, c'est un organisme qui aurait fonctionné sous la direction des Français qui auraient accueilli aussi discrètement que possible les Belges et tous les étrangers, en route, qui les auraient conseillés, guidés, réconfortés et aidés à trouver un peu de tout ce qui leur manque. Ce que nous indiquons là est peut-être assez difficilement réalisable dans la conjoncture politique actuelle, mais nous pensons qu'il ne doit pas être impossible de faire quelque chose de ce genre ; on le fait du reste ailleurs.

Au jour le jour

29 juillet :

Le commandant Michet qui vient de faire un voyage à Montpellier y a rencontré Jean Cornez, qui est Directeur du Service social belge à Sète. Ils ont parlé de moi et Cornez a déclaré qu'il se mettait volontiers à ma disposition. Je lui ai écrit le jour même. Il y a eu hier soir trois semaines que je suis à Lyon et c'est ce soir seulement que j'ai mangé à ma faim, j'avais du pain à volonté, du beurre, trois sortes de fromages, des raisins et un litre de vin. Ce « festin » m'a rappelé les soupers froids de Limoges de juillet 1940 !

30 juillet :

Si les Belges parlent plus souvent de ravitaillement que d'autre chose. Ceux qui sont à Lyon y pensent constamment et pour cause. Je viens d'acheter un kilo de biscottes (1 650 gr de tickets de pain), un quart de kilo de biscuits secs (400 gr de tickets de pain), et un saucisson, susceptible de conservation, de 310 gr. Ces réserves permettront de manger un peu mieux pendant quelques jours, et ce sera toujours cela de gagné...

31 juillet :

Mon premier litre de vin étant épuisé, je suis allé ce matin en chercher un second. Il n'est pas mauvais et ne coûte que 4,30 frs. Après avoir acheté un peu de charcuterie, du fromage et des fruits pour les repas de ce jour, je suis allé retirer mes tickets de ravitaillement pour le mois d'août. Ils donnent droit à :

8 kg 520 gr de pain (275 gr/jour)	beurre, margarine
200 gr de fromage	saindoux, huile
500 gr de matières grasses	etc....

26 tickets DA à DZ pour denrées diverses (pâtes, féculents, œufs, etc....)
1 carte de « pommes de terre » (valable du 1er avril au 31 août 1942)
1 carte de « vins » (20 tickets pour 4 mois, un litre/sem)
1 carte « fruits et légumes » (valable pour août et septembre)
1 carte « produits détersifs » - savon à lessiver, de toilette, à barbe, etc. (valable de juillet à décembre 1942).

1er août :

Les tickets de pain de juillet non utilisés restent valables jusqu'au 3 inclus. Ceux qui sont pour matières grasses et fromages sont refusés aussi bien dans les magasins qu'au marché en plein air. Les marchés et magasins paraissent être maintenant bien mieux fournis en fruits et légumes. Voici quelques prix notés en passant ce matin sur les quais :

Pommes de terre	4,15 frs/kg
Pêche	10 à 20,50 Frs/kg (P/moyen 16,80)
Tomates	6 frs/kg
Oignons rouges	7 frs/kg
Salades	6,20 frs/kg
Endives	8 frs/kg
Carottes	4,70 frs/kg
Cresson	1 fr/botte
Poires	15,30 à 18,20 frs/kg
Melon	5,50 à 6 frs/kg

Reines-claude	14 frs/kg
Amandes	8,50 frs/kg

Je viens de prendre (ration de juillet et août) quatre savonnettes (savon de toilette) pour 8,80 frs et chez mon épicière 250 gr de sucre scié et 250 gr de cacao – à la place de café – – (ration août) pour 11,75 frs.

2 août :

C'est le quatrième dimanche que je suis à Lyon et j'ai commencé la journée en allant chercher un litre de vin et un melon que je mangerai ce soir à la santé de Ramon, comme j'ai mangé des raisins le matin à la santé de ma petite Augusta. D'une façon générale, c'est encore le dimanche qu'on « s'emm... » le plus parce qu'on se souvient des dimanches qu'on passait avant de partir alors qu'on n'avait pas le temps de faire tout ce que les gosses demandaient et c'était, du reste très bien ainsi.

Sans doute pourrait-on employer utilement son temps ici, si le cœur y était ? Mais voilà, il n'y est pas et alors... On flâne sans but.

Après avoir déjeuné à midi, je me suis dirigé vers 15h00 du côté de la foire qui se tient Cours du Verdun (près de la gare Perrache). C'est une foire comme toutes les foires, sauf que les attractions tournent sans musique et alors on peut dire ce que l'on veut, cela ne ressemble à rien ! Je l'ai parcourue pendant une demi-heure puis, ayant mangé suffisamment « de poussière... », j'ai pris un tram qui m'a conduit au Parc de la Tête d'Or. C'est un parc merveilleux avec de larges avenues, une immense pièce d'eau où l'on pêche et où l'on fait du canotage. Il y a des cafés et restaurants, un jardin zoologique encore assez bien fourni nonobstant la misère des temps, etc.... Si Gusta et Ramon avaient été avec moi, ils se seraient amusés comme des fous à voir évoluer les singes, l'ours, les lions et autres carnassiers.

Le 11 juillet, je pesais 63 kg. Aujourd'hui j'en pèse 61,500 gr !

3 août :

Vers 4h00 du matin un orage formidable s'est abattu sur Lyon et il a plu à verse pendant des heures. À midi le soleil avait tout séché. J'ai touché – comme on dit ici – ce matin mes 40 gr de tabac (8 frs) 1e décade d'août. Mais je n'ai plus d'allumettes et la règle en est dépourvue mon paquet de tabac durera cela plus longtemps !

4 août :

En rentrant hier soir à l'hôtel, j'ai lu un avis signalant qu'on distribuait du 3 au 10 août des œufs – 2 par personne – contre remise du ticket D.T. de juillet. J'en ai deux et aujourd'hui j'ai parcouru la ville dans tous les sens de 9h30 à 12h30 mais je n'ai pu en trouver nulle part. Les tickets sont encore valables pendant 6 jours et j'espère en trouver car il y a plus d'un mois que je n'en ai mangé un !

Le 22 juillet, le délégué belge au consulat américain m'avait accordé un entretien et il m'avait autorisé à aller le revoir sur la fin de la semaine dernière. J'y suis allé hier et il m'a déclaré avoir été « autorisé » à me faire délivrer un passeport. Par quoi ? Je n'en sais rien. Je me suis présenté cet après-midi auprès de l'employé désigné. J'ai commencé par remplir une fiche d'identité, plus les noms de père, de ma mère, de ma femme, leur date de naissance (?) et puis j'ai donné une photo qu'on a collée sur la fiche et que le préposé à ses documents a ensuite engouffré dans une farde.

Alors l'employé redemande les mêmes renseignements qu'il transcrit lui-même, prend le papier donné Place Raspail le 17 juillet, fait signer un papier timbré (en blanc) – de 17,50 frs – et réclame lui aussi une photo. Ensuite, on remplit un nouveau papier sollicitant du consul américain un passeport pour tous pays étrangers, à l'exception des pays belligérants et le préposé réclame encore 10 photos !

Avec les 3 ou 4 qu'on a déjà donnés au consulat belge et chez l'abbé Glassberg, ça fait 16 photos. Si avec ça on échappe aux recherches, c'est à ne plus rien comprendre.

Il paraît que le passeport sera prêt dans 3 ou 4 jours et alors commencera l'attente en vue d'obtenir les visas et cela c'est encore une autre histoire... Et il y a aujourd'hui quatre semaines que je suis à Lyon !

En sortant, je suis allé chercher deux fromages, 250 gr de pois secs et 250 gr de haricots non moins secs !!!

5 août :

Rien à signaler sinon que la température a brusquement baissé de plusieurs degrés.

6 août :

Journée sans histoire. J'ai acheté cet après-midi 100 gr de beurre, 800 gr de pain, 500 gr de raisin, un litre de vin, 100 gr de saucisson (en tout pour 24, 40 frs), ce qui me permettra, avec les deux Gervais que j'ai encore en réserve, de faire deux ou trois bons repas dans ma chambre !

7 août :

Mon passeport est prêt. Je l'ai signé ce matin et Il me manque plus que les visas français, espagnole et portugais pour pouvoir enfin démarrer. Quand les aura-t-on ? Notons pour la petite histoire quelques prix relevés ce matin aux Halles de la Place des Cordeliers :

Beurre	43,20 frs/kg
Margarine	24,40 frs/kg
Riz d'Egypte	8,00 frs/kg
Haricots secs	14,10 frs/kg
Plies	27,40 frs/kg
Rollmops	51,50 (pot de 440 gr + 7 Frs de cons/ le pot)
Sardines, anchois	30,50 frs/kg

J'ai signalé que le Monsieur de la rue Sohet à Liège m'avait signé deux « chèques » sur papier libre, un de plus de 1 500 frs payable à Lille et l'autre de 3 500 frs payable à Montpellier, contre remise de 5 000 frs belges dont j'étais porteur. Les « chèques » étaient libellés comme suit :

622

**Bon pour frs de 3 500,00 sur 13
(s) J. Legrand**

L'autre était rédigé de la même façon et portait 1 500,00 frs.

Le premier me fut payé à Lille le 4 juillet et je reçus 2 400 frs. à Lille, on me déclara que je n'avais rien à aller faire à Montpellier et que je devais me rendre à Lyon à l'adresse qu'on me donne – Café Genin, cours Gambetta – et où l'on me reçut ainsi que je l'ai signalé plus haut, la première fois le 7 juillet.

Le 23 juillet je présentais mon chèque et l'on me remit un acompte de 1 500 frs français. Cet après-midi, je me représentais auprès du même Monsieur Georges qui me compta 2 000 frs français en me disant que « c'était une affaire liquidée » !

Je fis remarquer que cela n'allait pas, que j'avais donné des francs belges et qu'on me remboursait en francs français. Monsieur Georges me rétorqua que ce n'était pas indiqué et qu'au surplus, il n'était nullement tenu de me rembourser. Sans doute reconnaissait-il la signature de Legrand – c'est le Monsieur de la rue Sohet – mais il n'a pas été informé des obligations contractées envers moi ! Je répondis que je n'étais pas responsable des erreurs ou omissions que commettaient les « services » qui se chargent peut-être un peu trop légèrement de lancer des gens dans des aventures, que je n'avais nulle envie de continuer à vivre misérablement ici sans savoir si plus tard, étant dépourvu de tout, je ne serais pas obligé de vivre de mendicité ! M. Georges me déclara alors que l'on me connaissait, que c'était pour cela qu'il avait commencé à me rembourser et qu'il était vraisemblable que, mon passeport étant fait, je n'avais plus longtemps à rester à Lyon.

Acceptons-en l'augure et faisons le compte : 5 000 frs belges donnent 8 000 frs français. J'ai touché à Lille la contre-valeur de 1 500 frs belges, soit 2 400 frs français. À Lyon, j'ai reçu 3 500 frs français, soit en tout 2 400 + 3 500 + 500 que j'avais déjà à Lille = 6 400 frs français.

Jusqu'à ce soir j'ai dépensé, tout compris : 3 679,25 frs de telle sorte qu'il me reste 2 720,75 frs.

Si on croit ce que l'on dit, il faudrait, pour aller de Lyon à Lisbonne, la

contre-valeur de 3 000 francs français. Avec les 2 100 francs contestés je pourrais encore espérer toucher à condition bien entendu que le départ ait lieu d'ici 3 ou 4 semaines, mais si je ne retrouve pas les 2 100 frs et si je reste bloqué encore plus d'un mois à Lyon, qu'advient-il ?

Comme on le voit, ma situation est des plus précaires, et je me demande comment tout cela finira...

Jeudi et vendredi soir eurent lieu au bassin de la Saône du Pont du Change, les championnats de natation auxquels participèrent des équipes de Lyon et de Barcelone !

Les différentes épreuves furent suivies par un très nombreux public qui applaudit les résultats avec d'autant plus d'enthousiasme que les nageurs lyonnais surclassèrent nettement ceux de Barcelone !

Samedi 8 août

Rien de spécial à noter si ce n'est que la température est remontée presque aussi vite qu'elle avait baissé et que le soleil chauffe comme aux plus beaux jours. C'est curieux quelle que soit l'ardeur du soleil on ne sue guère ou même pas du tout ! Il est vrai qu'on n'a plus rien ou pas grand-chose à...

Dimanche 9 août

Se lever à 9h30, déjeuner avec une tasse de café et deux biscottes puis aller se faire raser et couper les cheveux dans un salon où l'on attend près d'une heure, c'est le meilleur moyen d'attendre midi sans avoir le loisir de s'emmer... C'est ainsi que j'ai commencé ce 5ème dimanche que je vais passer à Lyon.

À midi et demi, j'ai dîné. A 14 heures, je me suis attablé à une terrasse pour prendre le café et à 15 heures, je me dirigeais par la Montée St Barthélemy et le Chemin de Rosaire vers la basilique de Fourvière.

Il y a un funiculaire qui y conduit mais j'ai préféré faire le chemin à

ped. La route monte très fortement, mais lorsqu'on y met le temps il n'est pas plus difficile de monter que de descendre et en marchant on peut trouver des choses intéressantes. Ainsi, ce chemin du Rosaire est jalonné de pierres allégoriques représentant les différentes phases de la naissance, de la mort et de la résurrection de Jésus-Christ.

Il n'y a pas moins de 15 colonnes en pierre surmontées de figurines montrant :

- L'annonciation de Marie,
- La visitation de Marie,
- La nativité de J.C.,
- La purification de Marie,
- Le recouvrement de J.C.,
- L'agonie de J.C.,
- La flagellation,
- Le couronnement d'épines,
- Le portement de croix,
- Le crucifiement,
- La résurrection,
- L'ascension,
- La descente du St esprit sur les apôtres,
- L'assomption de la B.V.M.,
- Le couronnement de la B.V.M. dans le ciel.

La basilique est une merveilleuse construction en pierres et en marbre et en la parcourant on se dit qu'il n'y a tout de même que les Catholiques pour oser voir si grand et si beau.

Du terre plein où la basilique est construite on jouit d'une très belle vue d'ensemble de Lyon. Mais si on escalade la tour nord-est de la basilique, dont la plate-forme est à 170 mètres au-dessus du niveau de la ville, on trouve à son sommet un panorama très complet et très exact de l'horizon. Ce panorama, peint sur émail, n'a pas moins de 27,60 mètres de circonférence. Cela, autant que la vue panoramique qu'on y découvre, méritent l'escalade des 276 marches d'escaliers. C'est ce que j'ai fait sans

regret et il était plus de 18h00 lorsque je suis redescendu en ville pour souper.

Lundi 10 août :

L'ascension que j'ai faite hier à Fourvière m'avait sans doute fatigué plus que je ne le croyais puisque je ne me suis éveillé ce matin qu'à 10 heures. L'après-midi je rentrais dans ma chambre et j'entrepris de reprendre deux ou trois paires de bas. En regardant les femmes faire ce genre de travail on dirait que rien n'est plus facile. Essayer si vous le l'avez jamais fait et vous me direz des nouvelles des petits carrés.

En tout cas, nonobstant la patience que j'ai mise, je me rends bien compte que Mami m'engu... Si elle voyait ce que j'ai fait, mais enfin les trous sont touchés plus ou moins et pour l'instant c'est l'essentiel.

Mardi 11 août :

Si quelqu'un lit ces notes lorsque nous serons à un régime normal, débarrassé de la réglementation et des restrictions de tout genre, il ne manquera pas de s'étonner de l'importance attachée, en cette période, au problème de la boustifaille. Que voulez-vous, si l'homme n'a pas été créé uniquement pour manger, il doit manger pour vivre et celui qui doit prendre tous ses repas dans des restaurants de 3^{ème} ou de 4^{ème} ordre n'en mène certainement pas large ?

Voilà par exemple la composition de mes 3 repas d'aujourd'hui :

Matin : Une tasse de café noire et deux biscottes.

Midi : Potage (sorte de vaisselle), une tasse de haricots verts, 90 gr de bœuf, 100 gr de pain et 5 prunes (coût 15,75 frs).

Soir : Potage (eau chaude avec quelques morceaux de carottes et de feuilles de choux). Courgettes provençales, poisson frit (vulgaire plie), 100 gr de pain et une pêche (coût 13,80 frs).

Le tout ensemble ne représente pas un repas ordinaire et c'est tous les jours la même chose ou à peu près ! Évidemment si on était à demeure

on pourrait manger d'une manière un peu plus consistante. C'est ainsi que j'ai « touché » aujourd'hui une boîte de nouilles (250 gr) et je pouvais en avoir deux. J'ai dans ma chambre des haricots, des pois secs, du cacao. Je pourrais avoir des pommes de terre, du lait, parfois un œuf, de la viande, mais que voulez-vous que j'en fasse, puisque je n'ai rien pour cuire.

Faire cuire, sans doute, mais le gaz de chauffage est rationné, comme tout le reste – il ne faut pas parler de bois ou de charbon – et lorsque le détenteur d'un foyer a utilisé sa ration, il est impitoyablement coupé. On comprend, dans ces conditions qu'il hésite à vous cuire l'une ou l'autre chose. Et s'il accepte une fois, vous ne le redemanderez sûrement pas une seconde fois parce que vous vous rendez compte que vous risquez de le priver d'une chose qui lui est indispensable.

À titre de consolation, les journaux signalent que les choses pourraient encore aller beaucoup plus mal en hiver ! Misère de nous, quand donc retrouverons-nous la moitié des facilités d'avant la guerre ?

Mercredi 12 août

J'ai noté sous la date du 4 août que le délégué belge au consulat américain m'avait dit avoir été autorisé à me faire délivrer un passeport. Celui-ci a été établi et je n'ai signé le 7 août.

Aujourd'hui, on me rapporte que M. Lagrange aurait déclaré ne savoir comment me donner satisfaction en raison de mon âge très avancé !

Dans sa lettre du 7 février 1942 Rens disait que mon âge facilitait les choses et voilà que maintenant on prétend le contraire !

De deux choses l'une : ou bien Rens racontait des blagues, ou bien – ce qui paraît plus vraisemblable – les facilités qu'il disait avoir obtenu ne sont jamais arrivées jusqu'ici. Quoi qu'il en soit, c'est moi, pour l'instant, qui suis le « bœuf » et j'aurais très bien pu me disperser de pareille aventure.

Willy Manderveld est parti ce soir vers Lisbonne et nous avons fait ensemble un très bon repas d'adieu.

Jeudi 13 août

À 5 heures du matin, toc, toc, toc, à la porte de toutes les chambres de l'hôtel ! C'étaient des inspecteurs de la police qui venaient prier tous les étrangers de s'habiller et de se rendre immédiatement avec eux au commissariat de police !

Celui-ci est à 5 minutes de l'hôtel et un peu après 5 heures on se trouvait une quinzaine de Belges et de Hollandais au bureau de police. On nous avait préalablement enlevé le papier jaune délivré le 23 juillet par la préfecture.

À 6 heures 30, le commissaire s'amena pour nous déclarer que nous pouvions réintégrer les hôtels et nous invita à nous représenter auprès de lui à 15 heures. C'est ce qu'on fit et à 15 heures, il nous remettait le papier jaune en disant : c'est bon !

Vendredi 14 août

Ce matin, je suis allé voir M. Georges dont j'ai parlé sous la date du 7 août au sujet des 2 100 francs français contestés pour lui demander s'il ne pourrait se mettre en rapport avec le M. Legrand de Liège et cela pour deux raisons essentielles : la première parce que je tiens à rentrer en possession des 2 100 francs français qui me reviennent et la seconde parce que je ne veux pas apparaître comme un escroc qui revendique une chose qu'il sait qu'on ne lui doit pas.

Georges m'a demandé de lui faire parvenir cet après-midi une note exposant clairement les faits et qu'il en reparlerait à quelqu'un qu'il doit voir le soir.

Je lui ai porté la note en y joignant le « chèque » de 3 500 frs et j'ai profité de l'occasion pour lui remettre une autre note exposant les raisons qui m'avaient amené à quitter la Belgique et pour lesquelles je suis à Lyon

depuis le 7 juillet dernier.

Samedi 15 août

C'est jour de fête et des circonstances favorables m'ont permis de faire ce midi un repas comme je n'en avais plus fait depuis bientôt six semaines.

Pensez donc, j'avais trouvé deux œufs qu'on m'a cuit à l'hôtel, sur le plat, 40 gr de beurre, du saucisson, 60 gr de fromage, du raisin et 600 gr de pain – ce qui me restait de tickets de la première quinzaine d'août. Je n'avais pas de vin, mas bahi, à cela près ce fut un festin de roi et l'on serait heureux d'en trouver un semblable chaque semaine.

Après avoir bien « bouffé », je suis descendu prendre un café que j'ai sucré convenablement, puis le temps étant idéalement beau, je suis allé prendre le train bleu –quai de la Pêcherie –qui m'a conduit au terminus, c'est-à-dire à Neuville qui se trouve à 15 ou 20 kilomètres de Lyon.

Sous tout le parcours, le train suit la Saône et à Neuville, on trouve un champ de foire de village, des guinguettes, des cafés et pour ceux qui n'ont pas beaucoup d'argent à dépenser, une large avenue asphaltée au milieu de deux allées ornées de deux et trois rangées de platanes.

Il y a de nombreux bancs, de l'herbe, de l'ombre et on peut s'asseoir, ou se coucher, suivant son goût, pour lire ou rêvasser ou même dormir. Je suis rentré à 8 heures du soir pour manger les restes du festin et cela m'a bien mieux goûté qu'au restaurant...

Dimanche 16 août

Le soleil continue à chauffer. D'un certain point de vue c'est parfait mais pour la terre, la sécheresse persistante est désastreuse. Ce n'est pas comme chez nous et un camarade qui a quitté la Belgique le 6 août et qui est arrivé à Lyon le 15, me disait ce matin qu'il avait fait beau la première et la seconde semaine de juillet mais qu'après ç'avait été jusqu'à son départ des pluies et des refroidissements continuels. Trop sec ici, trop humide là-bas, tout contribue à rendre la vie plus malaisée aux pauvres gens.

Lundi 17 août

De « source autorisée » on signale que les consulats des pays en guerre – ou qui ont été en guerre avec l'Allemagne – ne peuvent plus fonctionner que sous le contrôle permanent des Autorités de Vichy. L'établissement des passeports est suspendu sine die.

D'autre part, Vichy aurait pris diverses mesures au sujet des étrangers séjournant en France. Aux termes de celles-ci, les ressortissants, des pays en guerre avec l'Allemagne, ainsi que les juifs de toutes nationalités seraient refoulés en zone occupée. Exception serait faite en ce qui concerne les ressortissants belges, hollandais et grand-ducaux : ceux qui n'auraient pas de moyens de subsistance seraient envoyés dans des camps de travail ou de concentration et ceux qui ont des moyens de subsistance pourraient rester librement où ils sont installés !!!

Mardi 18 août

Les fruits sont toujours en très grande abondance au marché, surtout les pêches et les raisins. Ces derniers se vendent en détail 12 et 13 frs le kg.

Les légumes paraissent également plus abondants mais à voir les queues autour des éventaires, on se rend compte qu'il n'y en aura guère en suffisance pour satisfaire aux nécessités.

Ce matin, on offrait en vente de tous jeunes lapins à 30 frs pièce et de tous jeunes canards à 70 et 75 frs la pièce !

Mercredi 19 août

Dans la période actuelle, il semble qu'il y a une chose qu'on trouve partout comme la photo du Maréchal Pétain à la devanture des magasins, cafés, restaurants et autres établissements publics, c'est le papier disant : « Fermeture annuelle – congés payés- réouverture le ... ». J'ignore si le zèle qui paraît présider à l'application de la loi de 1936 sur les congés payés provient du ralliement universel à la réforme, d'un besoin absolu de détente qu'éprouvent les patrons, ou de cette idée plus terre-à-terre

que par les temps qui courent et pour ce que l'on a à vendre, autant fermer que de rester ouvert, mais le fait est là, depuis six semaines, les maisons de commerce ferment les unes après les autres.

En Belgique, nous avons aussi une loi sur les vacances ouvrières mais nous n'avons jamais vu les établissements de commerce fermer, même pour 8 jours !!!

Et mes deux gosses sont aussi en vacances. Comment les passent-ils et que font-ils ? Si j'étais là et si le temps s'y prêtait, nous aurions pu faire de longues promenades qu'on s'était promises mais on n'y est pas et Mami a sans doute assez à faire à chercher à remplir ses marmites et ses casseroles.

Et puis, je désirerais connaître le résultat obtenu à l'école en fin d'année. La petite « feifeie » va-t-elle passer de 4^{ème} en 5^{ème} année d'études, et le « cadet » de 5^{ème} en 6^{ème} ??? Je l'espère ardemment, comme j'espère avec autant d'ardeur que tout ceci finisse le plus rapidement possible et qu'on se retrouve enfin tous réunis dans la joie et le bonheur.

Jeudi 20 août

Les 2 100 francs français dont j'ai parlé sous les dates des 7 et 14 août m'ont été versés ce matin. Tout est donc bien qui finit bien.

Je suis également allé ce matin au consulat américain où l'un des préposés à la confection des passeports m'a confirmé qu'on n'en faisait plus pour l'instant mais que ceux qui avaient été établis suivaient leur cours pour l'apposition des visas.

J'ai acheté du boudin noir –, on n'en fait pas d'autres – du « pâté » qu'il serait plus juste d'appeler « gelée » car, sur 200 gr, il n'y a pas 10 gr de viande – du pâté de cochon – et c'en était vraiment – et mon épicière m'a donné trois grosses pommes de terre qu'elle avait cuites en « robe ». Cela m'a permis de faire un excellent déjeuner à midi et un non moins bon dîner le soir. En tout cas, c'étaient infiniment mieux et autrement copieux et bien meilleur marché qu'au restaurant.

Enfin, un bonheur ne venant jamais seul, en passant à la poste centrale, vers 18 heures, j'ai trouvé « poste restante » une lettre de Rens arrivée le jour même, en réponse à ma lettre du 12 juillet, envoyée du Portugal.

En rentrant ensuite à l'hôtel, j'ai trouvé une carte de Willy Mandervelde, de Madrid, et une lettre de François Saintes m'annonçant qu'il viendrait à Lyon samedi ou dimanche prochain !

Vendredi 21 août

Le matin, je me suis rendu au siège de l'Union Départementale des Syndicats Confédérés du Rhône (Cours Lafayette, 215) où j'ai rencontré Vivier-Merle, secrétaire et deux ou trois autres camarades de la région.

Je leur ai exposé ce qui s'était passé en Belgique, du point de vue syndical, jusqu'à mon départ et Vivier-Merle a indiqué la position du mouvement syndical français. J'ai constaté avec satisfaction que nos opinions en ce qui concerne l'action d'aujourd'hui et de demain se rencontraient d'une façon presque absolue.

Vivier-Merle n'en a pas été moins satisfait et il a émis le vœu que je trouve l'occasion d'aller dire bonjour à Jouhaux qui est en résidence surveillée à Cahors (Département du Lot).

En revenant j'ai acheté 50 gr de beurre pour 2,30 frs. C'est toujours autant de pris sur l'ennemi...

Samedi 22 août

Ce matin, je suis allé aux « Coopérateurs » - Avenue Leclercq, 8 – où j'ai trouvé Georges Dubuisson, un des Secrétaires de l'ancienne C.G.T. française.

L'entretien que nous avons eu – après celui d'hier avec Vivier-Merle – m'a éclairé quelque peu sur la résurrection du mouvement syndical qu'on peut espérer, en France comme ailleurs du reste, après la guerre.

L'opinion des deux militants, cités plus haut, est heureusement différente de ce que m'avait laissé entrevoir Jeanne Chévennard, propagandiste féminine de l'ancienne C.G.T. que j'avais vue les 10 et 20 juillet derniers au « Foyer Féminin », 163, rue Paul Bert, qu'elle dirige.

Je finissais de déjeuner dans ma chambre – pain, beurre, saucisson et fromage, donc très bien – lorsque est arrivé, vers 13h30, François Saintes qui venait de Marseille pour me serrer la main.

Saintes dirige à Limoges un Centre d'Aide aux Réfugiés et demeure à St Bonnet-Briance (Haute-Vienne). Il se porte très bien et m'a offert d'aller habiter chez lui où je serais infiniment mieux qu'à Lyon surtout au point de vue nourriture. Je verrai la suite à donner à cette proposition lorsque j'aurai reçu la deuxième lettre annoncée par Rens. Nous avons bavardé de choses et d'autres jusqu'au moment de son départ à 18,25 heures pour Limoges où il devait rentrer aujourd'hui même.

Dimanche 23 août

10 heures ! Le temps est gris, maussade. Il bruine. Il n'est pas du tout engageant pour aller à la campagne.

Rien à faire que de tourner en rond, dans la ville, comme on le fait à peu près tous les jours. Enfin, après le déjeuner on verra.

Je déjeune excellemment dans ma chambre – pain, beurre, mortadelle, fromage, raisins et vin.

À 14h00, je déguste à la terrasse d'un café une tasse de succédané. J'aurais voulu une liqueur – le dimanche c'est jour avec alcool – mais il n'y avait que du marc à ... 20 frs le petit verre. J'y ai renoncé sans regret.

Ensuite, je suis allé avec un nouvel ami de Bruxelles, De Saedeeler, au Parc de la Tête d'Or que j'avais déjà visité le 2 août.

À 19h00, j'étais de retour pour dîner avec ce qui me restait de midi. De

Saedeeler est venu ensuite et l'on a causé en buvant un coup de rouge. Puis, j'ai lu une heure avant de me coucher et de m'endormir du sommeil du juste...

Lundi 24 août

Encore une journée comme beaucoup d'autres, sans histoire. L'après-midi je me suis appliqué à reprendre trois paires de bas – que j'avais lessivé samedi - . Je crois que je fais quelques progrès mais je me rends toujours parfaitement compte que Mami serait encore assez loin de féliciter de mon travail. Je m'en console en pensant que celui qui fait ce qu'il peut fait ce qu'il doit !

Mardi 25 août

Vers 1h30 du matin, les canons ont tiré sans désemparer, prenant au moins une grosse demi-heure. Que se passait-il ? Était-ce la D.C.A qui tirait contre des avions de la R.A.F. en route vers l'Allemagne ou qui bombardaient des objectifs militaires en France ? Je l'ignore et la presse n'a rien précisé. Soulignons que malgré la violence et la durée du tir on n'a pas sonné d'alerte de sorte que personne n'a été invité à sortir de son lit.

J'ai appris ce matin que M. Delfosse était à Lisbonne. Je ne sais depuis quand et je remarque tout simplement qu'il est parti sans daigner m'avertir comment il avait trouvé le moyen que je cherche, en vain, depuis exactement 7 semaines que je suis à Lyon. Ce qui prouve, une fois de plus, que dans les pires circonstances il ne faut guère compter que sur soi-même.

Mercredi 26 août

C'est évidemment un truisme de dire qu'avec la guerre s'est ouverte l'ère des restrictions directes et indirectes. Parmi, les premières se classent celles que les autorités imposent et parmi les deuxièmes, celles qu'on est forcé de s'imposer soi-même.

Ainsi, vous êtes libre de dépenser autant d'argent qu'il vous plaira mais bien entendu à condition d'en disposer ; sinon restriction.

Vous êtes libre de vous promener, de faire des excursions, de marcher du matin jusqu'au soir mais à constater l'usure de vos chaussures vous serez contraint de renoncer aux promenades et aux courses qui ne sont pas absolument indispensables.

En ce qui me concerne, je suis parti avec une seule paire de chaussures que j'ai toujours aux pieds depuis deux mois. Lorsque je les enlève le soir, je constate que les talons s'en vont un peu plus chaque jour. J'appréhende le moment où il n'en restera plus rien ! Les faire réparer, bien sûr, et l'on n'a pas manqué d'y songer - bien qu'il n'ait plus de cuir - mais il faudrait trouver un cordonnier assez complaisant pour vous les réparer tout de suite ou tout au moins en ne les gardant qu'une journée, par exemple. Or, ils sont tous tellement surchargés de travail que la plupart refusent d'accepter encore des nouvelles réparations, cependant que d'autres vous disent : « Apportez-les, vous les aurez de retour trois semaines après ! ». Ils ne comprennent pas, ou ils ne veulent pas comprendre que celui qui n'a qu'une seule paire de chaussures et qui, au surplus doit sortir tous les jours, ne serait-ce que pour manger, ne peut pas rester sans chaussures !

En acheter ? Il ne faut pas y penser car il faut des bons même pour les espadrilles et assimilés, qu'on obtient qu'en déployant la croix et la bannière.

De telle sorte qu'on ne peut rien faire d'autre que de s'abstenir autant que possible de marcher, de manière à conserver le plus longtemps qu'on pourra les souliers qui vous permettent de sortir quand c'est absolument nécessaire. Et comme restriction, cette espèce de claustration dans une chambre d'hôtel est aussi énervante que n'importe quelle autre.

Jeudi 27 août

J'ai deux litres de vin, des tickets pour 500 à 600 gr de pain, mais je

n'ai ni beurre, ni viande, ni fromage. Je trouve heureusement dans une charcuterie de la crème de foie - 300 gr pour 90 gr de tickets - je saute dessus et cela me permet de déjeuner dans ma chambre, très comme il faut, à midi et d'avoir encore de la crème pour demain.... Cette crème de foie était fortement épicée mais en buvant un verre de vin en plus, tout est dit. C'est la guerre. Il faut bien se mettre à tout et sur tout !

Vendredi 28 août

Ainsi que je l'ai signalé sous la date du 21 août, Vivier-Merle m'avait informé de la résidence actuelle de Léon Jouhaux, Secrétaire général de l'ancienne C.G.T française et Antoine Krier, des syndicats luxembourgeois que je n'avais plus vu depuis 1940. Vivier m'ayant donné 1 000 francs pour me permettre d'aller leur dire bonjour, je suis parti ce matin à 7h30 de la gare de Perrache et, à 21 heures, je descendais à Cahors - 652 Km de Lyon - où je fus reçu chaleureusement par Jouhaux et sa femme, Buisson et sa famille et le camarade Saillant de Paris.

Samedi 29 août

La journée a commencé dans la pluie et s'est terminée dans la drache. Les bâtiments de Cahors - comme probablement ceux de toutes les villes de la France soi-disant libre - ont sorti leurs drapeaux tricolores pour le deuxième anniversaire de la Légion française des Combattants - lisez : Légion fasciste. Ce fut l'occasion de discours, de messes, de défilés et de feux d'artifice...

L'après-midi, je me rendis, avec Saillant de l'ancienne Fédération française du Bâtiment, chez Krier à Mercuès - à 8 Km de Cahors - qui habite une merveilleuse propriété et où nous avons été reçu avec la même bonne humeur et la même hospitalité que chez Jouhaux.

Le soir nous nous sommes retrouvés à Cahors avec Jouhaux, G. Buisson, Vivier-Merle - qui sera, à partir de la semaine prochaine, en résidence surveillée à Montélimar à 150 Km, de Lyon - Saillant et Perier.

On discuta de la tactique à suivre, en attendant que le mouvement syn-

dical recouvre sa liberté d'action.

Tous les camarades français sont des plus optimistes et ils pensent que le syndicalisme sortira de l'épreuve qui lui est imposée, plus fort et plus vigilant que jamais.

Dimanche 30 août

Mon séjour dans le Lot s'est terminé ce soir et je suis parti de Cahors avec le train de 20/22 heures.

Je suis d'autant plus satisfait de mon voyage que j'ai retrouvé les deux amis Jouhaux et Krier en très bonne santé, prêts à reprendre le combat dès que les circonstances le permettront et que dans les deux localités on y fait encore, heureusement, excellente chair.

C'est avec le plus vif regret que j'ai quitté la demeure hospitalière où j'ai vécu deux journées dans une atmosphère aussi cordiale que fraternelle.

Lundi 31 août

Je suis arrivé à Lyon ce matin à 10h40 et en rentrant à l'hôtel j'ai trouvé un avis de la poste m'informant qu'un colis était parvenu à mon adresse.

Je m'y rendis immédiatement et l'on me remit le colis annoncé par François Saintes dans sa lettre du 24 août. Malheureusement l'emballage s'était rompu et les six œufs qui s'y trouvaient étaient écrasés. De plus, le colis étant resté exposé au bureau de poste depuis vendredi jusqu'à ce matin, les œufs étaient immangeables.

Dans le temps que nous vivons, la perte de six œufs, c'est une véritable catastrophe qui aurait été évitée si Saintes n'avait pas voulu trop bien faire les choses.

En effet, dans le colis il y avait encore une boîte de saindoux, une de pâté de foie, une de lait condensé et une ligne de chocolat kwatta ! Je suis vraiment comblé.

Mardi 1er septembre

Ce matin, un peu avant deux heures, les canons et les mitrailleuses de la DCA ont de nouveau pétaradés pendant un quart d'heure...

J'ai reçu ce matin une carte de Mlle Coens de Paris, datée du 27 août, m'informant que Carmen avait reçu ma carte du 17 août et m'annonçant l'envoi d'un mandat de 1 000 francs ! J'ai immédiatement répondu qu'on ne fasse rien.

Mercredi 2 septembre

Depuis près de deux mois que je suis à Lyon, je suis allé cet après-midi, pour la seconde fois, au cinéma. La première fois, on donnait « Le Maître de Forges ». Aujourd'hui, c'était Shirley Temple qui tenait l'affiche dans un film intitulé « Susannah ». comme toujours Shirley était adorable et si Gusta avait été avec moi, elle aurait certainement voulu rester pour voir le film une seconde fois. J'aurais naturellement commencé par dire non et puis...Nous serions restés ! Ce n'aurait par contre pas été l'avis de Ramon qui, outre qu'il n'aime pas – actuellement du moins – les femmes, même les vedettes, veut des films d'action, de courses-poursuites et de batailles. Cependant, les courses de skieurs en France, en Allemagne, en Norvège et en Amérique, les sauts formidables réalisés par certains et les chutes fantastiques de quelques autres, l'auraient réjoui et pour cela, lui aussi aurait certainement voulu voir deux fois...

Jeudi 3 septembre

Il me semble qu'il y a plus de légumes aux marchés que précédemment. Ceux qui dominent – et de loin – sont les tomates, les céleris et les salades. On voit aussi assez bien de persil et de cresson. Il y a des pommes de terre, mais en très petite quantité.

Et lorsqu'on demande aux Lyonnais : « Mais que mangera-t-on en hiver », ils répondent invariablement : « Ce qu'on a mangé l'hiver dernier : des navets, des rutabagas, un peu de pommes de terre et ce qu'on aura pu mettre en conserve l'été ! ». Merveilleuse perspective pour ceux qui sont

obligés de manger, midi et soir, au restaurant. Les boucheries et les charcuteries sont également mieux fournies et il y a des viandes de toute espèce, pour beaucoup plus de tickets que je n'en dispose. Par contre, les fruits deviennent plus rares. Le nombre de marchands de raisins se resserre chaque jour et il faut de nouveau faire la queue pour en obtenir. Certains marchands n'en donnent même que contre présentation de la carte ad hoc.

Depuis quelques jours, il y a des raisins noirs. J'en ai acheté ce jeudi un kilo - ils étaient excellents - pour six francs ! Depuis des semaines, il n'y a plus de valises à trouver à Lyon. En passant cet après-midi, rue de la République, j'entre par hasard au Grand Bazar et il y en avait... Deux. Une femme en acheta une et je pris l'autre pour le prix de 155 francs. C'est pour rien !

En route pour Lisbonne

Vendredi 4 septembre

Hier soir, en rentrant à l'hôtel on m'informa qu'on avait téléphoné du consulat américain pour me prier d'y passer le plus vite possible.

J'y suis allé ce matin et M. Lagrange m'a remis un passeport en disant qu'en partant ce soir j'aurais un compagnon de route qui prenait la même direction que moi.

Je dis un passeport parce que le document qu'on me donna n'avait de vrai, pour ce qui me concerne, que la photographie. En voici du reste le libellé.

PASSEPORT

STEVENY, Georges Henri
Célibataire, Entrepreneur, né à Nivelles le 14 février 1887
Domicilié 117, avenue du Centenaire, Nivelles, Belgique
Carte d'identité de l'Office belge à Lyon du 22 avril 1942 n°39 CC 58 416
Passeport valable pour tous pays étrangers non belligérants, du 23 avril

1942 au 23 octobre 1942
Délivré à Lyon, France, le 23 avril 1942
(s) MARSHALL M. VANCE
Consul des Etats-Unis
Chargé des Intérêts belges à Lyon (France)

La chose me parut tout d'abord assez difficile car je ne m'attendais pas à un départ aussi précipité et je n'avais que quelques heures devant moi pour m'assurer tous les préparatifs : change, chemin de fer, hôtel, bous-tifaille pour le voyage, etc....

Et puis, je n'avais pas de pantalon, mais ceci... C'est une histoire dont je parlerai un jour ?

Nonobstant les difficultés que je prévoyais, j'acceptais - il y a aujourd'hui deux mois exactement que j'ai quitté Bruxelles - dans la crainte qu'en différant le départ, ne fut-ce qu'un jour ou deux, d'autres difficultés ne surgissent.

Je courus donc de droite à gauche et à 6h30 du soir, tout était réglé ! Mes bagages prêts et je n'avais plus qu'à dîner aussi copieusement que possible, avant de me mettre en route. C'est ce que je fis et à 21h15 j'entrais dans le train, qui bien que ne partant qu'à 23h05 était déjà archi bondé. Je n'avais, en effet, pu retenir une place. Tout était loué à 16 heures lorsque j'avais été prendre mon billet et je fis la première partie du voyage, c'est-à-dire jusqu'à Avignon, debout, dans le couloir d'une voiture où il y avait des voyageurs pour en remplir trois !

Des dizaines de voyageurs restèrent d'ailleurs sur le quai et il en fut de même à toutes les gares où le train s'arrêta. A Avignon - 3 heures du matin -, je devais changer de train et prendre celui de Narbonne, mais ce dernier n'était pas moins bondé que celui que je venais de quitter et ... Je restais, moi aussi, sur le quai !!! Je passais le reste de la nuit au buffet de la gare.

Il paraît tout à fait superflu de dire que c'est sans le moindre regret que

j'ai quitté Lyon et la France soi-disant libre. Sans doute le pays, tout le pays, est-il en quelque sorte sous séquestre et l'occupant tient-il à montrer, ou à faire sentir, qu'il est le maître.

Mais précisément ce qui répugne, ce qui dégoûte de la France, c'est que les « autorités Pétiennens » essayent de faire accroire qu'elles sont maîtresses des destinées de la nation, qu'elles dirigent ce qui reste de la Métropole et de l'Empire et que si la population manque de tout c'est uniquement à cause des paysans et des cultivateurs qui ne font pas assez d'efforts, qui ne donnent pas jusqu'au dernier radis de leurs récoltes et aussi naturellement à cause du marché noir !

Les barbouilleurs de la presse synchronisée font obligatoirement chorus et vous ne trouverez jamais dans leurs feuilles asservies, un mot pour dénoncer les Allemands qui sont à l'origine de tout et qui pillent systématiquement la France, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest...

N'insistons pas et Lyon étant désormais derrière moi – et probablement pour longtemps – notons quelques-unes des choses qui frappent le plus le flâneur qui observe, même distraitement, la rue.

Ce qui m'a le plus frappé c'est :

- Que 80 % des femmes ont résolu le problème de la pénurie des bas... En n'en portant plus ;
- Que la plupart des jeunes filles et des jeunes femmes portent des chaussures, si on peut appeler « chaussures », de grosses semelles en bois, munies de cordons ou de lanières pour les attacher aux pieds. Cela fait un beau « clip-clap » sur les trottoirs. Mais beaucoup de femmes ont trouvé ainsi le moyen de se grandir assez sérieusement car les semelles et les talons ont plusieurs centimètres d'épaisseur ;
- Le nombre considérable de femmes enceintes sans compter, cela va de soi, celles qui le sont sans encore aucune apparence ;
- Que presque tous les hommes s'en vont nu-tête ;
- Que 8 ou 9 personnes sur 10 qu'on rencontre dans la rue mangent des fruits ;

- Le nombre invraisemblable de bureaux de vente de billets de la Loterie nationale ;
- Que tous les cafés, restaurants et magasins ferment obligatoirement un jour par semaine ;
- Que tous les établissements ferment annuellement pour la période de congé qui varie entre 15 jours et trois semaines ;
- Que les moyens de transport en commun sont très nombreux et que les voitures de tramways, par exemple, sont d'un modèle archaïque ;
- Que le nombre d'autos marchant à essence paraît plus nombreux qu'en pays occupé mais qu'il y en a aussi quantité équipée de bonbonnes et de gazogènes.
- Les maisons extraordinairement nombreuses sur lesquelles on trouve une plaque « Abri refuge », 30 personnes, quelques-unes « 50 personnes » ;
- Le pittoresque des vieux quartiers St Paul – St Jean et La Guillotière - . Je ne dis rien de l'intérieur des maisons ;
- Le nombre de ponts. Dans la traversée de Lyon, il y en a 11 sur le Rhône et 12 sur la Saône.

Samedi 5 septembre

À 8h15, je pars vers Nîmes bien installé dans un compartiment de 3ème classe. À Nîmes, on change de train et quelle cohue mes frères ! C'est à peu près comme la veille à Lyon et je fais le voyage presque jusqu'à Narbonne où le train arrive à midi, debout et bousculé à chaque arrêt où il monte plus de voyageurs qu'il n'en descend, sauf pendant les _ d'heure que j'ai passé au wagon-restaurant où j'ai très bien déjeuné. On n'est plus guère difficile maintenant.

À Narbonne, je devais encore changer de train pour prendre la direction de Cerbère et Port-Brou.

Après consultation de l'indicateur, je constatais que je pouvais partir tout de suite, mais jusqu'à Perpignan seulement, ou jusqu'à Corbère à 20h43.

Dans ces conditions, il valait mieux rester à Narbonne pour partir le

lendemain avec l'express de 10h28 qui arrive à Port Brou à 12h45 (heure espagnole, c'est-à-dire une heure en retard sur l'heure française et belge) et repartir de là à 15h50 pour arriver à Barcelone à 19h30.

Mais un autre problème se posa tout de suite à mon esprit. À Lyon, je n'avais gardé qu'une bonne centaine de francs français parce que la sortie de France de cette monnaie est interdite. J'en avais donné 1 000 à De Saedeleer qui doit rentrer en Belgique dans quelques jours et qui m'a promis d'aller en remettre la contre-valeur à Mami. D'autre part, comme je viens de le dire, j'avais mangé au wagon-restaurant et cela m'avait coûté 56,50 francs de telle sorte qu'à Narbonne, il me restait exactement 48,50 francs. J'entrais dans le premier hôtel rencontré, « Les Ambassadeurs » - excusez du titre -, et j'obtins une chambre pour 18 francs plus le service.

J'en pris possession immédiatement, je me lavai des pieds à la tête ou plutôt de la tête aux pieds, puis je me suis mis au lit pour en sortir quatre heures plus tard parfaitement reposé.

J'avais déjà visité Narbonne en 1923, lors de la campagne de meeting de protestation franco-belge contre l'occupation de la Rhur - ô dérision - et je revis cependant avec plaisir le merveilleux Boulevard Frédéric Mistral, le vieux quartier de la ville et surtout l'Hôtel de ville de la Cathédrale construite en style roman.

À 21 heures, je rentrais à l'hôtel pour manger dans ma chambre, d'excellent appétit, les provisions emportées entre autres : pain, beurre, une boîte de sardines et, pour dessert, des merveilleuses grappe de raisins.

La journée se terminait ainsi mieux qu'elle n'avait commencé et je me suis mis au lit à 22h30 jusqu'au lendemain à 9 heures.

Dimanche 6 septembre

À 10h28, le train m'emportait pour me déposer à Cerbère - douane français - à midi. Contrôle des passeports, de l'argent et remise des tickets d'alimentation.

À 13h30, départ et arrivée à Port-Bou - douane espagnole - 10 minutes

plus tard. Un agent de l'Américain Express se trouvait sur le quai pour donner toutes sortes d'explications utiles. Ensuite, à nouveau contrôle des passeports, établissement d'une fiche d'identité, motif du voyage, etc.... Et encaissement du chèque de 400 pesetas que m'avait remis le crédit Lyonnais contre versement de 2 100 francs français.

L'agent de l'Américain Express se chargea de prendre un billet de 1ère classe - comme il le fait pour tous les Belges - dit-il dont coût 43,35 pesetas - au lieu de 21 en 3ème classe, d'après l'indication qu'on m'avait donnée à Lyon et il m'en réclame 50 ! C'est seulement dans le train que je m'aperçus du prix réel du billet. Toujours suivant les indications reçues à Lyon, je lui donnai 10 pesetas de pourboire de telle sorte que le camarade a encaissé 16,65 pesetas pour la peine qu'il s'est donnée. Nous étions quatre Belges à ce train et peut se rendre compte de l'ampleur des gains réalisés par cet agent. Mais que voulez-vous, on est en Espagne, le pays par excellence de la main tendue, où le « proprino » est érigé en système !

Enfin, à 15h50, le train démarrait pour nous déposer cette fois à Barcelone, sous une pluie battante, à 19h45.

La gare de Barcelone est immense et la verrière qui couvre les quais intérieurs a des proportions gigantesques, mais - c'est vraisemblablement le fait de la guerre civile - il ne reste pas un carreau à la carcasse de 1er et il pleut dans la gare comme dans la rue. Ce qui n'empêche qu'il y a sur les quais et à tous les passages conduisant vers les sorties un monde fou et avant d'avoir atteint la rue, vous êtes sollicité par 20 ou 30 personnes qui s'offrent à vous porter vos bagages et vous conduire dans un hôtel. J'ai confié ma valise à un gamin comme Ramon et j'en ai été quitte avec 5 pesetas.

À l'hôtel Marina (Plaza Palacio) où je suis descendu - en même temps qu'une dame de Bruxelles que j'avais rencontrée à Port Bou et qui va rejoindre son mari au Congo avec son fils de 18 ans - les formalités d'inscription sont vite remplies et à 21 h, on se mettait à table pour dîner sans qu'on nous réclama au préalable des tickets ou des timbres !!!!

Lundi 7 septembre

Je désire absolument partir le soir pour Madrid, mais il est, paraît-il, difficile d'obtenir un billet sans faire la queue pendant des heures ! Sitôt que j'ai déjeuné, je me suis rendu à l'agence Américan Express où l'on commença par me dire que tous les trains pour Madrid étaient complets jusqu'à dimanche prochain ! Après discussion, le préposé me promit un billet de seconde classe pour le train qui part ce soir à 19h50 mais que je paierais 14 pesetas « pour la queue », c'est-à-dire pour ne pas la faire – en plus de 120 pesetas que coûte le billet. Ce qui prouve, une fois de plus, que moyennant pourboire, on obtient ce qu'on veut.

De là, je me rendis à la police de sûreté pour faire viser mon passeport et ensuite au bureau de tabac où je reçus deux paquets de cigarettes au titre de « passager ».

Mardi 8 septembre

Parti de Barcelone hier soir, je suis arrivé à Madrid ce matin à 11h20. J'allais directement à l'hôtel Mora (Paeso del Prado 32) et de là au consulat belge (Calle Nunez de Balboa,67) où je fus reçu des plus aimablement par M. Max R. Crener, un peu avant 13h00. M. le Consul me fournit toutes les indications nécessaires pour la poursuite du voyage et en même temps qu'il chargeait un des employés d'aller retenir un billet pour Marvao (frontière portugaise), il me remettait sa carte avec un mot pour me présenter à l'agent que je trouverais à la gare frontière.

De là, je suis retourné à l'hôtel pour déjeuner et à 16h00, je montais dans la chambre pour me laver avec l'intention de redescendre tout de suite pour aller faire un tour dans la ville. Malheureusement, je me jetais sur le lit et je m'endormis jusque près de 19h00 ! Je n'avais plus que le temps de me rafraîchir très rapidement et de descendre dîner car il fallait être à la gare à 20h00.

Un taxi m'y conduisit et avec l'aide d'un agent de l'hôtel – qui me confia être toujours « rouge » (Josez Perez, Calle de Rio, 4, Madrid) - je me casais dans le coin d'un compartiment de 2ème classe, beaucoup plus confortable que les secondes du train Barcelone-Madrid.

Mercredi 9 septembre

Le train quitta la capitale espagnole le mardi à 21h00 et le lendemain à 7h30 du matin, il stoppait à Valencia, douane espagnole pour le contrôle des bagages et surtout de l'argent.

Il me restait 33 pesetas que je déclarais ce qui n'empêcha pas le douanier de me fouiller consciencieusement. Après quoi je passais à la caisse et le préposé, après vérification, vous laisse ce que vous possédez en disant d'aller déjeuner et de lui apporter le reste...

J'ai commencé par prendre le déjeuner – café au lait, pain beurré et là-dessus un bon cognac. J'achetais ensuite deux sandwiches avec viande de bœuf, deux œufs durs, deux pêches, une demi-bouteille de vin blanc et il ne me restait plus que quelques sous, qu'on dédaigne de prendre !

À 9h35, le train se remettait en marche et à 10h05, il arrivait à Marvac-Baira, douane portugaise. Revisite des bagages et au restaurant de la gare un agent britannique me remit un billet de seconde classe pour Lisbonne et cent escudos.

À 11h35, le train s'ébranlait à nouveau et à 17h30, il entra en gare de Lisbonne. Je trouvai à la gare un agent de l'hôtel Braganca (12, rue de Alegria) qui m'y conduisit et où je pus me laver. J'étais noir comme un charbonnier, pour descendre ensuite dîner et enfin me coucher car après deux nuits passées dans le train, j'en avais grand besoin !

En résumé, parti de Lyon le vendredi 4 septembre à 23h00, j'arrive à Narbonne le lendemain à midi. Je repars de Narbonne le dimanche 6 septembre à 10h23, j'arrive à Barcelone à 19h45.

Je repars de Madrid le soir même à 21h00 et le mercredi 9 septembre à 17h30 je débarquais à Lisbonne. Cette deuxième partie du voyage s'est accomplie sans plus de difficultés que la première.

Barcelonne & Madrid

Lorsqu'on arrive en Espagne, on songe inévitablement à la guerre civile qui mit la population aux prises pendant plus de trois ans et aux destructions qui doivent en être résultées. On regarde aux fenêtres de la voiture du train et on est tout étonné de ne voir les 7/10 ème du temps que des campagnes de terre brûlée et rocailleuse.

À Barcelone, sauf aux alentours de la gare et du port qui se trouve à proximité, on ne voit guère que quelques bâtiments détruits ou qui ont souffert de la furie des combattants.

À Madrid, les bâtiments des grands boulevards et des quartiers « chic » sont intacts et à la remarque que j'en faisais à mon pilote de l'hôtel, il répondit qu'en dehors de la Cité universitaire qui a été rasée et des quartiers qui l'entouraient, il n'y avait guère eu de destructions d'importance dans la capitale.

Je regrette évidemment de n'avoir pas eu le loisir de rester un peu plus dans chacune des deux grandes villes espagnoles pour voir les faubourgs et me rendre compte de ce qu'il y avait eu. Car si certaines dévastations de la guerre civile ont été réparées ou camouflées, on peut tout de même en juger plus ou moins. Mais après tout si les destructions ont été moins grandes que ce qu'on nous disait à l'époque, c'est tant mieux.

Du 7 juillet 1942, date de mon arrivée à Lyon, au 4 septembre date de mon départ, j'ai noté à différentes reprises la vie misérable qu'on menait en France et les restrictions que l'on était contraint de s'imposer.

Dès l'entrée en Espagne, tout change et l'on est tout éberlué de voir les magasins regorger de marchandises que l'on peut se procurer sans carte, ni bon, ni timbre, ni ticket.

J'ai mangé la première fois à Barcelone le dimanche soir et l'on m'a servi :

Un potage très consistant,
Des haricots verts qui baignaient dans la sauce,
Deux côtes d'agneau avec tomates,
Une banane... Et des raisins pour le dessert.

Le petit-déjeuner du matin ne comporte qu'une tasse (grande), autant de lait que l'on veut, du café et du sucre en poudre et trois petits bonbons secs.

Le lundi midi, j'ai eu :

Hors d'œuvre :

Tomates, salade d'oignons, olives, radis et une sardine,
Omelette aux champignons, poisson avec pommes de terre,
Banane et poire pour le dessert.

Évidemment, on paie plus cher à Barcelone qu'à Lyon mais c'est infiniment mieux et, à ce régime, on aura vite récupéré ce que l'on a perdu au cours des deux derniers mois passés en France.

Concernant les prix, j'ai noté :

Repas au restaurant	de 8 à 20 pesetas
Chemise	de 30 à 70 pesetas
Costume	de 600 à 1000 pesetas
Chaussures pour hommes	de 120 à 180 pesetas
Œufs	1,50 pesetas la pièce, etc....

Multipliez ces prix par 3,28 et vous saurez ce que vous paierez en francs belges. Mais cette comparaison n'aurait qu'une valeur tout à fait relative.

Dans les rues de Barcelone, on voit des policiers en très grand nombre, les agents du service de la circulation sont vêtus d'une veste blanche et portent un casque et des gants blancs ; d'autres policiers se promènent avec le fusil en bandoulière et les carabiniers sont toujours coiffés du légendaire chapeau casserole !

Les cireurs de chaussures continuent à pulluler de même que les ramasseurs de mégots, les mendiants, les vendeurs d'allumettes et de billets de la loterie permanente !

À Madrid, même abondance de produits en tout genre aux étalages des magasins et même abondance de nourriture au restaurant.

Il convient cependant de remarquer que l'abondance des produits n'est que toute relative et qu'en tout cas, elle n'assure pas abondance de biens à la masse de la population espagnole.

En effet, les salaires qui sont fixés par les autorités étaient au début de septembre 1942, en moyenne, de 8 pesetas par jour pour les manœuvres, de 10 pesetas pour les spécialisés et de 12 pesetas pour les qualifiés.

D'autre part, la durée hebdomadaire du travail est de 48h et le salaire est payé pour le 7 jours de la semaine. Mais si l'on se reporte aux prix des quelques articles que nous avons signalés plus haut, l'on se rendra compte que ce n'est pas la « faveur » du paiement d'un jour en plus par semaine qui donne aux travailleurs la possibilité de se procurer ce qui leur est indispensable.

Au surplus, le rationnement établi en Espagne est encore plus lamentable que celui établi en Belgique par les boches et leurs complices :

80 gr de pain/jour,
1,500 kg de pdt /sem pendant 3 mois de l'année,
1 kg/mois pendant les 3 autres mois et puis... Plus rien,
300 gr de riz/sem, de haricots ou de pois chiches que les ménagères assaisonnent avec un peu d'huile,
100 gr de viande/mois,
Du poisson (sardines, maquereau, ou hareng de temps à autre).

Et, dans ce pays qui possède des provinces qui sont d'immenses jardins de délices, le peuple ne peut acheter des fruits parce qu'ils sont trop chers (oranges, 4 pesetas/kg ; pommes 6 pesetas/kg ; bananes 3 à 3,50 pesetas/kg ; raisins 3 à 6 pesetas/kg, suivant la saison) et l'on peut voir à

Madrid comme à Barcelone quantité de gens ramasser des oranges et des bananes pourries dans les poubelles des magasins et des marchés.

Mais alors l'abondance dans les magasins et les repas copieux des restaurants ? Ça c'est une forme de propagande particulière à tous les régimes de dictature, imaginés pour épater l'étranger qui a le portefeuille plus ou moins bien garni et lui donner l'impression – s'il ne se renseigne pas à bonne source – que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes totalitaires !

Lisbonne

À Lisbonne, c'est, si on peut dire, encore mieux et je ne me rappelle pas avoir jamais vu nulle part une telle richesse de produits exposés dans les magasins et dans les rues.

Que ce soit du poisson, du fromage, de la pâtisserie, des liqueurs, des étoffes, des fruits, des légumes, des chaussures, du tabac, cigares et cigarettes, il y en a tellement que l'on se demande comment il est possible que tant de pas en soient dépourvus !

Et au restaurant, l'on y mange vraiment comme au temps de Partagruel. Rien d'étonnant que l'on voit ici assez bien d'hommes très rondelets et que beaucoup de femmes n'aient pas la ligne de leurs sœurs de Paris.

Pour les Belges affamés qui viennent de France, ils peuvent se permettre une cure intensive de reconstitution qui leur fait le plus grand bien.

Cependant, en voyant les plats affluer sur la table, on a souvent le cœur gros en pensant aux misères que subissent ceux qui sont restés au pays.

Pour donner une idée, voici les menus du vendredi 11 septembre :

Matin : café au lait et sucre à volonté, trois petits pains blancs et beurre.

Midi : moules portugaises, poisson, omelette avec pommes frites, rosbif, raisins et poire. Café et une demi-bouteille de vin.

Soir : Potage aux pâtes, poisson, viande de bœuf, flanc, raisins et banane, café et une demi-bouteille de vin !

De ce qui précède, il ne faudrait pourtant pas conclure que le Portugal en général et Lisbonne en particulier, est un paradis idéal pour tout le monde.

S'il y a abondance de produits dans les magasins de luxe et dans les grandes artères, on rencontre dans les rues quantités de gens qui dénotent le dénuement le plus complet et la misère la plus sordide. On en comprend du reste très vite les raisons lorsqu'on est renseigné sur les salaires généralement payés.

Dans un magasin où le patron parle français, il nous disait qu'un de ses employés – premier vendeur et qui est dans la maison depuis 18 ans – gagne 450 escudos par mois !

Suivant le coiffeur où je me fais raser, les salaires dans l'industrie seraient de 12 à 17 escudos par jour, suivant la qualification !

Observons quelques prix :

Un parcours en tramway	0,50 ¹² minimum
Pain blanc (1kg)	3,80 escudos
Pain noir (1kg)	1,50 escudos
Pommes de terre (1kg)	1,00 escudos
Paquet de tabac (25 gr)	1,80 escudos
Paquet de 20 cigarettes	1,80 escudos
Une boîte d'allumettes	0,20 escudos
Une barbe	1,00 escudos
Une coupe de cheveux	3,00 escudos
Un journal	0,40 escudos

¹² Un escudos vaut 100 centavos comme notre franc vaut 100 centimes. D'autre part, Salazar a stabilisé la monnaie à 110 escudos par livre sterling. Officiellement l'escudos avait donc une valeur de 12 % supérieure au franc belge. Officiellement à Londres, une livre sterling vaut 123 francs belges. Mais pratiquement l'escudos se paie beaucoup plus cher. Le 8 octobre, un camarade a changé à Lisbonne 1 000 francs français et il a reçu 102 escudos. À ce compte, un escudos vaudrait 9.80 francs français et le franc belge étant lui-même coté 35 % de plus que le franc français (176 pour 1 livre) un escudos vaudrait par conséquent 6,37 francs belges ! Il n'est donc pas à conseiller aux travailleurs belges de venir passer leurs vacances au Portugal.

Si on calcule la quantité de ces produits, que le travailleur portugais peut se procurer, avec le prix d'une journée de travail, l'on constatera qu'elle est infiniment moindre que ce que pouvait obtenir, dans les mêmes conditions, le travailleur belge avant mai 1940.

Depuis la guerre actuelle, les prix de choses les plus indispensables à la vie ouvrière auraient augmenté dans la proportion de 5 à 10 %. Cela explique aussi le nombre considérable de gamins de 6 à 12 ou 13 ans qui courent les rues pour vendre quelques journaux ou cirer les chaussures, le nombre de gagne-petit, surtout des femmes, qui s'en vont de porte-à-porte avec un large panier sur la tête, vendre des sardines, des poissons, des fruits ou des légumes et enfin le nombre de personnes qui tendent la main.

Lisbonne est une très grande ville – 600 000 habitants – et beaucoup plus accidentée que Bruxelles qui passe pour une ville extrêmement fatigante. Lorsqu'on abandonne les quais du port et les rues du centre, ce sont des côtes dans tous les sens, à n'en pas finir. Il y a d'ailleurs, dans certaines rues, des funiculaires et même un ascenseur qui assurent la montée et la descente.

Il y a de larges boulevards, des places extraordinairement spacieuses, des magasins luxueux, des cafés, des restaurants et des hôtels qui ne le sont pas moins. Il y a des tramways – les voitures sont très confortables, très propres et très coquettes – en nombre considérable et des taxis d'un luxe que je n'ai jamais rencontré dans aucun pays.

On y trouve aussi des jardins publics, des squares, des parcs, des monuments, des palais et des musées qui sont, paraît-il des plus intéressants. Si j'en ai le loisir, j'irai les visiter.

Jeudi 10 septembre

Le matin, je suis allé à la Légation de Belgique –rue S. Félix, 75 – et j'y retournais encore l'après-midi. Je fus successivement reçu par M. Balaes, Rotchill et le Ministre Motte qui s'excusèrent à tour de rôle de m'avoir laisser « poireauter » deux mois à Lyon alors que Rens et Spaak lui-même

avaient donné des instructions pour que l'on hâte mon arrivée à Londres où l'on m'attend, m'ont dit ces messieurs, avec la plus grande impatience ! Il paraît que c'est la faute des services qui ne sont pas emboîtés, mais enfin, passons.

En tout cas, l'on m'assuré que je partirais avec un des premiers avions qui s'en irait vers la Tamise. Espérons-le.

M. Rotchill, secrétaire de la Légation, me demande ce que l'on pourrait faire pour moi, si je n'avais besoin de rien et sur ma réponse que le pantalon que je portais était fortement hypothéqué, que mes chaussures ne l'étaient pas moins, il me fit remettre une somme de 1 000 escudos.

Je me rendis aussitôt aux « Grandes Amazens de Chiado » - rue de Carmoy, 2 - où j'achetais un pantalon, une ceinture en cuir, deux chemises, deux cravates, deux paires de chaussettes, des jarretelles et une paire de chaussures jaunes, pour une somme de 538,50 escudos, sur laquelle on me fit une ristourne de 10 %.

En outre, j'y laissais mes vieilles chaussures pour y faire mettre des nouvelles semelles et des talons. Un peu rééquipé je pourrais voir un peu plus loin.

M. Rotchill et Motte m'avaient prié hier d'aller les revoir cet après-midi, mais lorsque j'arrivai, vers 15h30, ils s'excusèrent de ne pouvoir s'entretenir avec moi, le courrier qui devait être expédié ce soir- même pour Londres ne leur laissant aucun répit.

M. Motte mit à ma disposition une dactylo à laquelle je dictai un bref rapport sur l'activité ouvrière en Belgique depuis septembre 1940 à juin 1942, rapport que l'on a fait partir avec le courrier diplomatique.
Samedi 12 septembre

Invité à la Légation de Belgique, j'ai eu ce matin un long entretien avec M. d'Orlons. Il tenait à connaître - pour confronter mes renseignements avec ceux qu'il a obtenus d'autres personnalités et être en mesure de faire rapport au Gouvernement - l'état d'esprit des milieux ouvriers et

de la population en général sur les multiples problèmes qui se poseront après la guerre.

Je lui ai indiqué que les travailleurs ne feraient certainement pas de sottises si on leur accordait immédiatement des avantages substantiels, tant au point de vue moral que matériel.

Ils doivent en tout premier lieu être rétablis dans tous leurs droits et la liberté syndicale ne doit plus être jugulée, sous n'importe quel prétexte.

Ils doivent être mieux considérés dans les entreprises et être admis à discuter avec les patrons, des problèmes de l'embauchage, du débauchage, des salaires et des questions de travail en général.

Le gouvernement Pierlot - Spaak doit reprendre le pouvoir, dès l'évacuation du pays par les troupes allemandes, et relever de toute urgence le taux des pensions de vieillesse. Ce dernier qui était de 3 200 frs devrait être porté à six ou sept mille francs compte tenu de la valeur du franc au moment où on fera l'opération. Si le gouvernement de Londres pouvait annoncer à la radio qu'il envisage pareille réforme, il s'assurerait, dès maintenant, la sympathie de tout le monde du travail.

Il doit préparer - s'il ne l'a déjà fait - un projet complet d'assurances sociales et le faire entrer dans la loi le plus rapidement possible.

J'ai encore signalé à M. d'Orlons les conversations que nous avons eues en Belgique avec des représentants du C.C.I, avec M. de Launoy et Dewandre et des personnalités politiques de Liège, avec les dirigeants des syndicats chrétiens etc.....

M. d'Orlons m'a aussi demandé ce que l'on pensait du Roi, de la monarchie, si l'on songeait à modifier le système électoral, le fonctionnement du régime parlementaire et enfin comment serait accueillie l'idée non pas d'une dictature mais d'un gouvernement qui ne serait pas obligé de rendre, à tous instants, des comptes à un Parlement plus ou moins déchaîné. Je lui ai répondu sur tous ces points en signalant les idées qui avaient cours dans les milieux syndicalistes et socialistes.

Mais, M. d'Orfons m'a demandé si j'avais des indications au sujet des formations paramilitaires, de l'armement clandestin, des socialistes, des communistes et d'autres groupements.

La conversation a duré plus de deux heures, après quoi il fut convenu de la poursuivre lundi prochain à 10h30.

L'après-midi, je suis allé au Parc Sanitaire où tous les étrangers doivent se rendre dès leur arrivée à Lisbonne. On a pris ma température et quelques indications d'identité, puis on m'a prié de m'y représenter le 20.... Si je suis toujours ici !

Ensuite, je me rendis à l'Office belge du Colis Alimentaire, 10, rue de Loreto, pour faire le versement en vue de l'envoi à Gusta, Ramon et Mami, de conserves que l'on ne trouve plus en Belgique. Les bureaux étant fermés –samedi après-midi – j'irai lundi matin.

Dimanche 13 septembre

Il y a quatre jours que je suis à Lisbonne et c'est aujourd'hui mon premier dimanche et, après les bousculades de l'arrivée, les courses d'installation et de reconnaissance, je suis content de n'avoir rien d'autre à faire que de flâner à ma guise.

Il fait beau et me voilà installé sur un banc d'un square à 50 mètres du Tage. Je lis un chapitre du livre, très intéressant au point de vue rétrospectif, que Victor Marguerite a écrit sur Aristide Briand. Je ne vais ni le commenter, ni l'analyser et puisque je n'ai pas mieux à faire, je vais transcrire l'histoire de mon pantalon.... Auquel j'ai déjà fait allusion, deux ou trois fois, au cours de ces notes.

C'est dans la nuit du 6 au 7 juillet que je suis parti du Creusot pour passer ce que l'on appelle la ligne de démarcation, c'est-à-dire pour passer de la France occupée en France inoccupée ou soi-disant libre. La nuit était noire, il pleuvait et se cela était de nature à favoriser le passage sans courir le risque de rencontrer les patrouilles allemandes ou françaises, la marche en terre inconnue rendait par contre le parcours plus difficile.

Nous avons marché sur une voie de chemin de fer désaffectée pendant plus d'une heure, sans toujours pouvoir éviter les traverses désempierées, ni les fils qui longent la voie, ni les fosses et les bosses. L'on n'osait pas faire de la lumière et je n'y voyais vraiment goutte.

À un moment donné, je tombais lourdement. Je me relevais heureusement sans aucun mal, mais il n'en fut pas de même de mon pantalon qui avait à la jambe droite une déchirure, à angle droit, d'au moins 5 à 6 centimètres !

De plus, pour arriver à l'autre côté de la ligne de démarcation, il fallait traverser un long tunnel dont l'entrée du côté de la zone occupée était barricadée de fils de fer barbelés extrêmement serrés. L'on n'avait pas de cisailles. Il fallut soulever les fils comme l'on put et passer à travers. J'y parvins mais pas sans nouveau dommage pour mon pantalon.

En d'autres temps, cela n'aurait été qu'un petit malheur et sitôt arrivé à destination, j'en aurais acheté un nouveau. C'est ce que j'ai tenté de faire en arrivant à Lyon mais l'on me réclama une carte, un bon et des points indispensables à tout achat de produits textiles¹² !

Je n'en avais naturellement pas et je ne pus en trouver. Je n'avais d'autre recours que de demander à l'hôtel de recoudre la plus grande partie de la déchirure, ce que l'on fit tant bien que mal.

Le lendemain, je me suis mis en quête d'une des maisons de stoppage qui sont, du reste, très nombreuses à Lyon. Mais, elles étaient toutes surchargées de travail et de plus, l'on entra dans la période des vacances. Ce qui fait que les unes n'acceptaient plus de travaux pendant trois ou quatre semaines plus tard !

Ce n'était qu'un demi-mal si l'on avait voulu comprendre que n'ayant qu'un pantalon je ne pouvais m'en dessaisir pendant un mois et qu'il fallait par conséquent fixer le jour où je pourrais le faire porter pour le faire reprendre le soir ou le lendemain.

¹² La carte de textile est composée de 30 points pour une année. Il faut 2 points pour une cravate, 2 pour une paire de chaussettes ou de bas, 45 pour un pardessus.

On n'a accepté nulle part cette proposition et j'ai dû me promener pendant six semaines avec un pantalon amoché sur toutes les coutures.

Enfin, le 25 août, je me présentai à la maison « Vitos » - rue Constantine – où l'on me promit de le réparer pour le 12 septembre !!!

De Saedeleer, qui est beaucoup plus petit que moi, me prêtât un des deux pantalons qu'il avait et si pendant six semaines, j'avais assez fortement ressemblé à un guenilleux, pendant trois semaines j'allais ressembler à double patte qui portait toujours des pantalons dix centimètres trop courts.

Et lorsque le 4 septembre, on me remit un passeport pour partir tout de suite, j'eus l'impression que je devrais sacrifier mon pantalon en le laissant à Lyon puisque l'on me l'avait promis que pour le 12.

Pendant que je faisais mes préparatifs, j'envoyai De Saedeleer chez Vitos et il revint avec le pantalon et une facture de 200 francs !!!

Lundi 14 septembre

Tout au matin, je suis allé à l'Office belge du Colis Alimentaire où j'ai versé 198 escudos pour l'envoi de 12 colis contenant deux boîtes de sardines pour une valeur de 16,50 escudos ; le préposé m'a conseillé de faire l'envoi recommandé en disant que les colis arrivaient aussi régulièrement. Il a ajouté que les colis arrivaient généralement 25 à 30 jours après expédition.

À 10h30, je me retrouvais à la Légation de Belgique où M. d'Orfons me posa de nombreuses questions aussi bien sur l'activité syndicale que sur les problèmes d'ordre social, économique et politique envisagés pour après la guerre.

À 13h00, il m'emmena déjeuner au restaurant « Chade-Douru » - Piazza Pedro IV – après quoi la conversation reprit de nouveau jusque 18h30.

Avant de descendre pour déjeuner, on me présenta à M. Gonze, qui s'oc-

cupe des « départs », il m'a affirmé que le gouvernement avait été avisé de ma présence à Lisbonne que des instructions avaient été données pour qu'on me réserve une des premières places disponibles dans le premier avion qui s'envolerait vers l'Angleterre.

Enfin, dans l'après-midi, j'avais revu M. Rotchill qui m'avait demandé ce qu'il pouvait faire pour moi.

À ma question de savoir comment on vivait à Londres, il répondit que les tickets que l'on recevait pour l'alimentation et le reste étaient largement suffisants mais que si on devait compléter sa garde-robe il était préférable de le faire ici. Sur ce, il me fit remettre une nouvelle somme de 2 000 escudos à titre d'avance.

Mardi 15 septembre

Le portefeuille bien garni, j'ai fait de nouveaux achats. Tout d'abord dans un magasin de tissus – rue Augusta, 80 – où j'ai pu choisir dans des kilomètres d'étoffes de toutes teintes et qualités, de tous dessins, les trois mètres nécessaires à la confection d'un complet et pour lesquels j'ai payé 540 escudos.

J'ai ensuite porté l'étoffe chez un tailleur – rue de Commercio, 31 -. Les essayages auront lieu les 17 et 18 courants et le 19 j'aurai le costume.

Enfin, je me rendis de nouveau aux « Grandes Amazens de Chiado » où j'achetais du savon, brosses, gants, laine pour repriser, caleçon, pour un total de 129,60 escudos sur lesquels on me fit la même ristourne de 10 % que la première fois.

Mercredi 16 septembre

Ce soir, on m'a apporté de la Légation belge un télégramme envoyé de Londres à mon adresse, disant : « *Fraternelle bienvenue, très heureux de la revoir bientôt (s) Jef Rens* »

Jeudi 17 septembre

Il paraît qu'il y a plusieurs mois qu'il n'a plu à Lisbonne. Depuis, deux ou trois jours, la température est particulièrement lourde. Brusquement, pendant qu'on dînait, vers 19h30, l'orage s'est déchaîné, mais un orage comme je n'en ai jamais vu en Belgique. Les éclairs zébraient le ciel d'une façon continue. Le tonnerre « craquait » comme il doit craquer lorsque la R.A.F. déverse ses tonnes de bombes sur les usines boches et la pluie tombait avec une violence inouïe. Cela a duré une bonne demi-heure et une heure après tout était séché en ville...

Si c'est le plus pur hasard qui m'a fait trouver une valise à Lyon, la veille de mon départ, à Lisbonne c'est par dizaine qu'on trouve des magasins qui en vendent de toutes grandeurs, de toutes qualités et pour tous les goûts. J'en ai acheté une en simili cuir pour 250 escudos.

Vendredi 18 septembre

Rien de spécial à signaler. Profitons-en pour noter quelques-unes des caractéristiques de la rue à Lisbonne. Ce qui m'a frappé depuis dix jours que je suis dans la capitale portugaise, c'est entre autres :

- L'armée formidable de cireurs de chaussures et la conscience qu'ils mettent à les faire reluire,
- Le nombre considérable d'enfants et d'adolescents qui vendent des billets de la Loterie Nationale – qui se tire tous les samedis – et des journaux et la particulière insistance des uns et des autres à vous en faire acheter,
- Le nombre de personnes qui s'en vont en guenilles et pieds nus,
- La multitude de mendiants,
- La manie des hommes et surtout des gamins de sauter sur les trams en marches et d'en descendre avant l'arrêt,
- Les grappes humaines qui s'accrochent aux plates-formes arrières des voitures de trams-, – il est interdit de monter par l'avant – même sur les butoirs,
- Le transport par les hommes, à dos ou sur les épaules, par les femmes, sur la tête, de charge très lourdes. C'est très probablement à cause de

nombreuses rues extraordinairement accidentées qui rendent l'usage de la brouette et de la charrette à bras, par exemple, absolument impossible dans la plus grande partie de la ville,

- Le luxe des taxis. On dirait toutes les voitures de maîtres,
- La propreté des rues,
- L'abondance des produits de toute espèce dans les magasins de tout genre qui pullulent,
- La placidité des policiers qui ont vraiment tous l'air « bon enfant »,
- Le nombre invraisemblable de salons de coiffure qui rivalisent tous de luxe et de confort,
- La quantité d'ânes et de baudets utilisés pour le transport. Ils traînent des petites charrettes ou portent, accrochés au dos, une caisse de chaque côté du corps contenant des produits divers : fruits, légumes, etc. Ce qui étonne aussi, c'est la façon brutale dont leur conducteur les frappe. Les mulets et les chevaux ne sont pas mieux traités. Il n'y a certainement pas de société protectrice des animaux au Portugal !

Samedi 19 septembre

Le tailleur m'a apporté mon costume ce soir. Je l'ai essayé pour la troisième fois avant d'en prendre possession. Le tailleur m'ayant réclamé 280 escudos, le costume revient donc à 540 escudos + 200 escudos = 820 escudos.

Dimanche 20 septembre

C'est le second dimanche que je passe à Lisbonne. Le soleil darde de tous ses rayons. Un léger vent rafraîchit heureusement la température.

L'après-midi, je suis allé au cinéma Condes où l'on projetait « Carmen » d'après l'immortelle nouvelle de Prosper Mérimée disait l'affiche.

La version du film est tout à fait différente de l'Opéra de Bizet et l'on n'y entend ni « L'amour est enfant de Bohême », ni « La fleur que tu m'avais jetée », ni les fameux chants de la Forêt et du Toréador.

Carmen joue des castagnettes, elle danse et elle chante quelques cou-

plets mais à cela se borne la musique du film.

D'autre part, alors que Bizet fait tuer Carmen par Don José, au moment où elle vient rejoindre le toréador triomphant, devenu son amant, dans le film le toréador, qui tient le taureau en respect, recevant des mains de Carmen un bouquet de fleurs qu'elle lui jette dans l'arène, le porte ses lèvres en regardant amoureusement sa maîtresse et le taureau profite de cette seconde inattention pour foncer dessus et ... L'éventrer.

Enfin, la garde militaire ayant eu connaissance du repaire des contrebandiers, surprennent ces derniers et Don José est également tué !

Et le film se termine par la projection sur l'écran de l'image de Carmen, seule, désespérée de tous les malheurs qu'elle a provoqués !!!

Ce n'était pas mal, mais n'ayant rien compris au dialogue, je n'ai pas été fâché quand est apparu le mot « Fin » qui s'écrit en portugais comme en français...

Lundi 21 septembre

Le matin, je suis allé voir M. Gomez à la Légation pour demander si je pouvais espérer partir bientôt.

Depuis que je suis à Lisbonne, deux avions emportant des passagers sont partis vers l'Angleterre. Le premier, le mercredi 16 emporta un Belge et le second, dimanche 20 septembre, emportant encore deux belges.

Monsieur Gonze m'a répondu que tout le nécessaire avait été fait mais mon passeport n'a pas encore été visé par les Autorités anglaises, ni l'autorisation donnée par le Home Office.

Il a de nouveau télégraphié à Londres et m'a assuré qu'il tiendrait la main à ce que je puisse m'envoler le plus rapidement possible.

L'après-midi, je suis allé faire viser mon papier au Parc Sanitaire.

Pour aller avec mon costume neuf, il me fallait un nouveau chapeau. J'en ai acheté un coût : 130 escudos.

Jeudi 24 septembre

Cet après-midi, le bateau portugais Mouzinho Luanda jaugeant 7 000 tonnes a quitté le port de Lisbonne emportant quelques centaines de passagers d'Afrique, dont 20 Belges se rendant au Congo.

Parmi ces 20 compatriotes, deux seulement – une femme qui allait avec son fils rejoindre son mari – étaient partis de Belgique avec l'idée d'aller au Congo, les 18 autres étaient passés en France, puis au Portugal, avec l'espoir de pouvoir se rendre ensuite en Angleterre.

Dire qu'ils étaient tous enchantés du chemin contraire qu'on leur a fait prendre, ce serait certainement exagérer, mais enfin tout finit par s'arranger et c'est avec l'espoir qu'ils ne resteront pas très longtemps dans la colonie qu'ils sont partis sans trop de peine.

Le départ en bateau pour un voyage en mer de 25 ou 30 jours et emportant des gens qui s'en vont pour des années est toujours émouvant et, on peut me croire, les cœurs sensibles sont mis à une rude épreuve. Et, dans ce pays où il reste des mois sans tomber une goutte d'eau les scènes d'adieux furent désolées par la pluie...

Dimanche

Encore une semaine de passée. C'est encore dimanche et l'on n'a pas la ressource, comme en semaine, d'admirer les merveilleux étalages des magasins car le jour du Seigneur tout est hermétiquement clos.

Il fait toujours beau. C'est à croire que le soleil a pris définitivement pension ici.

Que faire ? Cinéma ? Théâtre ? Je n'y comprends goutte.

Il y a une « Corrida de Toros » aux arènes d'Alges. C'est à une demi-heure

de tram d'où j'habite. Allons-y.

Les arènes peuvent contenir 8 à 10 000 personnes. Les trois quarts des places sont prises et moyennant 7,50 escudos, je suis très bien installé, au douzième gradin, face aux cages d'où sortent les taureaux.

Au Portugal, la mise à mort des taureaux étant interdite, c'est plutôt à des jeux de cirque que l'on assiste. Le spectateur commence par la présentation au public de deux « Cavalieros » qui s'amènent montés sur des magnifiques chevaux qui caracolent, dansent, marchent de côtés et saluent le public de la façon la plus gracieuse, pour sortir à reculons.

Et voici le premier taureau lâché dans la piste. Un des cavalieros l'attend pour lui planter sic banderilles dans le cou, mais il doit les lui planter lorsqu'il fonce sur le cheval. Il faut donc que celui-ci l'évite, le gagne de vitesse car il serait renversé, éventré et le cavalieros malmené s'il ne pouvait se sauver à temps. Le jeu est assez amusant.

Lorsque les banderilles sont plantées, on lâche six autres taureaux – mais inoffensifs ceux-ci – dans la piste et une équipe de comparses manœuvre pour faire entrer le taureau blessé dans le groupe des six. Alors deux Forcados ont pour tâche de sauter sur la bête et de la maîtriser.

Il y a aussi des « Bandarilheiros », à pied qui face au taureau lui plantent également des banderilles dans le cou et enfin un groupe de 6 hommes qui se placent à « la queue leu leu » pour marcher vers le taureau qui « encore » le premier cependant que les autres le maîtrisent.

Les choses ne vont pas toujours sans heurts ni bousculades, mais enfin tout s'est terminé sans casse (si ce n'est que le deuxième taureau en arrivant dans la piste s'est lancé tête baissé contre la balustrade et s'est cassé net une corne).

Ces jeux se répètent six fois pour le plus grand plaisir de la foule qui acclame les belles passes, qui proteste lorsqu'elle croit voir que les hommes aux prises avec les taureaux « trichent » au jeu et hue lorsque les

hommes « ratent » ce qu'elle croit être une belle occasion ! Exactement comme les foules de partout aux matches de football et de boxe...

Lundi 28 septembre

J'ai visité ce matin le vaste marché couvert qui se trouve près de la place Pedro IV. Quelle cohue et quelle abondance de produits de toute espèce : des légumes et des fruits de tout genre, du gibier et de la volaille, de la viande, des poissons de toutes qualités et de toutes grandeurs, des œufs, du fromage, de tout et cela rappelle des Halles de Paris... au temps de la République que Pétain et ses complices ont assassinée pour réduire avec certitude le peuple de France à la misère et à la servitude !

Mardi 29 septembre

La surveillance des étrangers paraît très bien organisée. J'ai noté, sous la date du 12 septembre, que je m'étais présenté au « Parque Sanitario » (Inspection sanitaire). J'y suis retourné une deuxième fois le 21 septembre et l'on m'a dit que c'était suffisant.

D'autre part, dans les 48 heures de l'arrivée, on doit déposer son passeport à la Policia Internacional Portuguesa, qui vous délivre un papier qui en tient lieu, valable pour quinze jours. Le premier visa m'a été délivré gratuitement, le 12 septembre. J'y suis retourné ce matin et l'on m'a accordé un nouveau visa, encore valable pour les 15 jours, mais cette fois j'ai dû payer dix escudos.

Mercredi 30 septembre

Il y a aujourd'hui trois semaines que je suis arrivé à Lisbonne et je n'en sais pas plus que le premier jour sur le moment où je pourrai, enfin, partir pour la dernière étape, c'est-à-dire, pour Londres.

D'après ce que l'on m'a dit cet après-midi à la Légation, les autorités britanniques à Lisbonne peuvent, éventuellement délivrer des passeports pour la Grande-Bretagne aux personnes susceptibles de servir aux armées et qui sont âgées de moins de 45 ans.

Dans mon cas, ce sont les autorités anglaises de Londres qui doivent envoyer à Lisbonne l'autorisation de me délivrer les visas nécessaires à l'entrée en Angleterre.

C'est donc le gouvernement belge qui est à Londres et qui connaît ma présence à Lisbonne à faire le nécessaire auprès des autorités compétentes.

En tout cas, j'ai envoyé hier par avion une lettre à Rens pour le prier de faire l'impossible pour me « dépanner ». Et j'attends...

Jeudi 1er octobre

Pour ceux qui ont beaucoup d'argent, la vie est extrêmement facile à Lisbonne en raison, ainsi que je l'ai déjà noté, de l'abondance de produits de toute espèce.

À l'hôtel Bragança, où je suis, on fait trois repas par jour dont j'ai donné plus haut un modèle de composition. On en a que trop, beaucoup trop et, après chaque repas, on ramasse sur les tables des dizaines de petits pains auxquels on n'a pas touché, sans compter les plats auxquels on a renoncé !

Et par la fenêtre, près d'où je suis placé, on peut voir passer dans la rue des femmes qui s'en vont pieds nus, chargées d'enfants, tendre la main et des enfants de tout âge, déguenillés, qui vendent des journaux et qui mendient lorsqu'on ne leur en achète pas ... Et l'on songe qu'en Belgique quantité de ménages – et peut-être à la maison-, – il manque de choses les plus indispensables !

L'organisation sociale et la guerre sont vraiment de bien belles choses ! Lorsque j'ai vu le gaspillage qui se faisait, j'ai pris quelques petits pains que je fourrais de viande ou d'œufs et je les distribuais à des enfants dans la rue.

Puis, j'ai découvert une pauvre femme qui se tenait le soir sous la porte d'un grand magasin, avec deux enfants sur les bras (qui n'ont pas trois ans à

eux deux) et un petit gamin de 5 ou 6 ans qui dort généralement à ses pieds. Je lui porte tous les soirs 4 ou 5 pains bien fourrés, une banane et du sucre pour le gamin et j'ajoute un _ escudos pour la mère.

Cela m'excuse de trop bien vivre à côté de tant de misère et en caressant quelques instants les enfants, je pense revoir Gusta et Ramon... Il y a quelques années.

Dimanche 4 octobre

La température, refroidie par les pluies et le vent des jours derniers, s'est relevée hier après-midi et ce matin, le soleil chauffe presque à plein rendement. Il faut en profiter et sitôt que j'ai déjeuné, je me suis embarqué dans un tram pour aller à Belem. Belem est un des faubourgs de Lisbonne où a eu lieu, en 1940, une exposition du Monde portugais. Il en reste de très belles avenues, deux grands palais (fermés) et un monument qui représente les navigateurs portugais s'élançant à la conquête de nouveaux mondes.

On sait, en effet, que les Portugais ont toujours été de hardis navigateurs et si nous consultons l'histoire, nous apprenons que de 1419 à 1441 les Portugais atteignent le Cap-Vert de 1441 à 1471, ils franchirent l'équateur, de 1471 à 1485 ils parvinrent à l'Estuaire du Congo.

Le 8 juillet 1492, Vasco de Gama double le Cap de Bonne-Espérance et en 1500, le Brésil est découvert par Cabral.

On trouve aussi à Belem une très belle église où reposent notamment Vasco de Gama et son chantre Camoens et un cloître merveilleux dont la cour intérieure fait songer à celle d'un Palais des Princes-Evêques de Liège, mais avec cette différence qu'il y a à Belem deux galeries superposées. Enfin, un vaste hall du cloître révèle des pierres de toute espèce et de tous les âges qui doivent intéresser au plus haut point les amateurs d'archéologie.

L'après-midi, il a plu par intermittence et le soir, il a draché...

Lundi 5 octobre

C'est la fête de la République – qui a été proclamée le 5 octobre 1910 – car, plus franc, plus loyal et infiniment plus clairvoyant politique que le sénile Maréchal Pétain qui a supprimé jésuitiquement la République française sans oser le proclamer, Salazar, en changeant de régime, n'a pas cru devoir modifier la forme de l'Etat portugais.

En effet, la nouvelle constitution qui est incontestablement son œuvre, déclare en son article 5 :

« L'état portugais est une république unitaire et corporative basée sur l'égalité devant la loi de tous les citoyens, etc.. »

C'est donc jour férié. Les banques et la plupart des grands magasins sont fermés. Tous les bâtiments publics et beaucoup de maisons particulières ont arborés le drapeau national. Mais, je n'ai pas vu que la fête donnait lieu à d'autres manifestations extérieures.

L'après-midi, je suis monté pour visiter la Cathédrale, mais est-ce à cause de la fête de la République ? Toutes les portes étaient closes et je n'ai pu y pénétrer.

Cette église, dont la construction a, paraît-il, été ordonnée en 1147, porte évidemment les traces du temps et certaines parties du temple ont été restaurées dans des styles assez différents du style primitif. Nonobstant, vue de l'extérieur, la Cathédrale a bel aspect et de deux tours carrées avec leur cloche à jour, ainsi que l'entrée principale, avec son péristyle, sont vraiment imposantes.

J'ai continué à monter et à quelques centaines de mètres, j'ai trouvé un jardin public comme il y en a tant à Lisbonne – dédié à la mémoire de l'historien Julio De Castilho, mort en 1919 -. Ce jardin surplombe d'une assez grande hauteur le Tage et l'on jouit d'une vue superbe sur le magnifique fleuve qui arrose la capitale portugaise.

Mardi 6 octobre

J'ai noté, plusieurs fois déjà, l'abondance des produits de tout genre que l'on trouve à Lisbonne. Il en est un cependant qui paraît manquer : c'est le combustible. Le Portugal possède dans le Nord des mines de houille dont j'ignore la production, mais elle ne doit pas être énorme puisque l'on voit sur le tender de la locomotive de certains trains, du bois au lieu de houille.

D'autre part, j'ai vu aujourd'hui dans deux rues différentes, quantités de femmes et d'enfants faire la queue pour obtenir quelques kilos de braises de bois ou d'un combustible dont je ne connais ni le nom, ni la qualité ; heureusement pour les pauvres gens que l'hiver est moins rigoureux et moins long que chez nous.

Souhaitons maintenant que l'hiver prochain soit moins dur en Belgique que le dernier que nous avons connu car avec le peu de charbon que nous laissent les Allemands, la situation serait intenable pour la plupart des ménages ouvriers.

Mercredi 7 octobre

M. Van Zeeland, ancien Premier Ministre de Belgique, arrivé avant-hier, venant d'Amérique, ayant appris par la Légation que j'étais à Lisbonne, m'a invité à lui rendre visite aujourd'hui à 11 heures à la Sofina, rua da Fronteira, 8. Seulement l'adresse que l'on m'avait donnée à l'hôtel étant inexacte, je suis arrivé à la Sofina avec une grosse demi-heure de retard.

M. Van Zeeland m'a demandé si je pouvais lui donner des indications sur la situation alimentaire et industrielle en Belgique.

Je lui ai répondu d'après ce que je connais, mais comme il devait encore recevoir d'autres personnalités, nous avons pris rendez-vous pour une nouvelle conversation qui aurait lieu demain à 10 heures.

Jeudi 8 octobre

J'ai revu ce matin M. Van Zeeland qui m'a posé de nombreuses questions sur :

- L'état d'esprit des populations flamande et wallonne ;
- Ce qu'on pense des ouvriers belges qui vont travailler en Allemagne ;
- Les idées en cours concernant la réorganisation politique et économique du pays après la guerre ;
- Le Parti ouvrier ;
- Les communistes ;
- Les rapports des socialistes avec les chrétiens ;
- Le crédit de De Man ;
- La diffusion de la presse embochée et l'accueil qu'on lui fait ;
- Les rexistes ;
- Les journaux clandestins ;
- Le comportement de certaines personnalités politiques ;
- Les revendications que comptent poser les syndicats.

Je lui ai donné lecture de notre programme d'action et de revendications en attirant son attention sur la nécessité absolue qu'il avait d'apporter des réformes positives et assez larges, au lendemain de la guerre, si on voulait assurer la tranquillité dans le pays.

Il s'est déclaré absolument d'accord sur ce point, tout en observant cependant que le problème des pensions doit être examiné de près et il n'oserait dire qu'il sera possible de doubler d'un coup la pension de 1940 à la valeur du franc de l'époque. C'est une question de chiffres et de possibilités mais cette réserve faite, il reconnaît qu'il importe de résoudre le problème rapidement et d'une manière aussi large que les circonstances le permettront.

Je lui ai fait part également des critiques que l'on faisait dans les milieux ouvriers en Belgique à l'égard du gouvernement belge à Londres.

Une seule chose l'a étonné, c'est ce que l'on pensait du Roi et c'est la première fois, a-t-il dit, qu'il entendait ce son de cloche !

Finalement, il s'est déclaré heureux des deux entretiens que nous avons eus et il m'a invité à aller le voir aussitôt que je serai à Londres où il repart samedi ou lundi prochain. Et s'il peut faire quelque chose pour hâter mon départ de Lisbonne il n'y manquera pas, a-t-il ajouté.

À ma question de savoir si la guerre tirait vers la fin, il m'a répondu qu'il n'en savait pas plus que moi.

Ce qu'il peut dire d'une façon absolument certaine, c'est que les Etats-Unis assureront la victoire complète et que la production de guerre y est poussée d'une manière encore plus intense que ce que les journaux disent.

Enfin, l'armée américaine compte actuellement 4 500 000 hommes équipés, entraînés et prêts au combat et elle en comptera 9 000 000 l'année prochaine...

On m'a informé de la Légation que l'on avait trouvée dans le courrier venant de Londres, un mot de Rens me demandant si j'avais des nouvelles du père Lapaille !

Depuis mon départ de Belgique, le 4 juillet dernier, je n'ai pas reçu le moindre renseignement sur ce qui se passe au pays.

Vendredi 9 octobre

Il y a eu dimanche dernier 4 octobre, 3 mois exactement que j'ai quitté la Belgique, mais il y avait hier, 8 octobre, 4 mois que je suis parti de la maison et aujourd'hui il y a tout juste un mois que je suis à Lisbonne.

Il fait toujours idéalement beau, on se promène comme chez nous en plein été : en veston, sans gilet, ni sous-vêtement.

Je mange presque aussi bien et aussi copieusement que le faisaient les rois de France, il y a deux siècles. Je suis bien habillé, bien chaussé, j'ai une belle chambre avec balcon qui donne sur le Tage, un lit et j'ai de l'argent. Je peux fumer ce que je veux et même me payer des extras

– liqueurs ou pâtisseries – si je le désire.

Je reprends du poids. Je ne m'étais pas pesé en arrivant en France mais en sortant à Narbonne le 6 septembre, je pesais 61 kg. À Lisbonne, le 17 septembre, je pesais 63,500 kg et, aujourd'hui j'en pèse 64 kg. Le progrès est continu et gagner 3 kg, en un mois ce n'est pas trop mal.

Mais ce n'est pas cela et je voudrais que la guerre et l'aventure dans laquelle je suis engagé prennent fin le plus tôt possible : pour tous ceux qui sont exposés dans les combats d'abord, pour tous ceux qui souffrent de privations dans tous les pays envahis ensuite et enfin pour moi car j'en ai assez de vivre séparé de tout ce qui m'est cher, en parasite parfaitement inutile.

Si j'étais à Londres, peut-être bien pourrais-je être utile à quelque chose et le temps semblerait moins long. Mais voilà je n'y suis pas et je n'ai même encore aucune indication sur le moment où j'y parviendrai.

Ce midi, on m'a apporté de la Légation, une lettre de Rens datée de Londres, le 25 septembre, dans laquelle il me dit notamment qu'il n'a pas « manqué d'insister aussi vivement que possible pour que ton visa et la priorité sur l'avion te soient accordés sans perdre plus de temps. L'un et l'autre m'ont été promis et j'ai donc bon espoir.

Attendons et espérons....

Samedi 10 octobre

C'est l'anniversaire de ma petite Gusta. Elle a aujourd'hui 10 ans et je ne suis pas là pour l'embrasser et lui offrir les cadeaux qu'elle n'aurait pas manqué de me demander. Je n'ai même pas pu lui envoyer une carte. J'espère que la lettre que j'ai fait envoyer par avion à Mami le 1er octobre par « M.Georges Steveny » sera arrivée à temps pour qu'on sache que je n'ai pas oublié ma petite feifeie.

D'ailleurs ce que je n'ai pu lui offrir cette année, je pourrai, sans doute, le faire ne double l'année prochaine et ma chère Gusta n'y perdra rien.

Si encore je savais pour combien de temps, j'en ai à vagabonder d'un pays dans un autre – sauf en Belgique-, – je n'aurais pas manqué de lui acheter quelque chose pour l'habiller, la parer, mais...

J'ai quand même voulu m'assurer d'un cadeau qui ne vieillit pas – si on peut dire – et ce matin, je suis allé dans une librairie du Chiado et j'ai acheté la « Bible une grand-mère en deux volumes par la Comtesse de Ségur. Ils sont datés de Lisbonne et ce sera pour elle un premier souvenir de mon grand voyage.

Je n'ai évidemment pas oublié non plus mon petit cadet – qui est maintenant peut-être aussi grand que moi – et comme je ne me souviens pas des « Tarzans » qui lui manquent dans sa collection, j'ai acheté pour Ramon deux belles cravates de jeune homme.

Souhaitons maintenant que pour son anniversaire – dans 5 bons mois – nous soyons tous réunis autour de notre chère Mami dont... les engueulades commencent vraiment à manquer.

Dimanche 11 octobre

Pour varier un peu le « plaisir », j'ai visité aujourd'hui le Museu Militar (Largo do Museu d'Artilleria).

C'est un musée comme tous ceux du genre. On y trouve des armes et matériels de guerre utilisés par les hommes depuis des siècles. La variété des moyens de tuer est infinie et en parcourant les salles on songe avec tristesse aux millions d'êtres humains qui sont morts pour défendre un patrimoine qui ne leur appartenait pas ou pour conquérir des terres qui ne leur apportaient aucun bien-être. Et, on voudrait que les armes, toutes les armes de tous les pays – y compris celles de tous les musées – soient tondues pour en faire des instruments de travail...

Lundi 12 octobre

J'ai terminé ce soir la lecture de mon troisième livre traitant du Por-

tugal et de son régime. Le premier, « *Portugal* », par Gonzague Reynold (1936) ; le second, « *Portrait du Portugal* » ; par Christian de Caters (1940) ; le troisième « *Profil de Salazar* » ; par Luis Teixeira (1938). Un Suisse, un Français et un Portugais.

Le dernier est un livre de propagande qui a pour but de faire connaître et de mettre à portée de tous, la doctrine et les principes directeurs de la politique de Salazar. Il ne contient guère que des extraits d'articles de journaux, de revues et de discours du chef actuel du Portugal. Il n'apprend rien qu'on ne savait depuis longtemps.

Pour excuser ses amis de l'Eglise et expliquer les pires atrocités d'une certaine époque, ce doux apôtre a de délicieuses trouvailles :

« L'inquisition, mesure de salut public... » écrit-il, page 170 mais on voudrait savoir ce qu'il veut dire lorsqu'il écrit, par exemple page 273 : « ... En finir avec l'opposition du travail à la vie économique ce qui est l'erreur, le crime du socialisme », car cela nous paraît un galimatias, sans autre signification que celle de donner, à tort et à travers, des coups de patte au socialisme.

L'assemblée nationale, signale Reynold, se compose de 90 députés, élus par suffrage direct, avec un mandat de 4 ans. Ces députés sont élus sur une seule liste présentée par l'Union nationale (page 303).

L'assemblée siège 3 mois par an ; durant les 9 autres mois, le gouvernement exerce lui-même, le pouvoir législatif.

« Le régime n'a point supprimé le suffrage universel, mais il l'a restreint et canalisé ». Les électeurs peuvent rayer des noms, mais ils ne peuvent pas les remplacer. Sont considérés comme élus tous les candidats ayant recueilli le plus de suffrages, à la condition d'avoir obtenu au moins 10 % du nombre de voix attribuées à leur liste (page 303).

Il n'y a donc plus de parti... L'union nationale fondée le 30 juillet 1930 n'est pas un parti mais un corps organisé, une association sans caractère de parti et indépendante de l'Etat... (page 303).

Tout cela paraît aussi clair que du jus de chique.

En parfait zélateur, Reynold est plus « salazaniste » que Salazar lui-même et il lui reproche, entre autre, d'avoir rendu la liberté à tous les cultes et de ne pas faire assez pour le culte catholique – pensez donc dans le patriarcat de Lisbonne, il y tout au plus un prêtre pour 2 000 catholiques (page 336) -, de n'avoir pas encore négocié un concordat avec le Saint siège et de n'avoir pas rétabli la monarchie !

Enfin, le Portugal possède trois universités : Lisbonne, Porto et Coimbre. Pour Reynold, il en faudrait une quatrième, mais qui serait essentiellement catholique !

Ce monsieur est décidément plus catholique que le pape et aussi que Salazar qui a écrit avant d'être dictateur tout puissant que si on estimait que trois universités ne suffisaient pas au Portugal, il en réclamait alors également une... pour son village.

On cherche en vain dans ce livre de 345 pages des indications sérieuses d'ordre économique ou social ou des renseignements sur les conditions de travail et d'existence des prolétaires et de la population laborieuse.

Mais lorsque l'on a vécu quelques semaines à Lisbonne, lorsque l'on sait que les employés ne gagnent que 450 à 600 escudos par mois, que les ouvriers ne reçoivent que 12 à 17 ou 20 escudos pour quelques rares surqualifiés, par jour, et que les pêcheurs doivent parfois se contenter d'une pareille comme pour toute une semaine de durs et périlleux travaux, lorsque l'on voit les femmes déambuler dans les rues pieds nus et les enfants, en âge d'aller à l'école, vagabonder en guenilles, on comprend que les grands admirateurs du régime préfèrent ne rien dire...

Mardi 13 octobre

J'ai noté précédemment la pénurie de combustibles, l'huile manque également et ce matin, on faisait la queue à l'entrée des magasins qui en vendent.

Le beurre aussi se raréfie. Avant-hier, à l'hôtel, on a ramené de 5 à 6 petites « mottes » que nous avions au déjeuner du matin à trois et on l'a supprimé aux repas de midi et du soir.

Ce matin nous n'en avons plus eu du tout et le beurre a été remplacé par de la marmelade !

Ce midi, on m'a apporté de la Légation une lettre de Spaak datée du 8 octobre qui m'assure qu'il fait tout le nécessaire pour me faire obtenir le visa et place dans un avion et me prie de patienter.

Mercredi 14 octobre

Le steamer Lourenço Marques est parti cet après-midi du port de Lisbonne pour l'Afrique. Parmi les passagers à bord se trouvaient 55 Belges – dont plusieurs femmes – qui vont rejoindre notre colonie africaine.

Il y a encore, m'a-t-on dit, 80 à 90 Belges de passage à Lisbonne, c'est-à-dire qui sont ici en attendant d'être transportés à Londres ou au Congo.

Je constate qu'il y a parmi eux de nombreux jeunes gens de moins de 30 ans qu'on laisse désœuvrés et qui n'ont rien d'autres à faire que de vagabonder dans les rues du matin au soir, quand ce n'est pas du soir au matin !

Ce système de laisser-aller est déplorable car il coûte beaucoup d'argent à la Belgique et il rend un très mauvais service aux jeunes qui s'habituent trop facilement à dépenser dans des conditions qui pourraient être funestes.

Samedi 17 octobre

Ma montre étant en réparation, il m'arrive de descendre pour déjeuner avant 8 heures, mais aujourd'hui il était près de 10h30.

Je suis sorti de l'hôtel à 11 heures et 5 minutes après on téléphonait de la Légation pour m'informer que l'autorisation de m'accorder le visa d'entrée en Angleterre était arrivé de Londres.

J'en fus avisé à ma rentrée vers 13 heures mais trop tard pour aller au British Embassy Passport Control Office qui n'est ouvert que de 10 à 12 heures. J'irai lundi à la première heure.

Ainsi que je l'ai signalé sous la date du 12 octobre, j'ai lu pendant mon séjour ici trois livres sur le Portugal et Salazar, mais dans aucun je n'ai trouvé des indications relatives aux industries existantes, au nombre d'ouvriers occupés, aux genres de fabrication, à la production, etc....

J'ai fait demander de différents côtés s'il existait des monographies donnant des aperçus sur la situation économique et sociale du pays mais jusqu'à présent je n'ai rien obtenu.

J'aurai cependant désiré savoir autre chose que :

- Le Portugal à la forme d'un quadrilatère d'une superficie de 89 000 Km²,
- Ses deux grands côtés sont parallèles et ses deux petits perpendiculaires,
- Sa longueur la plus grande est de 560 Km et sa plus petite est de 140 Km,
- Sur toute sa longueur, il s'étend en bordure de l'Océan Atlantique et qu'avec les sinuosités du terrain, il possède 845 Km de côtes,
- Il y a au Portugal deux grands fleuves : le Tage et le Douro et deux grandes villes seulement : Lisbonne qui compte près de 600 000 habitants et Porto 215 000 habitants,
- Les villes les plus peuplées qui viennent ensuite sont Setubal avec 40 000 âmes et Braga avec 20 000,
- L'Etat portugais a été érigé en monarchie au XI^{ème} siècle et que la dynastie de Bragança a duré de 1550 jusqu'à la révolution de 1910 qui a proclamé la république, le 5 octobre de cette même année,
- Le 27 mai 1926, le Maréchal Gomez da Costa prit le pouvoir à la tête d'un directoire composé de lui-même, du Général Carmona et Mendès Cabecadas,
- Salazar est Ministre des Finances avec pouvoirs illimités depuis 1928 et Président du Conseil tout puissant depuis 1933,
- Le sous-sol portugais contient de l'or, de l'étain, du wolfram, du plomb, du fer, du cuivre, du charbon et de la pierre et qu'à défaut

d'installation ad hoc, les minerais sont expédiés à l'étranger pour y être traités,

- On évalue la population industrielle à 1 400 000 personnes, y compris le transport et à 100 000 le nombre de pêcheurs.

Lundi 19 octobre

Ce matin, je suis allé au British Embassy où j'ai enfin obtenu le visa d'entrée en Grande-Bretagne. Coût 85 escudos. Mon passeport est maintenant en règle et je n'attends plus qu'une place dans l'avion pour démarrer et rejoindre Londres.

M. Gonze, que j'ai vu ensuite à la Légation, m'a de nouveau assuré que ce serait pour bientôt...

J'avais remarqué pendant la journée, que des cars de la police parcouraient la ville. Je me demandais ce que cela signifiait, lorsque j'ai appris qu'une grève s'étant produite au port, pour la mâter on n'avait rien trouvé de mieux que d'emprisonner 1 500 dockers !

À 14 heures, les agents des tramways faisaient remettre une lettre au Président du conseil disant que si les 1 500 prisonniers n'étaient pas libérés immédiatement à 16 heures toutes les voitures de trams seraient abandonnées sur les voies. Salazar eut le bon esprit de ne pas s'entêter et avant 16 heures les 1 500 dockers qu'il avait fait ou laissé arrêter étaient remis en liberté.

Voilà qui prouve que 14 années de régime « salazariste » n'ont pas fait disparaître tout esprit de revendication et d'action chez les travailleurs de Lisbonne¹³.

¹³ Le mouvement que je viens de relater n'a-t-il été qu'un prélude ? C'est très possible et dans une lettre que j'ai reçue à Londres, le 4 décembre 1942, un ami belge de Lisbonne, écrivait : « Ici, le 5 novembre, il s'est produit des événements assez caractéristiques : les grèves ont été très sérieuses et les mouvements populaires aussi sans cependant avoir la constance et la conviction de chez nous. La répression a été massive, sauvage – quelque 300 hommes ont été envoyés au Cap vert d'où l'on ne revient plus. Mais le résultat visé a été atteint : tous les salaires sont augmentés d'une moyenne de 30 %. Dans l'imprimerie, par exemple, les salaires sont de 34 à 36 escudos (là je crois qu'ils ont doublé) et pour les agents de l'Etat, on fait actuellement une enquête sur leurs moyens de vivre pour les augmenter d'initiative gouvernementale. Maintenant tout est calme mais de part et d'autre on s'est mieux rendu compte que jamais de la valeur de l'organisation libre ... ».

Ce soir, on m'a apporté de la Légation, une dizaine de numéros du « Bulletin de Renseignements Politiques Economiques et Littéraires » édité sous le titre de « Portugal » par le secrétariat de la Propagande nationale. Je n'ai pu que les feuilleter et je le regrette, car certains numéros m'ont paru particulièrement intéressants.

Dans le numéro 72 du 28 février 1942, par exemple, j'ai lu que l'Institut National de Statistiques avait publié l'annuaire « *Statistiques* » concernant l'année 1940 et qu'il donne des informations se rapportant aux différentes branches de la production industrielle, « matière sur laquelle peu de choses avaient été publiées jusqu'à présent ». Le numéro 75 du 31 mai 1942, donne d'après le journal « *O Seculos* » des indications sur le commerce extérieur en 1941.

Voici quelques chiffres :

	Poids	Valeur
1938		
Importation	2 396 255	2 305 872
Exportation	1 540 469	1 145 594
1940		
Exportation	1 139 228	1 612 243
Importation	1 841 685	2 523 538
1941		
Importation	1 734 040	2 642 705
Exportation	771 224	2 896 239

On remarque que le volume des importations et des exportations est en régression depuis 1938, mais que la valeur est au contraire en augmentation. Cela est dû, uniquement, à la restriction des échanges et au bouleversement des prix provoqué par la guerre mondiale.

Enfin, le numéro 78 du 31 août 1942 reproduit le texte de la réponse faite par Salazar au message que lui avait remis les corps dirigeants des syndicats nationaux du district de Lisbonne. Dans ce message, dont on ne donnera pas le texte, « Les syndicats » s'y plaignent, dit la Revue, de l'obstruction que les patrons et même quelques organismes corporatifs patronaux font à la solution des problèmes sociaux du travail et de leur

étroite compréhension de l'esprit de la révolution corporative à l'heure où les répercussions de la guerre mondiale se font sentir si péniblement sur le coût de la vie.

Salazar termine sa très longue réponse en résumant les buts du Gouvernement et son orientation de la façon suivante :

- 1) Veiller à une formation plus intense et soignée de la conscience corporative, à l'éducation des corps dirigeants et au progrès des études concernant le corporatisme portugais ;
- 2) Autoriser la révision des salaires dont l'injustice sera démontrée, soit qu'il y ait eu inégalité ou erreur de classement, soit que le salaire ne permette du tout à l'ouvrier de subsister ;
- 3) Assouplir l'horaire du travail en sorte que l'augmentation des salaires soit autant que possible compensée par un surcroît de travail, si elle ne peut l'être par l'organisation de l'entreprise et du marché ;
- 4) Instituer le régime des allocations aux familles¹⁴ en observant, au début, la prudence nécessaire en vue d'assurer la consolidation du système et son extension ultérieure.

Le politicien qui ferait semblable réponse passerait pour un... distributeur d'eau bénite, mais Salazar n'est pas un politicien. Alors, pour ses laudateurs, sa réponse « constitue une haute leçon d'économie et de sagacité politique » !

Mardi 20 octobre

Hier soir, on m'avait laissé entendre que je partirais probablement cette nuit. Ce matin je suis allé rendre visite au Secrétaire de la Légation qui m'a dit de me tenir prêt... J'ai bouclé mes valises mais il faudra peut-être

¹⁴ Le 13 août 1942 a paru un décret-loi qui institue le régime de l'allocation familiale et ne le rend applicable pour le moment qu'à ceux qui travaillent pour le compte d'autrui dans l'industrie, le commerce, les professions libres ou les organismes corporatifs ou de coordination économique, c'est-à-dire quelques centaines de milliers d'employés et d'ouvriers.

les déboucler demain car ce soir on ne m'a rien fait savoir.

Mercredi 21 octobre

Il y a aujourd'hui exactement six semaines que je suis arrivé à Lisbonne et ce midi on m'a informé que je partirai ce soir.

À 15 heures, je suis allé à la British Airways, de là au consulat d'Irlande pour avoir le visa d'entrée car c'est dans ce pays que l'avion nous conduira d'abord et ensuite, de nouveau à la British Airways où je remplis deux bulletins d'identité contre lesquels on me remet un ticket de passager en me priant d'y transporter mes bagages et de me présenter à 22h15 pour le départ.

À 21 heures, je quittais l'hôtel en compagnie de Raoul Derivière et Jean Motmans et à 22 heures on arrivait à la B.A. où je trouvais Alphonse Habran et M. Balast.

Plusieurs autocars attendaient les voyageurs et à 22h30, la voiture dans laquelle j'avais pris place démarra pour me déposer une demi-heure après à Cabo Ruivo Airport. Les formalités de pesée des voyageurs et des bagages, la vérification des tickets et la remise des passeports que l'on avait retenus à la B.A. prirent beaucoup de temps et il était plus d'une heure du matin lorsqu'on se dirigea vers le quai d'embarquement.

Jeudi 22 octobre

Lorsque j'arrivais devant l'hydravion, je fus quelque peu épouvanté. C'était une formidable construction – un quadrimoteur de 8 000 H.P. – qui ressemblait davantage à un steamer qu'à un avion. Rien d'étonnant d'ailleurs lorsqu'on a su qu'il allait emporter 58 passagers plus les membres de l'équipage et du personnel, les bagages - j'en avais pour ma part, avec ma serviette, plus de 30 kg¹⁵ et certains en avaient beaucoup plus que moi – l'essence, l'huile etc....

¹⁵ Chaque voyageur a droit au transport gratuit de 20 kg de bagages. Pour chaque kilo en plus, on paie 18 escudos et j'ai payé 183 escudos 70.

À 1h25, les moteurs commencèrent à ronfler et à 1h30 la gigantesque machine glissait sur l'eau pour s'élever ensuite et filer vers l'Irlande. À quelle hauteur sommes-nous ? À quelle vitesse avançons-nous, je l'ignore ? C'est la nuit la plus complète, on ne voit rien, on ne sent rien et s'il n'y avait eu le bruit des moteurs on se serait cru dans un car confortable au repos !

À 07h00 – je venais de dormir deux heures – les rideaux des fenêtres étant relevés, je vis qu'on volait au-dessus d'une mer de nuages. Il fait très clair ici haut, le soleil brille de tout son éclat, au point qu'on se croirait toujours à Lisbonne.

À 8h00, on sent une tasse de café avec lait et sucre et un sandwich au jambon.

Vers 8h45, l'avion diminue de hauteur, on voit la terre, les prairies puis on remonte encore au-dessus des nuages.

Un peu après 9 heures, on sent qu'on descend de nouveau et vers 9h15 l'hydravion atterrissait. Pendant dix grosses minutes il glissa sur l'eau puis il fut accroché par deux petits remorqueurs qui l'immobilisèrent et chargèrent les passagers, pour les déposer à Schannon-Airport.

À Shannon, il pleut. Contrôle des passeports et ensuite petit-déjeuner – un œuf sur le plat avec lard, pain gris, mais excellent, beurre, confiture et café au lait -. Après quoi on nous laisse « poireauter », partira-t-on, quand partira-t-on ? Mystère et boule de gomme disait Gavroche.

À 14 heures, on ramène une partie des bagages. On nous invite à rendre ce dont on a besoin pour passer la nuit, il est paraît-il trop tard pour partir et arriver en temps utile à Londres.

C'est encore un quadrimoteur, mais beaucoup plus petit que celui qui m'a amené de Lisbonne. Il y a 24 places et nous sommes 16 passagers. À midi moins le quart, nous atterrissons à Bristol. Il pleut à verse.

Nous avons donc volé pendant deux heures et si les « cahotements » ont

été plus bruyants, je n'ai pas été plus incommodé que pendant le parcours de Lisbonne en Irlande.

À la sortie de l'avion, on passe d'abord au contrôle médical . on regarde la poitrine, les yeux, la langue et l'on fait dire « Haa » !

Ensuite, contrôle des passeports. Un des préposés demande ce que je fais et sur ma réponse que suis secrétaire de la C.G.T.B., il déclare : « Ah ! Vous êtes le bienvenu ici ! ». Il me demande comment mon voyage s'est effectué, la route que j'ai suivie, les personnes auxquelles j'ai dû m'adresser, etc.... Il m'avait d'abord pris mon passeport pour me dire, avant que j'aie ouvert la bouche, qu'il était faux et me faire remarquer qu'il avait été « gratté ». Il me prit le document et me remit un papier pour en tenir lieu.

Après contrôle des bagages, on prend tous mes papiers et mes livres qu'on met sous enveloppes, scellées, pour être contrôlés à Londres. On m'informe qu'un guide accompagnera de Bristol à Londres. À 16h35, le rapide partait de Bristol et à 18h38, je débarquais à Paddington Station où Rens et le capitaine Dawson m'attendaient.

Le temps de trouver un taxi et un quart d'heure plus tard j'étais chez Rens au 8ème étage de Ulite House, Albany Street. Rens me conduisit au restaurant où nous dînâmes d'excellent appétit...

Dimanche 25 octobre

Georges Keuwet ayant appris mon arrivée s'amena chez Rens, vers 10h30 et ensemble nous allâmes déjeuner au Ritz. Après quoi Keuwet nous emmena chez lui où nous avons passé l'après-midi, la soirée et la nuit.

Gailly vint nous rejoindre dans la soirée et l'on a bavardé jusqu'à bien tard.

Étant arrivé au but de mon voyage, j'arrête ici mes notes « au jour le jour » puisque je serai pris dans l'engrenage des visites, des entretiens et de l'action qui s'inscriront dans les faits et documents.

Cependant, quelques mots encore : de Liège à Londres en ligne directe il n'y a guère plus de 500 Km. Combien en ai-je couvert ? Je n'ai ni cartes, ni indicateurs sous la main pour les mesurer exactement mais si on songe qu'il m'a fallu traverser la France du Nord au Sud, l'Espagne et le Portugal de l'Est à l'Ouest, l'Atlantique, de Lisbonne en Irlande pour redescendre enfin à Londres, les kilomètres parcourus doivent se situer me semble-t-il entre cinq à six milles !

Enfin, notons que si les distances ont été franchies assez rapidement, par contre les « stops » ont été très longs.

En train :	Liège/Bruxelles	2h00
	Bruxelles /Lille	2h45
	Lille /Paris	4h40
	Paris /Dijon	4h45
	Dijon/Le Creusot	1h56
À pied :	pour traverser la ligne de démarcation... 22 Km en 7 heures ;	
	De Genouilly à Macon en autobus	2h30
	Macon/Lyon	1h30
	Lyon/Avignon	4h00
	Avignon/Narbonne	3h30
	Narbonne/Port Bou	1h32
	Port Bou/Barcelone	3h40
	Barcelone/Madrid	15h30
	Madrid/Lisbonne	16h55
En avion :	De Lisbonne en Irlande	8h00
	D'Irlande à Bristol	2h00
	Bristol à Londres	2h00

J'ai donc voyagé 64 heures en train, 7 heures à pied, 10 heures en avion, mais il s'est écoulé 113 jours entre la date - 4 juillet - de mon départ de Bruxelles et de celle de 24 octobre de mon arrivée à Londres.

Ce qui frappe aussi, c'est le nombre de vieux taximen qui ont repris

le volant, de même que le nombre considérable de femmes occupées¹⁶ dans les gares pour le contrôle des billets, le nettoyage des voitures et la manipulation des bagages. Il y en a également beaucoup sur les autobus et dans le métro.

Enfin, ce qui est assez curieux c'est le nombre de femmes en salopette et en pantalon, comme les hommes et en uniforme militaire.

Ce qui étonne davantage c'est l'abondance des produits qu'on peut se procurer sans la moindre difficulté.

Sans doute certains produits sont-ils rationnés et notamment : le beurre, le lard, la viande de boucherie, le fromage, les œufs, le sucre, le thé, les confitures, les pois, les haricots, le riz, etc....Mais tout le monde reçoit sa ration hebdomadaire ou mensuelle de chacun de ces produits.

D'autre part, ni le pain - il y en a du blanc et du gris, aussi bon l'un que l'autre -, ni les pommes de terre, ni le café, ne sont rationnés, ni la volaille, ni le gibier, ni les poissons, ni la viande de cheval - j'en mange une ou deux fois par semaine et je la trouve excellente - ni certains produits de charcuterie, ni le tabac et les cigarettes.

Dans les restaurants on mange librement ; on a simplement limité le prix du déjeuner de midi et du dîner du soir à 5 - sauf dans les très grands restaurants où l'on paye un peu plus pour le luxe qu'on y trouve.

Les objets d'habillement sont également rationnés et chaque habitant reçoit pour une année un certain nombre de coupons. J'en ai reçu 128 et pour une paire de chaussettes il faut 7 coupons, pour une paire de pantoufles 5, pour une chemise 7, pour une camisole de dessous 6, pour un caleçon 6, pour un costume 26, etc....

Le prix des produits alimentaires est en majoration d'environ 30 % sur ceux d'avant la guerre mais les prix des objets d'habillement dont de 50

¹⁶ On prétend que 10 millions de femmes sont mobilisées dont près de 2 millions dans les services auxiliaires des armées et 8 millions qui travaillent dans les différentes industries.

à 100 % plus élevés.

Une autre constatation, c'est le nombre relativement considérable des bâtiments qui ont été atteints ou démolis par les raids allemands.

À lire les journaux boches qui paraissent en Belgique et à entendre la radio boche de Bruxelles, ou de Paris, les appareils de la Lutwaffe ne frappaient jamais que des objectifs d'ordre militaire. Il suffit d'une promenade dans n'importe quel quartier de Londres pour se rendre compte du mensonge de cette affirmation. En vérité, les boches ont essayé de terroriser les Anglais par des raids massifs contre la population civile. Des rues entières, des quartiers entiers, ont été frappés, démolis, incendiés¹⁷. Mais les londoniens n'ont pas eu peur et tout le monde a redoublé d'ardeur au travail pour hâter la construction des avions qui devaient protéger l'Angleterre d'abord, rendre la monnaie de leur pièce aux boches et aux macaronis, ensuite et l'on y est tellement bien parvenu que les avions allemands n'ont plus reparus au-dessus de Londres, depuis le mois de mai 1941.

Dimanche 17 janvier 1943

Je viens de noter qu'il n'y avait plus eu de raids aériens allemands sur Londres depuis mai 1941, ce qui ne veut pas dire que les boches n'ont plus survolé la Grande-Bretagne et qu'ils n'ont plus essayé d'atteindre la capitale.

Depuis mon arrivée il y a eu plusieurs alertes mais d'avions ennemis point ou guère.

Ce soir à 20h30, les sirènes alertèrent la population et quelques minutes après les canons de la Défense aérienne entrèrent en action. Les bombes tombaient, les obus sifflaient sans discontinuer et à 22 heures on annonçait la fin de l'alerte.

¹⁷ Le capitaine Dawson me signalait un jour que l'on comptait en Grande Bretagne une maison sur cinq atteinte par des bombes ou des éclats et une sur mille complètement démolie ou rendue inhabitable !

Le lundi 18 janvier

Nouvelle alerte de 5 à 6 heures du matin et les feux de barrage ne furent pas moins intenses que la veille. Les dégâts matériels ne furent pas bien considérables mais il y a eu, a-t-on dit, 40 personnes tuées dans les rues de Londres par des éclats d'obus de la D.C.A.

Le lendemain, tous les journaux publièrent un avis attirant l'attention de la population sur le danger qu'il y avait de rester dans la rue sans nécessité absolue, pendant les raids d'avions, en raison même de la puissance de la défense.

Mercredi 20 janvier

Les Allemands profitant que les nuages étaient très bas tentèrent une nouvelle incursion au-dessus de Londres à midi et demie.

L'alerte ne fut donnée qu'après la chute d'une première bombe que j'entendis très distinctement, mais les canons de la D.C.A ne tardèrent pas à entrer en action et à 13h15 tout était fini.

Une des bombes boches tomba sur une école tuant plus de 50 enfants et 14 avions allemands furent abattus. Pendant ce raid, je regardais par la fenêtre du bureau de notre local d'Euston Road et nonobstant les recommandations publiées par la presse, les gens circulaient dans les rues comme s'il ne se passait rien ! Ce qui n'a pas empêché la radio boche de Bruxelles de s'esclaffer de la panique provoquée par les avions d'Hitler dans les rues de Londres !

Vendredi 22 janvier

Comme indiqué plus haut, je suis arrivé à Londres le samedi 24 octobre 1942. Le lendemain je rédigeais un message qui avait été transmis. On ne trouva rien et le 30 décembre je remis un nouveau texte disant : « Gibbet, 25-11-81, qui est en très bonne santé à Londres envoie ses meilleurs vœux de nouvel an à sa famille et à tous ses amis. Il embrassa sa femme et ses deux chers petits-enfants, Gusta et Ramon, qu'il espère revoir

bientôt », que Radio Belgique a diffusé ce jour au cours de son émission de 21 heures. Espérons que l'on aura entendu en Belgique car c'est la première fois depuis 7 mois que je peux croire qu'on a directement de mes nouvelles...

Quelques éléments d'autobiographie de Joseph Bondas.

En 1953, Joseph Bondas réalisa cette note autobiographique sur son action syndicale. Nous avons cru bon de la reproduire afin de mieux pouvoir situer le personnage.

BONDAS Joseph, né le 25 novembre 1881, 2ème enfant d'une famille, qui en comptait 7. Trois sont encore en vie : l'aîné et le cadet.

Père ouvrier mineur est décédé à peine âgé de 50 ans.

A vécu jusqu'en 1909 avec sa mère, morte à 80 ans, dans la maison natale, rue Molinay (une petite maison ne comportant qu'une pièce en bas et une en haut !).

A fait ses 6 années d'école primaire et obtenu son diplôme de sortie. A suivi, ensuite, tout en travaillant, des cours d'adultes à l'école du soir. Entra à Cockerill pour apprendre le métier de mouleur, le 1er août 1894. Salaire : 50 centimes par jour, de 6h. du matin à 6h. du soir ! Quitte Cockerill le 10 juillet 1899, et entre à la Fonderie LELOUP à Chênée.

Quitte celle-ci pour la Fonderie HAUDRY à Seraing, où il fait deux séjours jusqu'au 24 février 1900.

Le 28 février 1900, s'embauche à la fonderie des Acières d'Angleur à Renory. Participe à la grève et est congédié le 1er mars 1901.

Entre le 10 avril à la Cimenterie d'Ougrée-Marihaye pour en sortir le 24 du même mois.

Travaille au laminoir des aciéries Cockerill du 8 mai 1901 jusqu'au 18 novembre suivant.

Entre à la Fonderie de la 10ème division (roues) de Cockerill le 19 novembre 1901 où il reste jusqu'au 4 juin 1904.

Du 15 juin au 9 août 1904, travaille aux Acières liégeoises à Bressoux et du 10 août au 10 septembre 1904 à la Fonderie Ketin à Sclessin.

Du 12 septembre 1904 au 28 mai 1906, Fonderie DEWANDRE à Bressoux. Du 29 mai 1906 au 18 août suivant, de nouveau aux Acières liégeoises à Bressoux.

Derechef à la Fonderie DEWANDRE à Bressoux jusqu'au 8 septembre 1906.

Le 10 septembre 1906, à la Fonderie SOUBRE et BERREYE, d'où il sort le 28 mars 1908.

Ce fut la dernière place avant de prendre, le 1er avril 1908, le poste de

secrétaire permanent de l'Office des Accidents du travail, créé par la Fédération des Métallurgistes.

Ce va et vient d'une fonderie à l'autre s'explique par la facilité qu'avaient, à cette époque, les mouleurs de changer d'employeur, ceux-ci étant extraordinairement nombreux, de l'esprit d'indépendance qu'ont toujours manifesté les mouleurs et de leur désir de vouloir toujours gagner plus !

Milite d'abord à la Jeune Garde Socialiste de Seraing avec Isi DELVIGNE, Eugène DAXHELET, Paul HENRY, Joseph MERLOT et d'autres qui sont disparus.

En août 1900, il s'affilie à la Chambre Syndicale des Ouvriers de Fonderies de Liège, qu'il quittera avec Louis ARCHAMBEAU, Jacques UVERGOLS et quelques autres, pour fonder, le 1er avril 1905, le « Relève-Toi ! », Syndicat des Métallurgistes de Seraing.

ARCHAMBEAU en fut le 1er secrétaire et BONDAS le trésorier. Il le restera jusqu'au moment où la centralisation ayant été réalisée, en 1912, le Syndicat prit un grand développement.

Il y avait évidemment eu des syndicats de métallurgistes à Seraing, avant 1905, mais ils n'avaient eu qu'une vie tout à fait éphémère. Causes : ignorance, misère, peur, car les grands patrons de Cockerill et d'Ougrée-Marihaye ne voulaient pas de syndicats dans leurs entreprises. Les 23 fondateurs du Relève-Toi levaient donc le drapeau dans une population plus craintive qu'hostile, plus ignorante qu'indifférente. Les réunions n'attirant personne, ou très peu, ils se rabattirent sur les tracts et les circulaires qu'ils répandirent à profusion.

Ils savaient être dans la bonne voie, ils avaient la foi et à la fin de l'année 1905, le syndicat enregistrait 58 cotisants.

L'année 1906 allait voir monter ce nombre à 650 suite à deux événements :

- le syndicat ayant décidé de se donner un drapeau, il décida de le sortir au cours d'une manifestation qui eut lieu le 5 août 1906. Des milliers de travailleurs répondirent à l'appel et des centaines de camarades se firent inscrire au syndicat.
- en septembre de la même année, Seraing reçut une centaine d'enfants d'ouvriers verviétois lock-outés par les patrons textiles.

Ce fut l'occasion d'une nouvelle manifestation, plus émouvante que la précédente et de nombreux travailleurs rejoignirent encore le syndicat. A la propagande générale, il joignit l'éducation de ses membres qu'il abonna à GERMINAL, une brochure de vulgarisation par mois et à l'hebdomadaire socialiste la « BATAILLE ».

En février 1907, la Fédération des Métallurgistes créée l'année précédente, lança le « Réveil des Métallurgistes » qui fut abondamment distribué aux portes d'usines chaque mois.

Ses responsables et plus particulièrement Isi DELVIGNE dénonçait inlassablement dans la presse, les lamentables conditions de travail et de salaires, appelaient les ouvriers au syndicat et à l'action.

En juillet 1907, il y avait 906 cotisants, mais en décembre le chiffre était retombé à 701.

Il fléchit encore par la suite, mais deux ou trois années de propagande intense, et d'éducation systématique, assurèrent à l'organisation un nombre de militants plus convaincus que jamais de la justesse de leurs vues et de la nécessité de poursuivre l'effort.

En 1911, il instaura le système de sectionnaires et la perception des cotisations à l'usine, ce qui provoqua, en novembre, le renvoi de 20 ouvriers de Cockerill qui avaient accepté ce poste de sectionnaire (voir à ce sujet « Histoire de la Centrale des Métallurgistes » - 1887-1947n pages 110 à 114).

Le syndicat réagit avec vigueur et une grande assemblée tenue à Jemeppe, le lendemain du coup de force patronal, désigna 40 sectionnaires pour remplacer les 20 congédiés !

Le 1er janvier 1912, toutes les organisations de métallurgistes du pays

se centralisèrent et adaptèrent les bases multiples (caisses de grève, de chômage, de maladie, d'accident, de décès et de viaticum). Les effectifs s'accrurent rapidement et après l'armistice de 1918, le syndicat du bassin de Seraing comptait près de 7000 membres et la Fédération provinciale plus de 50.000 !

Deux anecdotes des guerres 1914 et 1940 :

Après la première invasion, je fus, comme beaucoup d'autres Belges, pris par la fièvre patriotique et comme l'activité syndicale était forcément réduite, je me mis dans la tête de rejoindre l'armée belge.

En octobre 1914, je passai, avec deux amis, clandestinement la frontière. Après quelques jours d'attente à Maastricht, je partis pour Rotterdam et de là à Folkestone et ensuite à Londres.

Mais les militaires ne voulurent pas de moi, parce que j'avais plus de 30 ans, que j'étais marié et que je n'avais pas été soldat !

Je ne pouvais évidemment pas rester à Londres sans rien faire, et au début de décembre, je fus engagé comme mouleur à « THE COVENTRY ORDNANCE WORKS, Limited, » CONVENTRY.

Cela allait très bien et je pris mon affiliation au syndicat anglais des mécaniciens, mais dès qu'on su à Liège que je n'étais pas à l'armée, on me pria de rentrer pour reprendre mon poste de secrétaire qui était provisoirement assuré par Victor YANSENNE. Je rentrai en Belgique en février 1915, par les chemins qui m'avaient permis d'en sortir 4 mois auparavant, et je repris mes fonctions à l'Office Intersyndical Judiciaire.

En 1940, la brusque avance des armées hitlériennes nous empêcha d'appliquer le plan de repliement arrêté par les organisations syndicales et après avoir séjourné quelques jours à Coxyde, nous passâmes en France, pour nous installer à Nantes, d'abord, à Limoges ensuite.

Je rentrai en Belgique à la fin du mois d'août et après avoir été interdit par les Allemands, je ne pouvais plus agir que dans la clandestinité.

De nombreuses réunions furent tenues. Des journaux furent édités et

distribués dans tout le pays.

En mai 1942, Jef RENS m'envoya une lettre me priant de rejoindre le gouvernement belge à Londres.

Je partis de Liège le 3 juillet et je parvins à Londres sans trop de difficultés le 26 octobre suivant !

Je pris immédiatement les fonctions de secrétaire du Centre Syndical Belge constitué en Angleterre et le 3 septembre 1943, je fus appelé, par M. PIERLOT, au sous-secrétariat d'Etat au Travail.

Les diverses fonctions de Joseph Bondas au sein du mouvement ouvrier socialiste

1905 à 1912 Trésorier du Syndicat des Métallurgistes de Seraing.
 1908 à 1912 Secrétaire permanent de l'Office des Accidents du Travail de la Fédération des Métallurgistes de la Province de Liège.
 1912 à 1917 Secrétaire permanent de la Fédération Général des Syndicats de Liège-Huy-Waremme.
 1919 à 1940 Secrétaire général (1) de la Fédération des Métallurgistes de la Province de Liège.
 1919 à 1942 Membre du Comité Exécutif de la Centrale des Métallurgistes de Belgique.
 1921 à 1940 Secrétaire (2) de la Commission Syndicale de Belgique qui est devenue en 1937 la Confédération Générale du Travail de Belgique.
 1940 à 1945 Secrétaire Général de la C.G.T.B.
 1945 à 1946 Secrétaire Général de la F.G.T.B.
 1940 à 1945 Membre du Comité Exécutif de la Fédération Syndicale Internationale.
 1945 à 1946 Membre du Conseil Général de la Fédération Syndicale Mondiale.
 1942 à 1943 Secrétaire Général du Centre Syndical Belge à Londres.
 1913 à 1950 Membre du Conseil de Prud'hommes d'Appel de Liège.
 1919 à 1946 Membre suppléant de la Chambre des Représentants.
 1926 Chef adjoint de Cabinet au Ministère du Travail.
 1922 à 1927 Membre du Conseil communal de Seraing (3).
 1937 à 1938 Commissaire Royal au contrôle de la Fabrication et du Commerce des matériels, munitions et engins de guerre.
 1926 à 1949 Membre du Conseil d'administration de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
 1942 Membre du Conseil Consultatif auprès du Gouvernement belge en Grande-Bretagne.
 09/43 à 09/44 Sous Secrétaire d'Etat à l'aide aux réfugiés, au Travail et à la Prévoyance Sociale à Londres.
 1919 à 1940 Et encore depuis 1948 : Président de L'Union socialiste communale de Seraing.
 1919 à 1940 Et encore depuis 1947: Membre du Comité et du Bureau de la Fédération Liégeoise du P.O.B./P.S.B.
 Il a également siégé pendant de nombreuses années au Conseil Général et au Bureau du P.O.B.

Quelques éléments biographiques

Bologne, Joseph	1871 +1959	P.O.B.
Bourdon, Léon		Fédération des Métallurgistes de Liège
Bytebier, Albert		Nouvelle C.G.T.B.-U.T.M.I.
Chévennard, Jeanne	1876 +1944	C.G.T. France
Claes		Fédération des Métallurgistes de Liège
Decoster		Maison du Peuple à Bruxelles
De Launoit, Paul		Ougrée Marihaye
De Man, Henri	1885 + 1953	P.O.B.
Delbrouck, René	1903 +1942	Jeunes Gardes Socialistes
Delattre, Achille	1880 +1962	Centrale des Mineurs
Delsinne, Léon	1880 +1972	P.O.B. - Ecole Ouvrière Supérieure
Demoitelle, René	1881 +1955	Fédération des Métallurgistes de Liège
Deriviere, Raoul		
De Troyer, François	1914	P.S.B. clandestin
Dewandre		Ougrée Marihaye
Dubuisson, Georges		C.G.T. France
Duchesne, Alexandre	1880-1967	Fédération Générale des Syndicats de Verviers
Engels		
Finet, Paul	1897+1965	C.G.T.B. nationale
Franck, Maurice		Fédération des Métallurgistes de Liège
Fuss, Henri	1882 +1964	Ministère du travail et de la prévoyance Sociale
Gailly, Arthur	1892 + 1974	Fédération des Métallurgistes Charleroi
Galopin, Alexandre	1879-1944	Société Générale de Belgique
Goldschmidt, Paul		Comité Central de l'Industrie
Gonda, Théophile	mort en déportation	Fédération des Métallurgistes de Liège
Grauls, Victor		Centrale des ouvriers du transport-U.T.M.I.
Graux		Comité Central Industriel
Gryson, Emile		Centrale Générale-C.G.T.B.
Habran, Alphonse		
Haulot, Arthur	1913 +2005	Jeunes Gardes Socialistes, P.S.B. clandestin
Huyssens, Arthur		Société coopérative Bruxelles
Jauniaux, Arthur	1883 +1949	Mutualités socialistes
Jason, Henri		Fédération des Métallurgistes de Liège
Jouhaux, Léon	1879 +1954	C.G.T. France
Keuwet, Georges	1899 +1947	CM.B. -C.G.T.B.

Krier, Antoine		C.G.T. Luxembourg
Lampe		Caisse d'Assistance et de Prêts
Lapaille, Hubert	1888 +	Centrale des Travailleurs de la Pierre
Laroche, Gustave		C.G.T.B. Anvers
Lejeune, Joseph	mort en déportation	Fédération des Métallurgistes de Liège
Major, Louis	1904 +1985	C.G.T.B. nationale
Mertens, Corneille	1880 +1951	C.G.T.B. nationale
Motmans, Jean		
Noppens, Fernand	mort en déportation	Fédération des Métallurgistes de Liège
Paffen, Jean		Fédération des Métallurgistes de Liège
Parys, Emile	1897-?	Centrale du textile de Verviers
Paulis, Antoine		Centrale Personnel Chemins de Fer, U.T.M.I.
Pauwels, Henri	1890-1946	C.S.C
Pierlot, Hubert	1883 +1963	Parti Catholique
Rahier, Charles		Jeunes Gardes Socialistes, P.S.B. clandestin
Rens, Jef	1905 +1985	C.G.T.B nationale
Sainte, François	1900 +/1960	P.O.B.
Segier, Alfons	1886-1953	Centrale du Textile - U.T.M.I.
Sonneville, Marcel	1913-?	Centrale Du Textile Mouscron, P.S.B. clandestin
Spaak, Paul-Henri	1899 +1972	P.O.B.
Uytroever, Louis	1884-?	Centrale du Personnel des Services Publics
Van Acker, Achille	1898 + 1975	Centrale Générale, P.S.B. clandestin
Van Belle, François	1889 +1966	P.O.B.
Van de Rest, Maurice		Comité Central Industriel
Vaneukem, Camille	?-1945 en déportation	P.S.B. clandestin
Van Wallegghem, Eugène	1882 +1964	Fédération des Métallurgistes Charleroi
Van Zeeland, Paul	1893 +1973	Parti Catholique
Velter, Paul		Comité Central Industriel